T. XXV — N° 2 10 Décembre 1933

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

NOVITIATUS ANGELICUS ROMA

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *L'impôt sur les âmes.*

La loterie nationale.

ENQUÊTE SUR LES RAISONS ACTUELLES DE L'INCROYANCE

E. BERNARD ALLO, O.P. *L'hypercritique.*

« On dirait que la critique, pour être devenue l'hypercritique, en est morte ; et le monde, nous le voyons bien, souffre cruellement de cette carence. »

C'est la première partie d'un rapport qui analyse avec pénétration l'étrange manière dont la crédulité impulsive a presque partout occupé la place dont on avait délogé la foi.

Réponse de M. l'abbé Viollet.

J. PLAQUEVENT. *L'abbé Bremond.*

Un historien des âmes, dont l'œuvre n'est tout entière qu'une longue consolation à la tragique malchance des lettres catholiques en France.

ANDRÉ COLIN. *Charles de Foucauld maître de vie intérieure.*

Billet de Christianus

L'impôt sur les âmes

Voici tantôt trois ans qu'on le sait : le budget de l'État descend la pente d'un déficit vertigineux, et l'on craint la culbute. Plusieurs gouvernements se sont usés à équilibrer des plans de redressement financier, refusés par la droite parce qu'ils pesaient sur la richesse acquise et par la gauche parce qu'ils grignotaient les salaires et les traitements. A part quelques économies administratives, quelques surtaxes discrètes et d'ingénieuses spéculations sur la frappe des monnaies, une seule mesure positive a été votée : l'institution de la loterie nationale.

Certes, le progrès n'est pas un vain mot, et nous l'avons bien vu : au lieu de l'urne antique ou des roues numérotées de Fichet, nous possédons aujourd'hui un dispositif savant, pittoresque, vaguement cosmique, des sphères creuses entraînant des boules dans leur révolution et offrant toutes les garanties physiques et mathématiques à l'empire absolu du dieu Hasard. Par malheur, le principe n'a guère changé : il consiste toujours à faire briller aux yeux d'une foule la chance d'un gain fantastique, et de lui vendre une espérance improbable contre des espèces bien sonnantes. Cela se fait habituellement dans les foires. En politique, c'est un expédient — et un expédient honteux.

Il est honteux qu'un grand et probe État comme est le nôtre en arrive à chercher de telles ressources. Non qu'il y manque l'autorité de la tradition : c'est seulement sous la Monarchie de Juillet que fut abolie la loterie de France, suite de la loterie royale instituée par Louis XIV et organisée en monopole au déclin de l'Ancien Régime. Mais la loi du

21 mai 1836, qui la supprimait et renforçait la sévérité du Code Pénal (art. 410 et 475) à l'endroit des jeux de hasard, affirmait un principe d'honorabilité politique que l'État républicain ne rejette pas aujourd'hui sans dommage. On s'étonne même que l'opinion nationaliste accepte d'une âme aussi égale une mesure qui enlève quelque chose au prestige moral de ce pays.

On s'étonne surtout que l'opinion catholique se montre aussi avare de protestations. Il est affligeant de voir la presse à peu près unanime, obéissant à ces mots d'ordre secrets qui mènent actuellement le monde, entretenir et surexciter la fièvre de spéculation et de lucre d'où dépend le succès de la loterie. Et pourtant, rien n'est plus aussuré que le dégât moral de l'opération. Ne parlons point du dégât social possible : car enfin, s'en remettre au hasard pour désigner les mains entre lesquelles on placera un instrument d'action aussi puissant qu'une fortune liquide de cinq millions de francs, c'est pour le moins une imprudence. Comme si, dans la distribution des forces de l'argent, les hasards de l'hérédité ne suffisaient pas à troubler l'équilibre ! — Mais supposons que la Fortune fasse toujours bien les choses, qu'elle élise des chômeurs pères de familles nombreuses ou des méridionaux bons enfants qui ne feront pas de plus grave sottise que d'établir des courses de taureaux dans leurs villes natales. Dans ce cas encore, pour aussi favorable qu'il soit, que de choses à craindre ou à déplorer ! Voyez, chez ceux qui gagnent, cette griserie mentale et morale, presque inévitablement liée à l'acquisition brusque et fortuite de la richesse. Voyez cet ébranlement nerveux, cet état de tension dans l'espoir et de dépression dans la perte, à quoi sont soumises les foules pressées au Trocadéro ou suspendues, jusque dans les plus lointaines provinces, à l'oracle impressionnant des haut-parleurs. Voyez avec un peu de pitié ces milliers, ces millions de dupes.

Car la loterie est un marché de dupes : pour un coiffeur élu, combien de clients défrisés ! — Mais, dites-vous, ils ont accepté de l'être. — Sans doute, et tant pis pour ceux qui jouaient avec le superflu. Mais pensez-vous aux autres — et il y en a —, les pauvres, les miséreux peut-être, touchés par la contagion du jeu, fascinés par l'illusion dorée, et jouant le nécessaire ?

La loterie, disent quelques optimistes, est un adroit sub-

*terfuge pour amener sans heurt et sans larmes l'argent des particuliers dans les caisses de l'État : c'est l'*impôt volontaire. — *Il vaudrait mieux dire, je pense, l'impôt sur les âmes ; car, si le tribut est volontaire, c'est dans la mesure où la volonté, égarée par l'appât du lucre et la passion du jeu, s'asservit à un vice. La loterie d'État ne suppose rien de moins scandaleux qu'une exploitation publique et systématique d'un vice de l'homme. On vend des âmes au diable pour un peu d'or.*

Sans doute le mal est-il encore petit — mais combien dangereux son principe ! Déjà, parce que les boissons alcooliques lui rapportent des droits élevés, l'État, protecteur des débitants, évite de s'engager à fond contre un fléau empoisonneur d'hommes et ravageur de provinces. Va-t-il maintenant, élevant le jeu à la hauteur d'une institution nationale, entretenir ce nouveau foyer d'infection ? Tout plutôt que cela !

« Tout, — me dit un de mes bons amis — il vous plaît à dire. Mais où trouver l'argent ? Nécessité fait loi... » Ce même ami s'emporte violemment quand il entend proposer, comme remède possible au déficit, un monopole sur la fabrication des armes ou sur les assurances. N'étant pas financier, peu informé des avantages ou inconvénients de l'opération, je n'ose pas trop alors disputer contre lui. Je me borne à noter que ce bon catholique — car c'en est un — proteste avec éloquence dès qu'une mesure économique risque de porter atteinte aux droits du capital, mais se résout sans peine à procurer quelques centaines de millions à l'État au prix d'un expédient qui ne peut blesser que des âmes.

CHRISTIANUS.

Enquête sur les raisons actuelles de l'incroyance

L'hypercritique [1]

Il s'agit de dénoncer, par des faits précis, « les raisons actuelles de l'incroyance » et plus précisément d'examiner en quoi « *l'hypercritique* » a pu contribuer à l'actuelle incroyance. Mais cette étude a-t-elle un objet? un objet qui existe à l'heure présente? Il faut, dit-on, laisser en paix les morts ; or il me semblait, en me mettant à ce travail, que j'avais à remuer les cendres d'une défunte, — et certes point pour en faire l'oraison funèbre.

Voyons pourtant si ce vilain mot ne pourrait signifier quelque chose qui nous intéresse encore à quelque égard. C'est du grec, pour dire, évidemment, « abus de la critique ». La critique, c'est — pour parler comme les enfants, qui savent donner parfois leurs petites définitions drôles et vraies, — *quand* on ne croit pas ce qu'on entend et ce qu'on lit avant d'avoir de bonnes preuves, quand on se méfie des *a priori*, des mots de passe, des opinions toutes faites ; l' « hypercritique », c'est *quand* on pose un tas de questions de chicaneur, et qu'on ne veut admettre aucun titre de créance s'il n'est préalablement satisfait à mille

(1) Rapport présenté à la Retraite Intellectuelle de Paris, le 31 juillet 1933.

conditions qui n'ont que peu ou point de rapport avec le sujet : par exemple si un juge ne voulait pas croire, par principe, qu'un prévenu a quarante-cinq ans avant de savoir à quel âge sa grand'mère est morte. Il peut y avoir un lien accidentel et subtil entre l'établissement de ces deux faits, mais ce n'est certainement pas le cas ordinaire. De même, en matière d'histoire, c'est de l'hypercritique que d'exiger d'un document paru il y a deux mille ans, comme première condition pour en admettre la véracité possible, qu'il soit rédigé selon une méthode qui n'aura été inventée peut-être qu'au XIXe siècle.

Cette hypercritique-là a existé, et elle a sévi, Dieu sait comme, dans les études religieuses particulièrement. Ceux qui ont cinquante ans se rappellent assez l'époque du « modernisme ». Mais ce sont des temps très lointains ; je ne dirai pas qu'il n'en reste rien, car le subjectivisme des écoles protestantes bat toujours son plein ; seulement, chez nous, j'ai pu le constater depuis des années avec mes étudiants, les intelligences ne sont plus exposées au même genre de troubles que voilà un quart de siècle, quand les écrits de M. Loisy étaient en vogue. Même chez les adversaires des croyances positives, un autre esprit commence à souffler. Ils ne cherchent plus tant à démolir — croyant avoir assez fait — qu'à construire des synthèses scientifiques, ou, quelques-uns, religieuses à leur façon. A cet effet, — et voici ce qui est grave ! — ils se servent de *n'importe quoi*. Nous n'en sommes plus à l' « hypercritique », ce défaut des gens difficiles ; le défaut actuel, c'est plutôt l'absence d'un minimum d'exigences critiques raisonnables, le goût des constructions les plus imaginatives et gratuites. Tels sont par exemple Eisler, avec sa chronologie fantaisiste et sa grande découverte que Jésus a été crucifié comme patriote juif révolté effectivement contre les Romains (feu Salomon Reinach l'a-

vait suivi) et Couchoud avec son culte pré-chrétien d'un Dieu Jésus auquel ses adeptes auraient inventé une existence humaine.

Tout cela s'énonce d'habitude très gravement, car bien peu de nos savants ont le sourire. Maintenant que la mode est de ramener toutes les religions à l'unité, sur la base des idées les plus « primitives », un docte spécialiste (cela remonte déjà à 1914, mais je ne sais pas s'il pense autrement aujourd'hui), un savant qui expliquait toutes les religions, à leur origine, comme des techniques variées destinées à capter et manier avec profit, sans danger, je ne sais quel fluide qu'il nomme « principe de vie », ce savant fort estimable vous imprime sans broncher : « De même, une femme ne doit pas pénétrer tête nue dans une église : on veut éviter de mettre en contact le principe de vie que concentrent les longs cheveux de la femme avec le principe de vie du sanctuaire. » Un autre, un hindouiste, nous apprendra que la tonsure des ecclésiastiques est faite, si l'on en comprenait encore la raison, pour laisser au sommet du crâne une porte par où l'âme puisse s'en aller en promenade dans les régions supérieures. Ces découvertes se lisent, et convainquent au moins quelques lecteurs. Il est sévèrement prohibé, sous peine d'être suspect de préventions et de manquement à la dignité scientifique, d'y répondre par un éclat de rire. Mais, si des maîtres parlent et pensent ainsi, que peut-on demander aux gens plus ou moins « cultivés » qui n'ont pas fait d'études critiques? à la masse des gens simplement « instruits », qui ne capte les échos de la « science » que par les journaux ou des conversations de hasard, et à l'usage de qui certaine presse « sans préjugés dogmatiques », parfois sous une signature imposante d'universitaire, fait de la réclame enthousiaste pour ces grandes découvertes? Hélas! « cultivés » ou

« primaires », ou « esprits libérés » de toute catégorie, révèlent également à certaines heures, au moins dans ces matières-là, la mentalité de ce personnage de Courteline, qui était un homme très bien et un excellent sous-officier, mais « ne savait pas distinguer ce qui est bête et ce qui ne l'est pas ».

En un mot, la critique paraît en forte baisse ; et si l'hypercritique fut son péché par excès, nous pouvons dire que l' « hypercritique » — au moins dans le sens propre, en tant qu'elle déduisait ses raisons chicanières de quelque système d'idées étroit peut-être, mais organisé suivant des méthodes d'apparence rigoureuse, — cette hypercritique paraît morte. Beaucoup de gens estiment qu'il n'en faut plus, ou même plus de critique du tout. Parmi les nouveaux dirigeants en Europe, M. Goebbels déclarait l'autre jour que permettre de juger les gouvernants c'est rendre impossible tout vrai gouvernement ; et on sait que le nazisme veut régir aussi les idées. Il y a un courant de dictature et de foi du charbonnier partout, en science même, surtout en science historique, morale et religieuse ; car j'appelle dictateur quiconque énonce des affirmations et veut être cru, sans se soucier de prouver d'abord, avec soin, que ses raisons ou son autorité sont valables. Récemment, un certain Dr Hermann Wirth demandait, en un discours prononcé dans une « haute école » politique, que la religion de Wodan, le « monothéisme primitif germanique et nordique », reçût dans la Nouvelle Allemagne les mêmes privilèges que le protestantisme et le catholicisme. En regardant par-dessus le mur, rions tant que nous voudrons ; mais demandons-nous prudemment s'il n'y aurait rien d'équivalent, au moins en germe, dans notre propre maison. De fait, dans tous les pays d'Europe — et d'ailleurs, — une foule croissante d'hommes non dépourvus d'intelligence estiment

que le temps de la critique et de l'hypercritique, dans tous les domaines, est passé ; qu'on a bien assez douté et démoli comme cela, et qu'il faut *croire*, — « croire » ceci ou cela, ils ne s'accordent pas, mais enfin croire, — parce qu'il faut *agir*, et que c'est dans notre désarroi une question de vie ou de mort.

Puisqu'il faut *croire* — besoin nouveau dans bien des milieux, — d'où vient qu'on ne se mette pas à croire en masse au christianisme, au catholicisme, qui a pourtant, lui, fait ses preuves ?

Pour d'innombrables raisons, parmi lesquelles il en est plus d'une, — et d'un rôle capital, je le montrerai, — qui ressortit encore maintenant, en dernier lieu, de l'hypercritique.

Celle-ci est une reine détrônée ; mais, en abdiquant, elle a laissé un héritier, qui est le *relativisme* universel, une sorte d'impuissance à admettre qu'on ait trouvé, *jusqu'ici*, aucune vérité absolue. On ne veut pas croire au christianisme, *parce qu'il n'est pas nouveau*. Ou bien, pour y croire, il faut *le renouveler*, c'est-à-dire le changer, pour un catholicisme que l'Église n'avait pas su découvrir.

Je n'ai pas à insister sur l'attitude des foules indifférentes ; elles jugent qu'on a bien assez à faire à se débrouiller dans ce monde terrestre et, si bourgeoises et conservatrices qu'elles soient en partie, elles feront leur volontiers ce mot d'un marxiste fameux, que « l'on peut laisser le ciel aux anges et aux oiseaux », le ciel ainsi que tous les problèmes regardant l'Au-Delà. Puis — qu'on ne se dissimule pas l'événement ! — sous l'influence principale de la mystique de Moscou, le nombre des ennemis exacerbés de toute conception religieuse qui nous dit de chercher le bonheur final au-dessus de cette vie va toujours croissant, et les sociétés de « sans-Dieu » s'organisent, au point d'avoir inquiété l'épiscopat d'Allemagne,

de Suisse, d'Angleterre ; si la France n'a pas eu son tour d'une façon bien visible, il est probable qu'elle l'aura ; la propagande anti-chrétienne y est plus insidieuse, elle parle encore de liberté et de respect des convictions, mais nous avons notre armée d'instituteurs communistes, notre presse anticléricale qui cherche à tailler des succès aux plus médiocres ouvrages athées, les théories sur les religions qui pénètrent, m'a-t-on dit, comme celles de Lévy-Brühl ou de Durkheim, dans certains manuels scolaires, et tel groupe de publicistes spécialisés en études « religieuses » qui sont soupçonnées d'être aux gages d'une certaine politique, tout cela travaille à transformer en négateurs et en ennemis déclarés ceux qui n'étaient que sceptiques et indifférents, les jouvenceaux qui veulent « vivre lumière », les gens bornés et terre à terre livrés aux passions et à l'égoïsme, ceux que domine la hantise exclusive du pain ou de l'argent à gagner, et qui sont désorientés par les exigences du catéchisme en fait de mœurs ou de probité, au milieu des crises des professions, de la famille ou de la morale conjugale, ou bien livrés au culte du machinisme, comme en Amérique ou en Russie, ou à tous ces internationalismes ou nationalismes dont on fait des religions, bref à tous les instincts et à tous les systèmes qui prétendent empêcher l'homme de regarder plus haut que cette terre. Quel rapport peut bien avoir la critique démolissante des savants avec tous ces gens dont bien peu soupçonnent ce qu'est une étude critique ? De direct, aucun ; mais, pour se débarrasser des restes d'esprit chrétien qui les gênerait, ils sont bien aises de croire que la morale de l'Évangile n'a pas de garantie divine, puisque la « science », à ce qu'on leur a dit, ruine ses prétentions à une origine surnaturelle qui lui donnerait la valeur d'une règle absolue, — et, par conséquent, que, cette « science » ayant démasqué dans l'Évangile un amas

de vieilleries nuisibles, on a le droit, sinon le devoir, de leur faire la guerre pour en délivrer une société réaliste, prise par des soucis sérieux.

C'est donc bien l' « hypercritique », en fin de compte, qui a contribué, pour une bonne part, à leur faire passer tout scrupule dans la lutte antireligieuse. L'hypercritique n'est plus ; mais ses produits de décomposition agissent toujours. Elle a habitué les esprits contemporains à ne plus rien voir de ce qui avait été cru jusqu'ici que sous l'aspect du *fieri*, du changement perpétuel, de l'évolution avec ou sans progrès. Le christianisme a peut-être eu du bon en son temps, mais son temps est passé. On cherche autre chose, une foi nouvelle, puisqu'il faut bien, à notre société qui se noie, quelque perche où s'accrocher. Et Dieu sait ce qu'on trouve ! Mais, quoi que l'on ait trouvé, défense de le critiquer de trop près, autrement on ne saurait en faire usage. On dirait que la critique, pour être devenue l'hypercritique, en est morte ; et le monde, nous le voyons bien, souffre cruellement de cette carence.

J'ai parlé des sceptiques et des ennemis ; mais, pour être complet, il faut bien dire aussi un mot à l'adresse de certains amis.

Le catholicisme est encore une force trop visible et trop imposante pour qu'il soit facile de l'ignorer, ou de rester à son égard dans l'attitude d'une indifférence absolue. Aussi l'armée des agresseurs augmente, je le crains ; mais celle des défenseurs également. Alors de quoi nous plaindre ? De ce qu'un certain nombre ne défendent *pas le catholicisme tel qu'il est et qu'il doit être*, mais un catholicisme qu'ils se *sont forgé*, et qui est parfois bien plus odieux que ne le serait le vrai à ceux qui ne partagent pas les convictions ou les goûts de ces apologistes-là. L'hypercritique a-t-elle encore ici quelque chose à faire ? Oui, parce que, chez ceux-là aussi, qui sont ou veulent

être de culture moderne, elle a laissé son relativisme dissolvant, la méfiance instinctive des critères historiques par lesquels l'Église a toujours entendu prouver la divinité de ses origines et de sa mission. Au fond, ils croient comme les autres que ce qui était tenu pour démonstratif avant le règne de la critique ne saurait plus, désormais, passer pour tel au même degré, et ils doutent que le système de nos croyances repose sur des faits d'espèce unique dont on puisse démontrer historiquement l'unicité. A côté de nous, dans le monde du protestantisme « croyant », nous voyons un phénomène très remarquable : le succès de la « *théologie dialectique* », qui est un fidéisme pur ne se souciant plus du tout d'histoire, jusqu'à déclarer qu'il importe peu de chercher *historiquement* si le corps du Seigneur est sorti ou n'est pas sorti vivant du tombeau ; par un coup désespéré, il ne veut trouver de preuves pour la foi que dans sa contradiction (prétendue) avec les aspirations humaines, la science humaine. Chez nous, on n'ira pas si loin ; mais tel ou tel catholique trouvera démodés ou peu utiles les vieux arguments immuables de nature historique qui ont servi jusqu'ici à justifier devant la raison l'acte de foi, il les passera au moins autant qu'il pourra sous silence, et mettra à leur place les siens — qui vaudront ce qu'ils vaudront, mais qui, parfois, rétréciront et compromettront la religion. Ce ne sera encore point parce qu'il est trop critique, mais c'est qu'il est dégoûté comme les autres de la critique rigoureuse — à cause des anciens méfaits de l'hypercritique, toujours, et de ses résultats auxquels il ne sait trop si l'on peut échapper tant qu'on s'appuie sur l'histoire.

Cela est facile à comprendre.

Le christianisme est la *synthèse* qui a unifié l'esprit humain, les aspirations humaines, l'activité humaine; synthèse qui était autrefois protégée par une *solide tradi-*

tion extérieure de lois, de mœurs, d'habitudes, de façon que bien rares étaient ceux qui se posaient des questions touchant son droit à gouverner leur intelligence. Ce n'est pas qu'il ait jamais demandé à être cru sans preuves. Mais il présentait en plein jour ses preuves incontestées, et assez frappantes pour être saisies par les plus simples : les faits de l'Évangile, la tradition ininterrompue de l'Église infaillible instituée par le Christ, ce Dieu fait homme et ressuscité. C'était là une défense nécessaire, et *suffisante* ; car, notre religion pouvant faire valoir encore bien d'autres arguments, de nature philosophique, psychologique, morale, esthétique, sociale, il faut, vous le reconnaîtrez, — je ne dis pas pour les sentir et le goûter (car la foi vive donne le sentiment de tout le bien humain concentré dans le christianisme) ; mais pour se les formuler objectivement et savoir en parler à autrui, — il faut appartenir à la rare élite intellectuelle qui est à même de s'informer, de comparer, de spéculer philosophiquement. Pourtant le simple enfant du catéchisme, qui connaissait Notre-Seigneur et sa loi, et y croyait de tout son cœur, savait tout l'essentiel. Or, par suite des hérésies, du rationalisme, et de la laïcisation des sociétés, l'armature extérieure a disparu ; chacun doit décider par lui-même s'il sera chrétien ou ne le sera pas. Si l'armature intérieure, la solidité historique des faits appuyant la révélation, reste intacte à ses yeux, alors, pourvu qu'il soit sincère avec lui-même, il se sentira obligé par sa conscience de dire : « Je dois croire. » Mais, si la confusion des idées, les craintes, les préjugés qu'a occasionnés le déchaînement de la critique négatrice, le portent à détourner son attention et sa confiance de ce genre de preuves, il se trouvera subitement bien dépourvu. Plaise à Dieu que son cœur le retienne ! Mais le cœur, sans une direction bien nette de l'esprit, a de la peine à demeurer persévérant. N'importe quel converti, eût-il été

attiré d'abord par les « motifs de crédibilité » les plus personnels, les moins objectifs et démonstratifs aux yeux des autres, de simples « raisons du cœur », éprouve tôt ou tard, pour assurer sa foi, le besoin de recourir aux arguments de l'esprit, valables pour tous. Or mettez l'histoire chrétienne de côté, pratiquement, que restera-t-il comme preuve objective? L'excellence, l'universalité, la transcendance de l'*idéal* chrétien? Cela uniquement?

Mais, justement, pour apprécier *cela* spéculativement, cet ensemble de valeurs morales isolé de l'histoire des faits, laquelle, au lieu de servir de base à la construction spirituelle, ne serait plus admise pour des raisons propres, mais seulement pour la bonté et la beauté de l'idéal qui en est solidaire (cas de beaucoup de catholiques, malheureusement), pour apprécier cela en soi, objectivement, sans crainte de se tromper, il faut une grande information, et un sens critique très aiguisé de réalités morales très subtiles.

Laissez-moi vous raconter un apologue hindou :

Un rajah dont les sujets ne savaient pas encore, paraît-il, ce qu'est un éléphant, acquit un de ces gigantesques animaux, et il eut la fantaisie d'assembler quelques aveugles de son petit royaume, de les ranger en ligne en face du dit éléphant, et de leur dire : « Marchez droit devant vous ; bientôt un obstacle vous arrêtera ; palpez bien, et dites ce que c'est. » Ainsi fut fait : le premier dit : « C'est un serpent », c'était la trompe ; le deuxième : « Un crochet à empaler les brigands », c'était une des défenses ; le troisième : « Un énorme éventail d'étoffe rude », c'était l'oreille ; le quatrième : « Un tronc d'arbre », c'était la patte ; etc., jusqu'au dernier, qui prit la queue, et dit : « C'est un fouet ». Or, ce n'était rien de tout cela, c'était un éléphant.

Écoutons maintenant ce que déclareront beaucoup de

nos contemporains, amis ou ennemis, si on leur demande ce qu'est l'essence, ou l'idéal, du christianisme. Ne voulant ou ne pouvant plus s'éclairer à la lumière de l'histoire, des titres officiels par où l'Église prouve son autorité (et c'est là le résultat de l'hypercritique qui a tout désorienté), ce sont des aveugles ou gens à œillères, qui, pour leur appréciation, faute de ce flambeau, sont comme réduits *au sens du toucher*, de leur toucher spécialisé et obtus, qui n'est sensible qu'à tel ou tel genre d'impressions individuelles. Il y en a au reste de plus ou moins érudits, de plus ou moins raisonneurs et faiseurs de systèmes qu'ils intituleront philosophiques, moraux, sociaux, même historiques. L'on dira : « Le christianisme, mais c'est un oubli du monde, une mystique passive qui ressemble à celle de l'Inde » ; un autre : « C'est de la magie sacramentelle, une crédudité d'ignorants, une survivance des temps où la science n'existait pas » ; un troisième : « l'anéantissement de l'homme devant Dieu, la négation de la vie présente pour une vie future » ; ou bien : « une morale qui garantit l'ordre, la propriété, la hiérarchie des classes » ; ou : « un placement intéressé, pour gagner un problématique bonheur éternel » ; ou : « la barrière protectrice des mœurs » ; ou « de l'intelligence » ; ou encore : « un dogmatisme à tournure de philosophie, abstraite et formaliste, où s'amusent des hommes appelés théologiens, laissant la masse religieuse vivre toujours de superstitions païennes » ; encore : « une puissante institution politique, dérivée de l'état romain, qui a trouvé l'art d'assujettir à ses vues jusqu'au fond des consciences » ; d'autres : « c'est la divinisation du sentiment, ou de la *libido* » ; ou : « c'est l'organisation mystique de la fraternité humaine, préludant au socialisme ». Etc., etc. Chacun donnera sa définition, d'après laquelle il adhère au catholicisme, on l'approuvera du dehors, on l'exploitera, on le tolérera, on s'en moquera, on le haïra.

Le fait est que les dires et les attitudes de certains « catholiques » déformés ou mal formés prêtent à toutes ces erreurs fâcheuses qui s'étalent avec mille nuances chez les libres-penseurs et les dissidents, chez les anticléricaux, les internationalistes et certains nationalistes, et d'un autre côté chez les idolâtres de l'ordre matériel, les nationalistes d'une autre espèce, les modernistes, les intégristes, les esthètes mystiques, que sais-je? Les uns comme les autres ne se rendent pas compte que du catholicisme, doctrine universelle, ils n'ont saisi qu'un aspect limité, parfois un tout petit morceau, un débris, un éclat dont ils ont fait un ensemble, et une totalité, en l'isolant, le pétrissant, le déformant, le gonflant, le faussant, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus en leur main qu'une queue, un fouet, ou devant leur face une bulle de savon. On en arrive à ces séductions et à ces caricatures quand on ne le voit plus comme l'Église le voit et le présente, avec l'acte divin de sa naissance consigné dans les faits évangéliques; il se rapetisse et se déforme dans le monde de pensées et de goûts humains, dès lors qu'on n'apprécie plus la large base des critères historiques où il se dressait dans son ampleur et sa majesté; et ce sont les débauches de la critique qui ont émoussé les esprits jusqu'à les rendre peu ou point sensibles à ce critère lumineux.

Les quelques réponses recueillies dans l'enquête préalable à notre étude font voir qu'il en est bien ainsi. A propos des origines chrétiennes, on objecte que les faits capitaux qui sont à la base de la foi, par exemple la résurrection du Christ, sont mal prouvés, que les Évangiles, n'ayant pas été composés suivant les règles techniques de l'histoire, n'ont pas de valeur documentaire; que d'ailleurs notre religion ne peut plus être la doctrine du Christ, car l'évolution fait changer le sens de toutes les croyances. — Si l'on oppose aux objectants la transcen-

dance divine de l'idéal chrétien, les uns, égarés par des préjugés sectaires d'éducation, nous répondent qu'ils ont des yeux pour voir l'Église, que ce n'est qu'une société de domination terrestre pour le profit de sa clientèle ; d'autres peut-être, se fiant à d'ineptes livres prétendus critiques comme celui d'Albert Bayet, diront que la fameuse moralité évangélique n'est qu'une morale incohérente, faite de pièces et de morceaux, contradictoire. Si vous dites qu'elle répond aux meilleures et aux plus hautes aspirations des individus et des sociétés, des hommes « cultivés » et « avertis » objectent qu'elle ne dépasse pas, — si même elle les égale — telle ou telle mystique d'Orient, ou le messianisme socialiste, le tolstoïsme, que sais-je? ou bien qu'elle empêche l'épanouissement légitime de la personnalité et de la vie. Les morales affranchies d'un côté, ailleurs cet engouement pour les pensées exotiques qu'ont multiplié des écrits d'historiens ou de voyageurs parmi des lecteurs imaginatifs, dilettantes, ou simplement snobs, dressent une fin de non-recevoir contre la réclamation de transcendance du dogme chrétien ou de la vie chrétienne. Avec André Gide, on prétendra que la tradition obéie ne produit que des formalistes et des pharisiens, ou, avec Romain Rolland, on estimera seul le résidu d'idéalisme que les esprits affranchis peuvent garder comme souvenir indistinct de l'Évangile et des religions de Çiva ou de Vishnou.

Qui ne voit du premier coup que toutes ces positions, sincères ou non, ne s'expliquent que par le *refus d'y regarder de près*, c'est-à-dire par le dédain de l'observation patiente et complète, l'abdication du sens critique, dont les intellectuels, entraînant les autres, se méfient après en avoir abusé? L'hypercritique, dont on est las, dont on est soûl, a dégoûté de la recherche et de l'application des critères historiques désintéressés. C'est l'histoire de tous les

lendemains de débauche. Je sais bien que plus d'un penseur, ou simple lettré, prétend appuyer ses dires sur de l'histoire élargie ; mais cette histoire, il la bâtit toujours avec une absence effrayante de méthode et de rigueur, fût-il par ailleurs un spécialiste très qualifié pour déchiffrer des inscriptions sur des pierres ou des briques. Dès qu'il s'agit d'histoire ou de philosophie chrétiennes, il n'est plus qu'a-prioriste ou dilettante. L'hypercritique, en mourant, s'est décomposée en crédulité imaginative.

Maintenant, si l'on demande « *quel genre de répercussions ces études* semblent avoir dans *le grand public*, selon les différents milieux », je suis bien empêché de donner une réponse précise et nuancée selon les espèces. Ces répercussions ne se cataloguent pas en statistiques. La crise dont nous parlons a créé une atmosphère, que respire plus ou moins tout le monde, même ces catholiques pratiquants qui lisent au hasard, mais n'étudient pas. La littérature, la presse, font ces idées-là s'infiltrer partout. Distinguera-t-on les savants, les intellectuels, les primaires, et les autres, purs hommes d'action ou hommes de passion, ou simples moutons ? Les savants de profession sont loin de s'exercer tous à la réflexion personnelle en ces matières ; beaucoup obéissent aux routines de l'anti-dogmatisme ancien, et aux préjugés d'écoles que l'on dit mortes, surtout ceux qui ne sont plus de première jeunesse ; quant à leurs cadets, une fois sortis de leurs spécialités où ils sont tenus de bien raisonner suivant des lois rigoureuses, ils deviennent absolument comme les autres, ils manquent de critère vrai, et, s'ils ont quelque préoccupation de ces choses, ils vous construisent comme n'importe qui leur rêve religieux ou irréligieux qui n'a pas plus de droit à s'imposer que celui de n'importe qui. Les primaires croient, les uns avec une foi touchante à toute élucubration qui porte une signature officielle ou acadé-

mique, ils simplifient et dogmatisent dans l'illusion que la science prononce encore des oracles définitifs, les « derniers mots », ou bien ils sont pris par la mystique socialiste et communiste, qui fait flèche de tout bois pour ruiner l'attente d'un Au-Delà, comme une concurrente déloyale. Et ainsi de suite. Mais tous font leur profit, il va sans dire, de ce que les écrits savants, ou les manuels simplistes et tendancieux, ou la presse de parti quotidienne, leur apportent de prétendues révélations sur les origines chrétiennes (Couchoud, Eisler, etc. ; il en est même qui lisent toujours Renan) ou sur l'histoire des religions (l'*Orpheus* de Salomon Reinach et autres écrits de même valeur). Toutes ces influences diluées, protéiformes, aboutissent pour eux à un dogme : le christianisme ne peut prouver historiquement qu'il soit une religion plus vraie ou plus définitive que les autres ; par conséquent, on peut rejeter toutes les religions, lui compris et lui surtout, parce qu'il a plus de menaçantes exigences que les autres ; — ou, si l'on veut encore quelque religion, on peut choisir, on peut faire de l'éclectisme, on peut même s'en forger une nouvelle. La critique, on ne sait plus trop ce que c'est ; mais on a entendu dire qu'elle avait déblayé le terrain de tout dogme exclusif, et, à cause de cela, on prononce toujours son nom avec respect, comme celui d'une libératrice légendaire.

Alors, sous la poussée des besoins ou des passions et des préférences pratiques ou sentimentales, se font des choix étrangers ou hostiles au critère vrai de l'histoire qui fonde l'autorité, avec la raison qui le confirme et le cœur qui élève et dilate la raison. Tel, que la tradition ou autre chose retient dans les cadres du catholicisme, se fera, sous un *Credo* matériellement orthodoxe, un catholicisme étiolé et sans racine intellectuelle inébranlable, religion de l'ordre, ou du sentiment, ou de l'art religieux et de la

poésie religieuse la plus haute, ou de la fraternité humaine, ou des croyances qui ont formé et maintiennent l'esprit de la patrie ; tel autre, au contraire, le rejettera et le combattra comme l'essence la plus virulente du poison religieux qu'il déteste, et, sentant quand même le besoin d'une conviction qui dirige sa vie, s'abandonnera à quelque logique simpliste, inculte et despotique de bolchévisme, d'étatisme, de racisme, qui aura remplacé pour lui toute critique personnelle et indépendante ; tel encore, regrettant l'un ou l'autre effet bienfaisant du christianisme, qu'il croit usé et périmé, professera pour le remplacer, et tant que sa fantaisie durera, l'hindouisme ou le bouddhisme, le béhaïsme, la théosophie ou un occultisme quelconque, la « Christian Science » ; ou bien, dans le monde des lettrés, un humanisme, un stoïcisme censés renouvelés des Grecs ; les plus extravagants iront jusqu'à vouloir restaurer en l'adaptant quelque vieux culte national de Latins ou de Germains. Que sais-je encore ?

On me dira que la critique biblique ou historique n'a plus rien à voir en tout cela ? Mais si, pourtant, en ce sens que l'hypercritique a ruiné les certitudes qui auraient arrêté ces divagations, elle a rompu les digues de la déraison, dégoûté de toute critique sérieuse, ouvert le champ aux poussées d'imagination et de passion dont les charlatans, hypnotiseurs, et Führer profitent pour se poser en messies, et lancer le monde dans les croyances et les aventures les plus irrationnelles. Ils ne se doutent pas toujours eux-mêmes des services que les savants des générations précédentes, destructeurs d'histoire, leur ont rendus. L'hypercritique — si l'on veut lui garder ce nom — n'apparaît plus dans les mouvements d'idées contemporaines que comme une cause éloignée, préparatoire, et dont on ne s'occupe plus guère ; peu de gens se rendent compte de la façon dont elle a contribué au désarroi actuel des idées

et par conséquent des conduites. Mais le fond de notre vie est fait de mouvements qui, en grande partie, nous échappent ; les causes éloignées ne sont pas nécessairement les moins efficaces, et les motifs les plus conscients de la croyance ou de l'incroyance ne sont pas toujours les plus déterminants en réalité.

Voilà pourquoi il reste *actuel* de parler des méfaits de l'hypercritique, autrement dit de la critique rationaliste sortie du libre examen, et cela à notre époque d'adorateurs de la machine, de révolutionnaires ou d'illuminés, où la science théorique n'a plus, sauf en de rares milieux, le prestige ancien, où la crédulité impulsive l'emporte certes de beaucoup sur l'erreur intellectuelle savamment et patiemment échafaudée, et où toutes les convictions des époques rationnelles ou rationalistes paraissent en état de décomposition liquide, nappe agitée où se remet à nager, çà et là, quelque monstre antédiluvien.

(*A suivre.*)

E.-Bernard Allo, O. P.
Professeur à l'Université de Fribourg (Suisse)

Réponse de M. l'abbé Viollet

Voici la réponse de M. l'abbé Viollet, fruit des observations qu'il a pu faire dans la classe populaire au cours de plus de trente années d'apostolat et de conférences publiques et contradictoires :

Tout d'abord quelques observations relatives à nos méthodes d'enseignement.

1° *Enseignement*

Notre enseignement catéchétique, je parle de nos formulaires officiels, est ennuyeux et difficile à comprendre pour les enfants qui fréquentent nos églises en vue de la première communion.

Le manque d'adaptation de notre enseignement à la psychologie des enfants a pour conséquence de leur faire apparaître la religion comme un enseignement fastidieux et souvent incompréhensible ; si l'on ajoute à cela que nos enfants s'ennuient le plus souvent à nos offices, messe du dimanche y compris, il n'est pas étonnant qu'ils nous échappent une fois achevée la cérémonie de la première communion. Cette évasion est d'autant plus fréquente que la plupart des familles se font les complices de l'enfant.

Si nous examinons le problème du côté des adultes, nous nous trouvons en présence d'une autre difficulté qui fait pendant à la première. Tous nos offices sont en latin et le peuple n'a aucune notion de la signification morale et religieuse des « gestes » que nous accomplissons devant lui. Je n'en veux comme preuve que l'indifférence des parents aux rites de la cérémonie du baptême ou la tenue de la plupart des hommes qui assistent à la messe. Notre liturgie leur reste le plus souvent totalement étrangère.

Nos prédications ne sont pas réelles. La plupart des prêtres, imprégnés de la terminologie du séminaire, traitent les questions d'une manière théorique, sans prendre

pied dans les réalités de la vie sociale et familiale. Or je crois que le meilleur moyen de convaincre les gens et de se faire comprendre consiste à adapter les prédications à leur vie familiale, sociale ou professionnelle?

Il semble donc qu'une raison importante de l'indifférence religieuse des foules provienne d'un manque d'adaptation de notre enseignement aux conditions de la vie moderne.

2° *Objections les plus répandues*

Si je m'en réfère à mon expérience de conférencier populaire, je constate que les objections les plus répandues sont les suivantes :

a) L'Église est une affaire d'argent. — Cette croyance très répandue ne provient-elle pas de ce que la plupart des gens n'ont affaire à l'Église qu'à propos des mariages, des enterrements et des premières communions de leurs enfants? Toutes circonstances où le prêtre est obligé de demander de l'argent, voire de discuter le prix des cérémonies auxquelles participeront les familles.

Les protestants, faussement renseignés, ne craignent pas d'ajouter qu'en demandant des honoraires de messe nous faisons payer le sacrifice du Christ.

b) L'Église impose ses dogmes; le chrétien ignore la liberté, laquelle, déclarent nos adversaires, est l'une des conquêtes les plus précieuses des temps modernes.

Peut-être répondrait-on victorieusement à cette opinion, en insistant sur le fait que le dogme n'est pas un obstacle à la liberté de pensée, mais une proposition en face de laquelle l'âme religieuse est tenue de réfléchir afin de mieux vivre la vérité religieuse qu'elle contient.

c) L'Église s'est toujours opposée, même par la force, aux initiatives de la pensée et de la science (Inquisition, Galilée et le reste). Elle enseigne encore dans ses traités de théologie que l'Église, société *parfaite*, a théoriquement le droit de tuer.

3° *Difficultés provenant de l'état des sociétés*

a) Séparation de l'Église et de l'État. — Le peuple, soucieux de manger avant de philosopher, se tourne naturellement vers le pouvoir temporel, lequel détient par définition les richesses de la terre.

Or, sous l'ancien régime, les œuvres sociales étaient pratiquement confiées à la seule Église (hôpitaux, enseignement, etc.), laquelle profitait par là même d'une double influence, à la fois temporelle et spirituelle.

L'État moderne, en reprenant à son compte les œuvres sociales, a enlevé à l'Église l'un de ses principaux prestiges aux yeux de ceux qui souffrent.

Par ailleurs les États modernes plus ou moins matérialistes, ont laissé croire aux peuples que leur mission temporelle suffirait à leur assurer le bonheur. La dernière conséquence de cet état d'esprit se retrouve, dans toute sa logique, dans le communisme contemporain.

b) L'organisation de la prévoyance sociale. — Ces mêmes États modernes ont organisé la prévoyance. Alors qu'autrefois le peuple mettait sa confiance dans la Providence, il la met aujourd'hui dans l'État, lequel lui apparaît comme la seule providence utile, parce que seule capable d'apporter un remède efficace à ses inquiétudes et à ses souffrances temporelles. « Si Dieu protège les familles nombreuses, il ne les nourrit pas », entend-on répéter tous les jours dans le peuple.

c) La neutralité des œuvres officielles. — Les œuvres neutres officielles deviennent tous les jours plus nombreuses et plus puissantes pour la simple raison que l'État et les communes prélèvent l'impôt et disposent pour ces œuvres des deniers publics.

En regard, les œuvres sociales confessionnelles sont pratiquement incapables de soutenir la concurrence. Elles ne disposent pas de ressources suffisantes. Or les masses sont naturellement entraînées du côté de ceux qui lui peuvent apporter une aide plus efficace.

L'exemple de l'État entraîne les philanthropes à fonder leurs œuvres sur des bases identiques de neutralité confessionnelle.

Ces œuvres, officielles et privées, se targuent d'exercer une charité plus large que celle des œuvres proprement confessionnelles, sous prétexte qu'elles s'adressent à tous les citoyens, sans se préoccuper des opinions religieuses.

Les œuvres confessionnelles, lors même qu'elles s'adressent à tout le monde, gardent l'apparence d'œuvres réservées et par conséquent moins largement ouvertes que les œuvres neutres. Ceci n'est pas sans impressionner les foules et les entraîner hors du courant proprement catholique.

d) L'Église de France est apparue pendant une grande partie du XIXe siècle comme inféodée aux partis de réaction. Elle a fait grise mine à la démocratie. De là une désaffection des foules, lesquelles s'orientaient délibérément vers une organisation sociale nettement démocratique.

Je me suis borné à vous signaler quelques-unes des raisons qui me paraissent expliquer l'indifférence ou l'hostilité d'un grand nombre à l'égard de la religion et plus spécialement du catholicisme. Il va de soi que ces observations sont tout à fait incomplètes, et de nombreuses raisons sociales et historiques viennent s'ajouter à celles que j'ai mentionnées.

Je me suis abstenu de chercher les remèdes, parce que le programme de votre enquête ne les comportait pas. Mais j'espère que votre étude aura comme conséquence de nous proposer un programme d'action catholique conforme aux exigences de la société moderne.

J. VIOLLET,
Directeur de l'Association du Mariage Chrétien,
Fondateur des œuvres familiales du Moulin-Vert,
Membre du Conseil Supérieur de la Natalité.

NOTES ET RÉFLEXIONS

L'abbé Bremond

L'abbé Bremond est mort. On ne sait encore qui occupera son fauteuil à l'Académie, mais ce qu'on peut déjà tenir pour certain, c'est que personne ne le remplacera. « Est-ce qu'une personne peut jamais remplacer une autre personne ? » me souffle un ami dont le personnalisme ne connaît pas d'intermittence. Je pense comme lui. Mais ce qui est vrai des hommes l'est beaucoup moins des écrivains (ces étonnantes machines à noircir du papier), et je me demande combien par génération devraient être regardés comme vraiment personnels. Aussi peu charitable que facile serait d'énumérer tous les romanciers, tous les critiques littéraires, tous les historiens, tous les esthéticiens (sans parler des philosophes) qui pourraient très bien être remplacés. Et même avec avantage.

Un historien des âmes, aussi pénétrant de malice et de sympathie, aussi averti de tous les impondérables d'un événement intérieur : déviation ou conversion, aussi capable de suivre à la trace le louvoiement secret ou le progrès d'une âme, à travers ce qu'elle dit de Dieu, est un prodige qui ne se trouve pas deux fois dans l'histoire d'une littérature. Sainte-Beuve lui-même, seul comparable, fait encore figure d'amateur génial, à côté de l'abbé Bremond. Sainte-Beuve n'était pas du métier.

***

Je m'excuse donc auprès de ceux qui sont encore très sûrs de leur gloire immortelle, ou qui se sont un peu trop emballés pour quelques petits messieurs de talent. Avec

ceux de Barrès, de Péguy, de Claudel, de Mauriac, voire, hélas! de Paul Valéry et d'un autre qu'il est inutile de mentionner ici, car il n'a déjà que trop de publicité, le nom d'Henri Bremond est un des plus assurés de rester en honneur dans l'histoire littéraire de cette génération.

Moins d'ailleurs par la fine qualité de son style que par l'utilité de son œuvre.

*
* *

Cette œuvre n'est tout entière qu'une longue consolation, lucide et souriante, infiniment compréhensive, et pour tout dire sacerdotale, à la tragique malchance des lettres catholiques en France, depuis les origines de notre langue jusqu'à l'heure même que nous vivons.

Cette malchance passe peut-être inaperçue de la plupart des catholiques, surtout parmi les grandes personnes. Je me souviens d'un enfant qui dévorait les livres, et qui la constatait tellement qu'elle lui donnait envie de pleurer.

*
* *

Du XVIe siècle à nos jours, l'histoire de notre littérature se confond malencontreusement avec celle de toutes nos déviations religieuses et de tous nos égarements intellectuels. N'importe quel grand écrivain de chez nous, même quand il combat le catholicisme, reste encore l'héritier de ses disciplines intellectuelles; la langue même qu'il parle reste une langue d'authentique chrétien. Mais s'il n'est pas un seul auteur français qui ne soit ainsi catholique de quelque façon, combien le sont d'une manière absolument pure? Heureux étudiants espagnols qui ont une sainte Thérèse d'Avila, un saint Jean de la Croix à leur programme. Qui oserait soutenir que l'anticléricalisme du *Roman de Renard* ne dépasse jamais les limites permises, que l'hédonisme spirituel du *Roman de la Rose* est absolument orthodoxe? que Montaigne, Rabelais, Marot, Ronsard, etc..., en dépit de tout ce qu'ils gar-

dent d'intangiblement sain, ne sont pas plus proches d'Epicure que de Jésus? Oui, il y a saint François de Sales, mais si sa doctrine est bien celle d'un saint, son style ne nous paraît que rarement canonisable. Ce maniérisme est si loin de l'Evangile! La Fontaine en serait plus proche, par la douceur d'accent et le tour parabolique. Il est bien brave, enfin, mais n'a rien d'un Père de l'Eglise. Molière reste hors cadre. Les préjugés de Boileau sur la poétique chrétienne atteignent jusqu'au bonhomme Corneille, le seul pourtant dont l'exception s'affirme. Fénelon reste suspect en dépit de la réhabilitation qu'en a tentée Henri Bremond. Bossuet est gallican et fait un peu trop l'aigle par déformation professionnelle. L'auteur de l'apologue pour Fénelon a remis sévèrement l'adversaire à sa place par quelques coups terribles qu'il n'avait peut-être pas volés. Pascal et Racine ont subi le Jansénisme. Bourdaloue semble avoir pris au Jansénisme tout ce qu'il pouvait mettre dans sa prose (sauf la doctrine en tant que Jésuite). Et la même déveine ne fait que s'aggraver aux XVIIIe siècle et XIXe. L'abbé de Condillac, maître à penser de son siècle, reste jusqu'au bout nominaliste en dépit d'un génie contraire. Et pas un grand nom d'écrivain catholique n'émerge dans ce siècle étincelant que Michelet s'entêtait à appeler le grand siècle.

Chateaubriand, hum! hum! Aux âmes qui chercheraient un sentiment de la nature, authentiquement chrétien, Lamartine est sûrement aussi à déconseiller. Musset? un libertin; Victor Hugo qui si tôt tourne mal! Baudelaire. Notre Baudelaire, comme dit M. Fumet. Oui. Bien sûr. Verlaine aussi était chrétien, mais qui oserait reprocher au pieux Jésuite chargé, dans ce temps-là, de la chronique littéraire, aux *Etudes*, d'avoir flairé jusque dans « Sagesse » de petits relents de crapulerie? N'y avait-il pas « Parallèlement... »? Rimbaud a vu plus clair, et tout voulu brûler. Et cela continue, hélas! jusqu'à nous : Barrès flottant jusqu'au bout. Peguy qui reste à genoux en marge, le plus émouvant de tous. Valéry qui pense à autre chose.

Nous en serions là, bras ballants, la poitrine soulevée d'un soupir d'immense nostalgie, si l'abbé Bremond n'était venu, nous apportant la plus douce, la plus inattendue des consolations.

Avec son fin sourire aux lèvres, et tout clignotant derrière son lorgnon, il n'a pas regardé tout cela du même œil simpliste que nous. Il nous a révélé un Fénelon, un Nicole, un Tillemont, un Barrès que sans lui nous aurions sans doute méconnus. De la prière de Pascal, il a perçu l'accent profond, qui n'a plus rien de janséniste mais qui arrive du fond chrétien directement. Surtout il est allé fouiller où personne ne se serait avisé d'aller mettre son nez. De sa grande main, épaisse et souple, si subtilement tâtonnante, il est allé dénicher des oiseaux, merveilleux, que sans lui personne dans ce siècle n'aurait jamais plus entendu chanter.

Une foule de livres, où des âmes françaises qui comptent parmi les plus hautes et les plus belles de tous les temps, avaient mis du meilleur d'elles-mêmes, seront, grâce à Henri Bremond, relus et réimprimés de génération en génération, qui sans lui n'auraient pu échapper à l'oubli. Un monde innombrable, proche de chacun de nous par ses plus intimes secrets, par son obscure, douloureuse et tendre recherche du sens de la vie et de la familiarité de Dieu, est entré par lui dans l'histoire de notre peuple, et dans les fastes de son verbe.

*
* *

Rien de plus malaisé que trouver un ouvrage spirituel qui réponde exactement aux besoins essentiels d'une âme. En dehors de ceux qui ne sont que niais, ou à la fois pédantesques et soporifiques, le choix est extrêmement restreint. Les citations dont l'abbé Bremond a semé son œuvre élargissent très précieusement ce choix pour tous. Tel que tout assomme dans ce genre de littérature, recevra un coup bienfaisant d'une petite phrase

de M. Olier, ou de Piny, ou de Chardon, accrochée comme un bijou, avec une inégalable coquetterie. Il voudra se procurer l'ouvrage, tout lire, et en restera marqué pour la vie. Ouvrir au lecteur un large champ d'exploration où l'homme qui se cherche en lui puisse trouver, d'aventure, le chemin de son accomplissement, tel est le genre d'utilité qui, le plus sûrement, fait qu'une œuvre dure.

***

Nous ne sommes pas de ceux pour qui toute la littérature française s'inscrit dans le passé. Même en y comprenant le présent. Parce que nous persistons à croire dans la vocation spirituelle et spécifiquement catholique de la France, nous ne doutons pas que l'avenir nous amène encore de grands siècles de prose et de poésie françaises, qui feront autant d'honneur à l'Église qu'un siècle comme celui de saint Bernard, dont les plus grands chefs-d'œuvre ne restent qu'en latin.

Nous ne croyons pas fatal que le style de la bigoterie, l'artificiel langage des séminaires, et le galimatias scolastique, empêchent éternellement les catholiques de France (fussent-ils du clergé) de se faire entendre du reste de leurs contemporains. Il y aura encore de beaux jours pour parler de l'Évangile, et pour annoncer le Christ dans la langue de Voltaire. Henri Bremond en laisse mieux qu'une promesse, un gage. Je sais bien qu'on pourrait reprocher beaucoup de choses à son œuvre, et j'aimerais même entrer dans le détail des griefs, si j'étais un peu plus sûr que par-delà la mort il n'a plus d'ennemis. Contentons-nous d'avouer que cette œuvre, comme presque toutes celles que les ecclésiastiques entreprennent d'écrire, est un peu trop longue et mal décantée, mais avec cette différence fort appréciable qu'on ne peut la lire qu'avec plaisir.

J. Plaquevent.

Charles de Foucauld maître de vie intérieure

Il y a quelques semaines, tous les journaux annonçaient le départ pour l'Afrique des Petits Frères du Sacré-Cœur : disciples de Charles de Foucauld, disait-on. C'était donc que cet homme qui avait dû paraître à certains un anachronique ermite, ressuscitant des méthodes de vie périmées, avait laissé une règle, avait amorcé une méthode d'apostolat adaptée à un champ d'action spécial. C'est le mérite de Mme Vaussard d'avoir su dégager dans la vie de Charles de Foucauld, à travers ses écrits, sa vraie figure, de nous en avoir donné une connaissance plus profonde, de nous avoir mis comme en intimité avec lui. René Bazin avait tracé la biographie du P. de Foucauld, Mme Vaussard n'a pas remis l'œuvre en chantier ; et si elle a retracé les grandes étapes de sa vie, c'est sans doute pour nous montrer à chaque pas le développement de sa vie intérieure, l'épanouissement de sa personnalité à mesure qu'il se rapprochait de Dieu ; c'est sans doute pour replacer dans leur cadre historique les nombreux extraits des écrits de Charles de Foucauld qui nous rendent le livre si précieux. Il y a dans ce livre, en effet, comme une révélation de l'âme de Charles de Foucauld : la simplicité de sa vie, malgré son âpreté, le rapproche de nous ; il était un grand homme, il risque de devenir un grand ami.

Elle est simple, en effet, sa vie marquée dès l'enfance par la douleur de la perte de son père et de sa mère, l'exode devant l'invasion allemande : influençant sa vie, ces deux faits donnent peut-être aux chutes de l'officier l'excuse d'une enfance mal dirigée... enfance comme tant d'autres, aux conséquences identiques, conduisant aux mêmes égarements, à la même « lassitude de la vie ». Il

faudra, après son refus d'obéissance qui le fait mettre en disponibilité, le réveil de son âme de soldat « devant la grande aventure guerrière qui s'offre en Afrique à ceux qui servent le pays » pour marquer en même temps chez lui le premier réveil du sens du devoir : sacrifice sans doute tout humain de la vie facile et de l'égoïsme, mais qui le met déjà sur le plan de Dieu.

Ce sens du devoir traduit chez le croyant par la fidélité à l'appel de Dieu sera, avec l'amour de l'Afrique, le trait décisif de son caractère. Cet amour de l'Afrique, cette inquiétude de l'officier soucieux d'établir plus solidement et jusque dans les âmes la conquête de la France deviendra chez le chrétien le dévouement apostolique pour ramener au Christ, par l'amitié, la compréhension, le sacrifice, des populations à qui la France se doit d'apporter non pas seulement le bien-être, la tranquillité matérielle, mais ce qu'elle a de meilleur, la foi.

Pour la première fois, dans sa randonnée à travers l'Afrique sous l'humble déguisement juif, il goûte l'amertume de la solitude avec la joie du recueillement : en même temps qu'il poursuit son travail de géographe, peut-être, comme le suggère Mme Vaussard, entend-il les grandes voix du désert criant contre les portes closes de son âme pour réveiller la longue résonance d'un long passé d'héroïsme et de chrétienté ? La grâce de Dieu a de multiples moyens de faire sentir son influence... Quoi qu'il en soit, il lui restera de ce voyage un souvenir qui le ramènera aux lieux trop rapidement entrevus... fidélité à l'appel de Dieu qui, du confessionnal, l'amène à la Trappe où s'accomplit, dans l'humiliation et l'obéissance, le dépouillement d'une vie pour le moins frivole. Ses premiers pas dans la voie de la sainteté sont marqués par la docilité la plus humble : « Puisque je le fais par obéissance, c'est évidemment ce que Dieu veut de moi en ce moment. » Obéissance à ses supérieurs, à son directeur, obéissance à Dieu ; et, devenu l'humble jardinier des Clarisses de Jérusalem, il résume ses principes de vie : « Tout en vue

de Dieu, rien en vue de toi ni d'aucune créature. » Cette vie rude qu'il s'impose n'est que le noviciat des tâches apostoliques auxquelles il aspire. A ce militaire, en effet, on déclare qu'il ne saurait être un chef : il accepte et se plie aux pires épreuves pour entendre plus clair l'appel de Dieu. De cette humiliation, de sa volonté d'être le plus méprisé des hommes, on lui conseille de sortir, on lui conseille de se faire prêtre : son désir de suivre la voie la plus humble s'incline devant celle de son directeur ; n'est-ce pas la plus grande humilité, le plus grand abandon que de vaincre sa volonté même d'humilité?

Prêtre, ayant parcouru le cycle des expériences ardues, ayant terminé son noviciat de solitaire, il s'installe — si le mot n'est pas trop bourgeois pour la cabane de glaise séchée qu'il se bâtit — premier religieux de l'ordre des Petits Frères du Sacré-Cœur. Sa vie ne sera plus maintenant que la recherche de l'ordre de Dieu, la soumission complète à sa volonté sous la lumière des enseignements du Christ. D'humbles événements marqueront son existence, quelques déplacements à la suite des colonnes militaires ou des populations à la recherche d'eau ou de pâturages ; sa vie sera centrée sur le règlement qu'il écrit pour les Frères qui lui succéderont : « Silence extérieur, mais surtout intérieur ; acquiescement d'amour aux plus humbles travaux ; recherche de l'abjection ; humilité d'esprit, obéissance, douceur ; austérité de la vie, mais détachement du sens propre jusque dans la pénitence... » Il ne donne plus à sa vie qu'un but : sauver les populations qui l'entourent et pour cela devenir un saint, « en vidant son cœur de tout désir humain, en ne voulant ni ne désirant rien sinon Dieu, son Bien, et l'accomplissement de sa volonté ». C'est plus simplement qu'il invite son ami Moussa à l'obéissance à Dieu : « Mon Dieu, tout ce que vous voulez, je le veux ; tout ce que vous voulez que je fasse, je le fais. » Le calme de son âme n'est obtenu qu'au prix des plus dures privations, et cet homme sensible est ainsi soumis aux plus pénibles épreu-

ves de la solitude, de l'isolement, de la santé : aussi sa vie rayonne, plus que toute parole elle agit sur les voisins pour qui il est l'ami, le pauvre qui révèle à un jeune chef Touareg les joies de la vie familiale en France. Chez l'apôtre survit en effet l'amour de la patrie, la volonté d'affermir dans les cœurs la conquête militaire en se servant de l'influence de ce jeune chef qu'il promène à travers la France pour la lui faire aimer.

Le trouble gagne en effet l'Afrique, et Charles de Foucauld, l'apôtre de la vie simple, qui avait voulu, en devenant le pauvre ami, le plus humble de tous, apprendre la charité et la loyauté, sera victime d'une lâcheté. Il relevait, avant de faire un pas, la trace de Jésus, afin d'ajuster empreinte sur empreinte ; il s'était établi, comme lui à Nazareth, pauvrement, laborieusement ; comme lui il sera livré par une main amie.

C'est la simplicité de vie de Nazareth qu'il donne pour règle à ses frères. Retenons l'obéissance et l'humilité : on le verra ainsi, depuis longtemps déjà établi au Maroc, écrire à son directeur, lui demander un ordre : « Je vous supplie de m'écrire une ligne à ce sujet. Je vous obéirai. » Du caractère de Charles de Foucauld, que Mme Vaussard a si bien compris, c'est ce trait qui se dégage avec le plus de netteté ; enveloppés du style fleuri de Mme Vaussard, les extraits des écrits de Charles de Foucauld nous rapprochent de lui par leur sincérité, la sensibilité qu'ils révèlent ; ils manifestent sa volonté de perfection qui, du sens du devoir, l'a fait passer à l'obéissance réfléchie pour en venir à l'abandon et à l'absorption dans l'amour de Dieu. Il n'y a qu'une tristesse, c'est de ne pas être des saints ; n'y a-t-il pas une réponse dans la vie de Charles de Foucauld que résume Mme Vaussard : « La fidélité à l'appel de Dieu est la clef infaillible du Paradis des Saints. »

André Colin.

QUESTIONS PHILOSOPHIQUES

A. MAYDIEU, O.P. — *L'humble naissance de la métaphysique.*

BRUNO DE SOLAGES.
Recteur de l'Institut catholique de Toulouse. — *Le problème de la philosophie chrétienne.*

Discours de rentrée à l'Institut catholique de Toulouse. Nous sommes heureux d'en donner la primeur à nos lecteurs, qui en apprécieront l'originalité de la forme et la profondeur de la pensée.

A. MAYDIEU, O.P. — *Chronique de philosophie.*

Le bergsonisme d'après le R.P. Rideau, M. André de Metz et M. Roger-E. Lacombe.

ROBERT TROUDE. — *Les tergiversations de M. Lévy-Brühl.*

Dans un récent article de la *Nouvelle Revue Française,* l'inventeur du prélogisme des primitifs semble remettre en question sa « découverte ».

A travers les revues : La pensée.

L'humble naissance de la métaphysique

Ce n'est pas sans une secrète joie que nous avons lu dans le dernier numéro de la Revue de Métaphysique et de Morale *le propos de M. Blondel de revenir, pour pénétrer la réalité de la Pensée, à ces « données élémentaires, dédaignées comme n'apprenant rien qu'on ne sache déjà et regardées comme scientifiquement inutilisables ». Nous pensons que telle est la nécessité de toute métaphysique.*

Car si sa double tâche est de découvrir les exigences de toute réalité et de retrouver ces lois nécessaires de la pensée, sans lesquelles il ne saurait y avoir connaissance, point n'est besoin de recourir aux savants systèmes et aux théories achevées : son point de départ est plus modeste : dès là que vous voulez dire quelque chose et que votre parole a un sens, vous faites de la métaphysique, ou, du moins, vous obéissez à ses lois, et le véritable philosophe, le sage, doit retrouver dans votre parole les principes qui régissent les traités des plus grands savants.

Mais c'est encore en un autre sens que le métaphysicien doit retenir dans toute affirmation ce qu'elle a de plus pauvre et de plus humble, ce qui, en toute vérité, ne semble rien nous apprendre. (Mais peut-être Blondel n'accepterait-il pas pareil prolongement de sa pensée ?) Nous voulons dire que la métaphysique ne peut connaître une renaissance que le jour où l'on aimera réfléchir sur cette notion, la plus dénudée qui soit, l'être.

Il faut dire que peu en sont capables, et devant ce vide trop grand ils demandent : Mais l'être qu'est-ce que c'est ?

Car tel est bien le mouvement naturel de l'esprit qu'il unit d'un lien nécessaire ce qui, de soi, est séparé, mais se présente dans notre expérience comme toujours mélangé. L'abstraction n'est pas autre chose que la reconnaissance de cette indépendance entre deux réalités : opération toute simple, en vérité, mais combien pénible pour notre pauvre intelligence ! Dans toutes les sciences, on retrouve la même histoire,

le même progrès de l'esprit pour séparer les premières notions de leurs gangues, et les en purifier. Pourquoi la métaphysique aurait-elle échappé à la loi commune ? Parce que l'être nous est toujours apparu dans une concrétisation sensible, on s'est d'abord demandé laquelle est véritablement être *parmi toutes les réalités tangibles, et ce fut un grand progrès quand, l'intelligence ayant entrevu sa grandeur, l'alternative inévitable sembla se poser : l'être est-il intelligence ou bien n'est-il que matière ?*

Mais quant à s'arrêter à cette affirmation toute simple que l'être est ce qu'il est, *peu y songeaient, et de nos jours encore, à qui reprend ce discours, on répond en souriant : « L'être est ce qu'il est : voilà qui est évident. Mais quel acquit en résulte-t-il ?* Aucun. »

Aucun ? Nous pensons au contraire que dans cette évidence l'esprit, qui est intelligence et volonté, découvre sa véritable nature. Car cette présentation de l'être se fait à un vivant, dont elle entraîne une double réaction de possession et de tendance. Et c'est dans l'objet qui le féconde que l'esprit prend conscience de ses virtualités.

De son universalité, d'abord, ou, si l'on préfère, de son infinité *: Si de toute chose nous sommes obligés de dire qu'elle est* être *ou bien qu'elle n'est pas, la faculté qui perçoit l'être atteindra toute réalité, et la limiter serait décret purement arbitraire. Mais puisque telle est bien sa première démarche, celle qui est supposée par toute autre, comme la lumière qui éclaire toute connaissance et sans laquelle il n'est plus de pensée, l'intelligence s'étend donc à tous les êtres et son pouvoir ne souffre pas d'exception : depuis le devenir, annonce d'une naissance, depuis même la simple attente d'être qui ne possède encore aucune actualité, jusqu'à Celui qui transcende nos pauvres conceptions au point de les faire éclater, l'intelligence embrasse l'Univers et devine son Créateur, selon sa pauvre mesure sans doute, mais avec vérité.*

Et son infinité se communique à nos vouloirs. Assurément, il serait fou de croire que l'homme est pure intelligence, et à vouloir faire l'ange, nous savons depuis Montaigne et Pascal que l'on risque dangereusement de faire la bête, mais il n'en

reste pas moins que la pensée humaine attire à soi toutes nos activités et que notre amour demeure, malgré tout, celui d'un être intelligent : il aspire à tout l'être, au point qu'il ne peut s'arrêter et trouver son repos que dans la possession de sa totalité.

Dans cette double infinité prennent naissance les richesses les plus secrètes de notre âme. Et d'abord cette transparence que l'esprit a pour lui-même et que l'on peut appeler conscience, *si l'on ne borne pas ce mot à une pure signification morale. Il faut toujours nous répéter : nous ne pouvons refuser l'être à une réalité sans lui dénier du même coup ce que nous disons d'elle. Comment pourrions-nous en agir de la sorte vis-à-vis de l'intelligence, alors que notre activité négatrice serait elle-même le signe irréfutable de son existence ? Elle est donc un être, et son activité aussi, et de ce fait elles entrent toutes deux dans notre champ de vision et relèvent de notre jugement : la vie de l'esprit est translucide à elle-même, et notre âme se connaît à la mesure de son actualité.*

Et, nouvelle richesse : capable de se juger, l'esprit affirme son autonomie. *Autonomie, pour nous, relative, car la tendance ne peut viser hors de ce qui l'achève, et le vouloir humain ne peut s'orienter hors de la béatitude. Mais ne venons-nous pas de dire que l'être communique à l'esprit et à son désir sa propre infinité ? Ce n'est qu'en elle, dans la possession de la totalité, que l'amour humain peut dès lors se reposer : s'il la trouve, il reconnaîtra son bien, mais tant qu'elle lui sera refusée, s'il met sa fin dans une réalité limitée c'est librement. Car il est vouloir de l'être même, il juge à sa lumière et il aspire à son infinité.*

Ainsi dans la saisie de l'être, l'esprit se réalise infini conscient et autonome.

*
* *

On nous excusera d'avoir redit brièvement ces choses qui sembleront aux uns évidentes et vaines à rappeler, — aux autres difficiles à admettre et demandant de plus amples justifications, mais il n'était peut-être pas inutile de dissiper une équivoque et de montrer que l'affirmation de l'être est la naissance de l'esprit.

A. Maydieu, O. P.

Le problème de la philosophie chrétienne

Messeigneurs, Mesdames, Messieurs,

Une fois l'an, les Universités ouvrent toutes grandes leurs portes au public; et celui-ci y pénètre avec une curiosité sympathique, dans l'espoir d'entrevoir quelque peu des mystérieuses occupations de ceux qui les habitent. Nous sommes en l'un de ces jours et la tâche délicate m'échoit de vous faire faire une excursion dans notre domaine. Il est vaste et comprend des régions bien diverses. Laquelle choisir pour notre sortie de cette année? Bien que nos études côtoient sans cesse en leur marche la substance immuable des choses, elles ne laissent pas pourtant de subir quelque peu la loi de l'actualité. Aussi supposant que notre enceinte austère n'a pas mis tout à fait en fuite, Mesdames, vos préoccupations de mode, j'ai pensé qu'il convenait de choisir notre itinéraire parmi les problèmes qui ont été, si j'ose dire, à la mode chez nous ces dernières années. L'ascension que je vous propose n'est pas des plus faciles, elle appartient à cette zone des hautes montagnes de la pensée philosophique dont les frontières sont voisines de celles, plus mystérieuses encore, de la théologie. Je crois pourtant pouvoir vous assurer que vous ne risquez point d'accident mortel, tout au plus une tentation de sommeil, et qu'en tous cas dans une demi-heure je vous aurai ramenés au logis.

Le récent débat sur la philosophie chrétienne, — puisque c'est d'elle qu'il s'agit, — n'a pas été un débat spécifiquement ecclésiastique. On n'y a point vu tout d'abord aux prises de dominicains et de jésuites, mais c'est la Sorbonne et le Collège de France qui ont ouvert le feu : Un article de M. Bréhier dans la *Revue de Métaphysique et de Morale* avait posé le problème de l'existence d'une philosophie chrétienne et l'avait résolu par une négation assez brutale. M. Gilson releva le gant. La Société de philosophie de Paris y consacra l'une de ses séances ; et quand, à celle de Marseille, le philosophe d'Aix eut posé le problème, les communication affluèrent de toute part, de Toulouse en particulier, et la lettre de M. Delvolvé à M. Blondel n'est certes pas l'une des pièces les moins intéressantes versées à ce débat. Philosophes adversaires et partisans de nos croyances ont ainsi tenu à se rencontrer en cette discussion qui s'avéra vite comme un carrefour de la pensée.

***

De quoi donc s'agissait-il? Le paysage est complexe, les plans multiples et les points de vue d'où se révèlent d'intéressantes perspectives assez nombreux. Voulez-vous que nous montions tout d'abord au belvédère des historiens, puisque aussi bien ce sont eux qui ont commencé.

Il s'agit de savoir quelle a été l'influence du christianisme sur le mouvement de la pensée philosophique. Ces questions d'influence sont toujours délicates. Comment délimiter exactement ce qui, dans la philosophie moderne, provient d'une source chrétienne? Quand un fleuve et son affluent ont mêlé leurs eaux, il est bien difficile de discerner ce qui provient de l'affluent.

Pourtant si, par bonheur, on peut remonter jusqu'au

confluent, la part de chacun est plus aisément perceptible. Il me souvient d'avoir souvent dans mon enfance, du haut des arches majestueuses du pont du Tarn situé quelques centaines de mètres en aval de son confluent avec l'Agout, contemplé la ligne de démarcation de ses eaux rouge brique et des eaux vertes qui constituent l'apport de son affluent. Cette ligne devient de plus en plus indécise jusqu'à ce que la fusion complète des deux courants la fasse s'évanouir, mais, au départ, elle est singulièrement nette.

Remontant au confluent du courant de la philosophie grecque et de la pensée chrétienne, M. Gilson a pu montrer, avec la méthode précise de l'historien, l'originalité de l'apport chrétien à la pensée occidentale, sur des points de première importance, comme l'idée de création, par exemple, dont on ne trouve guère trace, dans les discussions philosophiques, avant l'irruption des eaux chrétiennes.

A une réunion de la Société thomiste organisée à Juvisy pour élucider ce même problème, un autre historien, le R. P. Festugière, a souligné, comme particulièrement significatif, ce fait, déjà relevé par M. Gilson, que l'une des notions les plus chères à la pensée moderne, la notion de personne, était tout à fait effacée, pour ne pas dire absente, dans la philosophie antique, et qu'il y avait là, en un point singulièrement vif, un acquit définitif dû à l'influence chrétienne.

Le fait de cette influence chrétienne sur le développement des idées philosophiques a vite paru, je crois, suffisamment établi à la plupart des philosophes qui ont pris part au débat, pour que, prenant cette influence même comme base de discussion, ils aient soulevé la question de sa nature et de sa légitimité.

En effet, si l'on s'en tenait à la constatation toute

brute de l'influence du christianisme sur la philosophie, il n'y aurait rien là qui posât à la réflexion des philosophes un problème particulièrement intéressant, car l'histoire des systèmes nous apprend que chaque nouveau système exerce une influence sur les autres, ne serait-ce que par réaction. Il ne serait pas difficile de montrer que le thomisme contemporain lui-même — du moins celui qui compte — ne serait pas exactement ce qu'il est si Kant n'avait pas existé. Puisque le christianisme est une doctrine en même temps qu'une vie, il est tout naturel que son influence se soit fait sentir sur le mouvement des idées et que cette influence soit discernable au miscroscope de l'historien.

Mais ce qui est plus instructif, c'est de savoir la nature de cette influence. Apparaît-elle — et tout d'abord au regard même de l'historien — comme quelque chose d'une nature à part, de *sui generis*? C'est la question que je me permis, lors de la séance de discussions à laquelle je faisais allusion précédemment, de poser à M. Gilson. L'éminent professeur du Collège de France voulut bien reconnaître qu'elle était, en effet, capitale. Mais quand on pose une question avec quelque précision, c'est le plus souvent qu'on a déjà soi-même quelque idée de la réponse; et, comme M. Gilson n'est pas ici aujourd'hui, vous me permettrez de répondre à sa place.

***

Il ne fait pas de doute, pour qui tente d'analyser d'un peu près l'influence du christianisme sur la philosophie, que cette influence ne s'exerce pas à la manière de celle des systèmes philosophiques. Ceux-ci apparaissent comme le résultat d'une recherche de la raison et ne se séparent guère des échelons par lesquels cette recherche a passé

pour parvenir à ce résultat. Ils se présentent comme des conclusions rationnelles étayées sur des preuves rationnelles.

Il en est autrement de la doctrine chrétienne quand elle fait son entrée dans l'histoire de la philosophie : elle se présente comme un donné tout fait, comme l'objet d'une révélation qu'il faut croire sans preuve directe, sur l'autorité de Dieu. C'était justement ce trait qui avait déjà frappé les premiers auditoires du Christ : « Il ne parlait pas, lisons-nous dans l'Évangile, comme les scribes et les pharisiens, mais comme ayant autorité. » Le dogme chrétien ne se présente pas seulement au philosophe croyant comme contenant des valeurs philosophiques nouvelles qui n'avaient pas cours jusque-là sur le marché aux idées, mais comme des données découvertes par un procédé nouveau, tout différent du procédé philosophique : c'est Dieu même, en un sens, qui les a fait offrir sur le marché aux idées. Par suite, pour le philosophe croyant, ces données philosophiques du dogme ne sont pas seulement des idées nouvelles à contrôler : ce sont, d'emblée et sans preuves philosophiques, des vérités. Elles constituent donc pour lui, des directives que l'on accepte.

Mais alors — et voici le problème — si la philosophie qu'il élaborera sous ces directives peut évidemment, en ce sens, être dénommée « chrétienne », peut-on vraiment encore la nommer « philosophie »? Au stade de la question où nous sommes, en effet — et ceci est capital pour bien saisir le sens même du débat —, ce qui est contesté, ce n'est pas la possibilité pour une doctrine, élaborée sous l'influence chrétienne, de naître et d'être baptisée « chrétienne », c'est d'avoir le droit, si elle naît, d'être nommée « philosophie ». Qu'une théologie chrétienne soit possible dans ces conditions, très bien! mais une

philosophie, c'est-à-dire une doctrine purement rationnelle, élaborée par la raison et ne comportant en sa trame même rien qui ne soit démontrable par la raison? Est-ce que cette influence que nous revendiquons pour le christianisme sur la philosophie ne corrompt pas la philosophie en son essence même?

Or sur la nécessité pour une philosophie proprement dite de ne faire appel qu'à des arguments exclusivement rationnels, les philosophes croyants sont aussi intransigeants que leurs collègues. J'entends encore le P. Mandonnet s'expliquant — et avec quelle véhémence! — sur ce point.

M. Maritain a fort bien élucidé ce problème et caractérisé la situation où se trouve la philosophie qui s'installe ou naît dans le cerveau d'un croyant en disant qu'elle ne change pas de nature, mais d'état. Qu'est-ce à dire? Que la raison continue seule à ouvrer l'œuvre philosophique, mais qu'elle se trouve dans de nouvelles conditions d'exercice. Son mécanisme normal n'est point changé; le jeu en est seulement rendu plus facile et plus sûr. L'ouvrage produit demeure entièrement et exclusivement rationnel.

Si cela est vrai, en quoi consiste donc la différence? Elle est assez semblable à celle qu'il y a entre faire l'escalade de la Meige ou du Grépon avec guide et sans guide. Mais, direz-vous, si le guide tire de temps à autre sur la corde pour vous hisser au sommet, prétendrez-vous que vous êtes monté par vos propres forces? Si vos raisonnements sont pour une part suspendus à la révélation, prétendrez-vous encore que vous faites de la philosophie? Là est justement le point : il ne faut pas que le guide tire sur la corde. Il y a, en effet, deux manières de faire une course avec guide : celle où le guide vous hisse, et celle où il vous indique seulement le chemin et où vous montez par vos seules forces. Quand le guide tire sur la corde,

je veux dire quand vos démonstrations sont suspendues à la révélation, vous faites de la théologie ; mais en philosophie chrétienne les démonstrations ne sont en rien suspendues à la révélation : le guide ne tire pas sur la corde.

Vous rejetant alors à l'autre extrême, direz-vous que, dans ce cas, il ne fait rien, qu'il n'a pas d'influence sur votre marche ? Eh ! croyez-vous que ce ne soit rien que d'indiquer le chemin ou même simplement où est le sommet véritable, — j'entends la voie de la démonstration ou même simplement la vérité qu'il faudrait démontrer ? On voit bien que vous n'avez pas fait beaucoup d'ascensions... philosophiques et que vous croyez, candidement, qu'un philosophe ne se trompe jamais de chemin.

Seulement il y en a qui prétendent au contraire que rien que de montrer le chemin fausse le jeu. Entendons-nous : s'il s'agit de concours et de mérite, il est très vrai que dans la marche à la vérité les autres philosophes sont handicapés par rapport au philosophe chrétien. Cela, non seulement nous le reconnaissons, nous le proclamons ; mais s'il s'agit de la correction rationnelle des démonstrations, nous nions que cela fausse leur jeu — du moment qu'il est bien entendu que le philosophe chrétien n'admettra une vérité révélée à prendre place en sa philosophie que s'il a préalablement réussi — et il ne réussit pas toujours — à en donner une démonstration rationnelle correcte. Diriez-vous que le mathématicien qui résout par l'arithmétique un problème dont il connaît par avance la solution grâce à l'algèbre ne fasse plus d'arithmétique ? Pourtant cela facilite souvent les choses de connaître d'avance le résultat.

Le philosophe chrétien ne cherche pas si Dieu existe, puisque, en tant que chrétien, il le sait ; mais il cherche à prouver par la raison que Dieu existe. Cela simplifie son

travail, puisqu'il sait de quel côté il convient de chercher, mais cela ne le dispense pas de s'y livrer. Et s'il arrive qu'il se contente trop aisément d'une démonstration qui n'est pas apodictique, son confrère risque d'être plus sévère pour lui qu'un adversaire : saint Thomas n'a-t-il pas dénié toute valeur à la preuve de saint Anselme?

Vous direz peut-être qu'à considérer les choses subjectivement, le philosophe croyant a la tentation de donner un coup de pouce à ses démonstrations en faveur du dogme? — L'incroyant n'a-t-il pas la tentation de le donner en sens inverse? Il ne faut pas céder aux tentations! Cela aussi fait partie du dogme à démontrer. Il faut être d'une sincérité intransigeante. Cela n'est-il pas la première leçon de l'Évangile et de la révélation?

*
* *

Dans notre ascension au domaine de la philosophie chrétienne, Mesdames et Messieurs, je vous ai fait parcourir jusqu'ici — avec des variantes personnelles dont je garde seul la responsabilité — deux itinéraires que j'appellerai, pour la commodité, l'itinéraire Gilson et l'itinéraire Maritain ; il me reste à vous en faire parcourir un troisième, qui est l'itinéraire Blondel.

Aucun des trois ne conduit au même sommet, car notre montagne a trois sommets, mais il m'a semblé que la vue que l'on a de chacun d'eux complète merveilleusement celle que l'on a des autres, et qu'à toutes trois elles permettent de se faire une idée suffisamment complète et exacte de cette réalité complexe. J'irai même jusqu'à exprimer l'opinion que la course idéale est de combiner les trois itinéraires en un seul qui nous permette de visiter successivement les trois sommets en une seule jour-

née, en passant de l'un à l'autre. C'est pourquoi je vous fais faire la course en traversée.

Nous avons réussi, si vous vous en souvenez, le passage du point de vue de M. Gilson, qui est historique, au point de vue de M. Maritain, qui est philosophique, à l'aide d'une question posée à M. Gilson. Une seconde question — que nous poserions à M. Maritain s'il était là, — va nous permettre de passer au point de vue de M. Blondel, point de vue philosophique lui aussi.

La philosophie a subi l'influence du christianisme, voilà ce qu'a prouvé M. Gilson. Pourquoi cette influence ne ressemble-t-elle pas aux autres? Parce qu'elle est l'influence directrice d'une vérité révélée qui ne modifie pas la nature mais seulement les conditions du travail philosophique, avons-nous fait répondre à M. Maritain. Mais à quoi bon cette révélation divine de vérités, somme toute naturelles et accessibles à la raison, puisque, avant de les faire entrer dans la philosophie chrétienne, on doit en découvrir une preuve rationnelle? Si les avions ne devaient servir qu'à parvenir au sommet des montagnes, les hommes n'auraient sans doute pas eu l'idée de les inventer. Pourquoi Dieu s'amuserait-il à nous révéler des vérités que nous sommes capables de trouver nous-mêmes? — Pour que nous les trouvions plus facilement? — Si la révélation n'a que ce but, nous sommes en droit de trouver le moyen disproportionné à la fin : il n'y avait qu'à fortifier un peu notre raison et elle se serait passée de ce guide extraordinaire qu'est la révélation. Une vérité révélée, enseignée à l'humanité d'autorité, ne se comprend vraiment que s'il s'agit d'une vérité inaccessible au cheminement de la raison.

Mais comment une vérité pourrait-elle être de soi inaccessible à la raison qui est l'instrument de connaissance proportionné à la nature, si ce n'est au cas où elle

porterait sur une réalité transcendante à la nature, surnaturelle? La révélation ne peut se justifier que si elle est, d'abord, la révélation de quelque chose qui déborde l'ordre naturel. N'échappe, en effet, de droit à la raison que ce qui est hors de la nature, hors du domaine sur lequel la raison, fille chérie de la nature, exerce une royauté de naissance.

Or c'est bien, de fait, ainsi que se présente la révélation chrétienne. Elle ne nous apporte pas seulement des vérités que la raison n'a pas découvertes, bien qu'elle eût pu les découvrir, elle nous apporte des vérités que la raison ne peut découvrir, car elles sont d'un plan où elle n'a pas la possibilité de monter : elle est primordialement révélation du surnaturel. Et si par surcroît elle entraîne avec elle un cortège de vérités naturelles qu'il est au pouvoir de la raison de vérifier, c'est que l'ordre surnaturel ne se raccorde bien qu'à un ordre naturel correctement défini, et que, pour favoriser cet emboîtement du surnaturel dans la nature, elle apporte avec elle de quoi rectifier la nature et diriger la raison.

L'avion est fait pour bien autre chose que pour aider les alpinistes ; son domaine propre et sa raison d'être sont bien au-delà des sommets. Ce n'est que par surcroît que volant au flanc de monts particulièrement élevés comme l'Himalaya, il peut fournir aux expéditions d'alpinistes des facilités supplémentaires pour découvrir le véritable chemin.

Mais si cette affirmation du surnaturel par la révélation chrétienne l'explique elle-même, elle pose à son tour une difficulté philosophique qui est un nouvel aspect du problème de la philosophie chrétienne. Ce n'est plus seulement la légitimité de la révélation et la nature de son influence par ricochet sur le mouvement philosophique qui est en cause, c'est la légitimité de l'objet même de

cette révélation. Pour le philosophe la question qui se pose est celle de l'idée même de surnaturel : Le surnaturel est-il concevable, possible, convenable? Là est vraiment le grand problème sur lequel le christianisme oblige la philosophie à prendre parti.

Il ne s'agit point — entendons-nous bien — de faire résoudre par le philosophe la question de l'existence de fait du surnaturel, car celle-ci, n'étant pas — par définition même — de l'ordre du nécessaire mais de l'ordre du contingent, dépendant par hypothèse de la seule libéralité divine, échappe à la compétence du tribunal philosophique. La question est : « Y a-t-il place, dans une conception rationnelle du monde, pour le surnaturel? » et non pas : « Cette place est-elle occupée, par qui et comment? »

Beaucoup d'entre vous se souviennent sans doute de ces cartes de géographie des vieux atlas, du temps où nous allions à l'école et où il y avait encore, au centre de l'Afrique par exemple, de grandes taches sans noms avec pour toute mention : *terra incognita*, terres inconnues. Existe-t-il sur la carte philosophique de l'Univers de la place pour une terre inconnue, plus exactement même inconnaissable par les moyens habituels, vide prédestiné que seul l'existence d'un ordre surnaturel et sa révélation pourraient venir combler?

Tout l'effort philosophique de M. Blondel, depuis près d'un demi-siècle, s'est dépensé à forcer ses pairs les philosophes même incroyants à avouer qu'ils devaient mettre sur leur carte une terre inconnue, que la nature n'était pas une réalité irrémédiablement close, mais qu'elle restait ouverte sur l'infini, qu'en ce sens enfin toute philosophie véritable, la philosophie véritable pouvait être dite chrétienne.

J'oserai dire que ce second aspect du problème de la

philosophie chrétienne est postulé par le premier et — sans paradoxe sinon sans malice — que M. Blondel justifie M. Maritain, car la position de M. Maritain sur la philosophie chrétienne serait intenable si celle de M. Blondel n'était pas vraie.

Comment, en effet, la révélation pourrait-elle aider l'exercice de la raison, si la raison n'était pas de soi impuissante à parvenir au terme du mystère des choses ; et comment une raison faite sur la mesure de la nature aurait-elle nécessairement besoin, pour connaître le réel, d'une lumière divine surajoutée, s'il n'y avait pas dans le réel quelque chose qui dépasse la nature et avec laquelle la nature soit pourtant accordée ? Seule l'orientation de la nature vers le surnaturel peut expliquer en son fond comment la révélation du surnaturel favorise le jeu normal de la raison, comment une raison éclairée par la foi fonctionne mieux comme raison qu'une raison qui ne bénéficie point de cette lumière.

*
* *

Depuis l'apparition du christianisme, la philosophie ne peut plus ignorer ce problème. A qui ne regarde les choses que superficiellement, il pourrait sembler que l'influence du christianisme sur la philosophie, que le problème de la philosophie chrétienne ne touche que les croyants. Il n'en est rien. Face à cette prétention doctrinale du christianisme, acceptée par tant de leurs collègues, les philosophes incroyants eux-mêmes sont, en tant que philosophes, obligés de prendre parti. Et pour prendre parti, pour nier la légitimité de l'idée de surnaturel, tout autant que pour l'accepter, il faut étudier et donner des raisons. Et c'est pourquoi la constatation historique

de l'existence d'une philosophie chrétienne pose aux incroyants même le problème de sa légitimité. Ce n'est pas parce que le christianisme se présenterait comme les autres doctrines, bien au contraire, c'est justement parce qu'il ne se présente pas comme les autres doctrines, mais comme une doctrine révélée, qu'il pose au philosophe, sur le plan philosophique, un problème d'ordre spécifiquement philosophique qui est au cœur de toutes ces discussions sur la philosophie chrétienne, celui de la recevabilité même de l'idée de surnaturel.

Et c'est pourquoi, lorsque ce problème est posé d'une manière rigoureusement fidèle à la méthode philosophique, le philosophe, du moins celui qui n'a peur d'aucun problème et n'a de préjugé contre aucune solution, ne peut refuser de l'examiner.

A cette question suprême de la légitimité du surnaturel, la philosophie interrogée répond-elle « oui » ou « non »? Si elle niait et justifiait vraiment sa négation, alors, oui, sous aucun aspect une philosophie ne pourrait être dite chrétienne, même au sens restreint que nous venons de délimiter.

Mais si elle affirme cette légitimité et si elle la prouve; si elle montre par une analyse scrupuleusement exhaustive du réel que la nature reste ouverte à l'infini, qu'il y a même en elle un appel d'origine mystérieuse vers le surnaturel, si c'est Pascal qui a raison, alors, par le seul fait qu'elle marquera elle-même ses limites et avouera son insuffisance, la philosophie tout court, la vraie, pourra se dire philosophie naturellement chrétienne au sens où Tertullien disait de l'âme humaine en quête d'infini qu'elle est naturellement chrétienne.

Parvenu à ce point, le récent débat sur la philosophie chrétienne nous ramène par une autre voie au problème, philosophique et théologique à la fois — de l'immanence;

il pose une fois de plus l'éternel problème des rapports de la nature et du surnaturel.

Rassurez-vous, Mesdames et Messieurs, on ne fait pas d'ordinaire deux ascensions pareilles en un seul jour ; et votre guide d'un instant craindrait de surmener ses touristes et leur si aimable attention. Nous nous contenterons, pour aujourd'hui, d'avoir fait l'ascension d'un sommet d'où s'ouvrent d'amples perspectives sur d'autres sommets à gravir et d'avoir marqué que ce qui sépare, du point de vue philosophique, les croyants des incroyants, c'est l'idée qu'ils se font de la manière dont est fermé le monde.

Pour l'incroyant le cercle de la pensée se referme sur lui-même, la nature est close, sans fenêtres sur un transcendant.

Pour nous autres chrétiens, du sommet d'où nous embrassons le monde, nous regardons « au-delà des étoiles » ; notre pensée monte vers l'infini mystère, notre cœur sent vibrer en lui un incoercible besoin de l'éternel, et il nous semble voir l'Univers tout entier, autour de nous, en nous et par nous, s'orienter vers Dieu.

Tout de même à l'alpiniste qui nous a servi de symbole les plus hautes montagnes paraissent se soulever vers le Créateur, et il nomme le plus beau sommet de la Meige le « doigt de Dieu ».

Bruno de Solages,
Recteur de l'Institut catholique
de Toulouse.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique de Philosophie

Entre toutes les attitudes que peuvent prendre les critiques d'une philosophie, il en est deux qui semblent s'opposer et qui, bien au contraire, se complètent fort bien : les uns, plus attentifs à la personne et au mouvement de l'esprit, insistent sur le milieu dans lequel cette œuvre a été conçue et sur les doctrines contre lesquelles elle réagit ; ils regardent les différents écrits dont elle se compose non point comme l'expression définitive d'une vérité acquise, mais bien plutôt comme les étapes d'un esprit qui s'approche lentement de l'objet vers lequel il tend ; aussi, loin d'interpréter un dernier ouvrage par les principes exposés dans les premiers et de réduire de la sorte la portée de nouvelles affirmations, ils insistent sur l'évolution de la doctrine et au besoin prolongent la courbe, l'extrapolent, devinant de la sorte ce que le philosophe pense aujourd'hui ou même pensera demain. Mais les esprits plus logiques et plus métaphysiques, attachés davantage à la doctrine, se devront d'être plus sévères et de juger l'œuvre en elle-même, en toute rigueur de vérité. Ce qui importe, c'est que l'affirmation soit juste, c'est que la thèse soit exacte, et si les écrits les plus récents ne corrigent pas explicitement les anciennes erreurs, il faut les critiquer, en leur teneur précise : c'est peut-être le meilleur moyen de collaborer avec l'auteur dans sa patiente recherche de la Vérité.

Or s'il est une philosophie qui doive susciter cette double attitude, c'est bien celle de M. Bergson. Sa doctrine devait soulever les critiques d'une métaphysique plus classique, tandis que la naissance de cette philosophie spiritualiste dans un monde scientiste et mécaniste, et la progression de cette pensée, philosophie ouverte

s'il en fut, n'ayant rien d'un système achevé (1), inclinaient à rechercher un accord pressenti encore qu'inexprimé. Les quatre livres dont nous traiterons représentent ces deux tendances.

Les deux thèses de M. Rideau (2) sont conçues dans un visible effort de sympathie pour deviner le mouvement de la pensée bergsonienne ainsi que le terme où elle pourrait aboutir et pour rechercher un accord avec la philosophie traditionnelle et la pensée chrétienne. Disons tout de suite que M. Bergson lui a donné son acquiescement : c'est nous dire tout l'intérêt de cette étude. Et comment ne serions-nous pas, nous aussi, accueillants devant cette pensée brillante, chaude, et qui ouvre devant nous tant d'horizons nouveaux ? Et pourtant, que nous sommes loin d'adhérer aux conclusions de l'auteur !

Dans sa thèse principale, *Les rapports de la matière et de l'esprit dans le Bergsonisme*, M. Rideau tente une « reconstruction dialectique du bergsonisme » (p. x) et, découvrant derrière la nouveauté de cette philosophie, « derrière la façade scientifique et l'évidence des contacts d'expérience..., l'éternelle antithèse qui jadis, sur les bords de la Grèce, éveilla la réflexion humaine » (p. 2), nous propose d'exprimer ainsi les phases de la réflexion de Bergson sur la réalité.

« Dieu est Amour, Amour personnel, puissance infinie de création. Il se suffit à lui-même ; cependant, par amour, il semble avoir besoin de l'homme. La Création est « une entreprise de Dieu pour s'adjoindre des êtres dignes de son amour ». L'univers sera donc « l'aspect visible et tangible de l'amour et du besoin d'aimer » ; et l'homme la raison d'être de la création.

« Ce plan divin se réalise dans la durée, en trois phases qui se succèdent et se compénètrent, par la médiation

(1) L'expression est de M. A. Metz dans une récente étude dont nous parlerons tout à l'heure.

(2) Parues chez Alcan.

de la Vie qui est comme le Logos (fini) de Dieu (p. 173). »

1re phase. « L'unité de la Vie se brise et se répand en êtres distincts... La création est *la matérialisation croissante de l'immatériel.* » Cette opération s'achève dans l'intelligence, et « c'est de l'homme et dans l'homme que se crée la création ». Mais l'homme en qui se réalise l'opposition de toute chose n'est que douleur et arrêt de la Vie. « L'expression de la Vie n'aboutit donc qu'à la dispersion et à l'échec » (pp. 173-174).

2e phase. Travaillé par « une force infiniment gracieuse qui est participation de l'Amour » et « par le conflit même de la contradiction douloureuse,... l'homme tente un premier effort d'union ». C'est un effort d'intelligence qui n'aboutit bientôt qu'à l'échec et à la déception (p. 174).

C'est alors que commence la *3e phase* : « l'homme, par l'entremise de quelques membres privilégiés, ses représentants, fait appel à l'union mystique, qui est coïncidence partielle avec l'Amour », et « travaille, dans un effort créateur, à unifier dans l'Amour l'humanité dispersée, et, en elle, toute la création ». « Il devient personne, se divinise, et achève la création en la ramenant spiritualisée, divinisée, à son principe » (p. 175).

Par sa recherche même, la thèse de M. Rideau marque, à bon droit, qu'une secrète dialectique sous-tend la synthèse bergsonienne et qu'on se tromperait si l'on supposait que les théories qu'elle nous propose sont la simple traduction de l'expérience. Elles sont aussi le fruit des exigences internes d'une pensée qui gravite autour de la notion de durée.

Mais si l'activité de cette dialectique est indéniable, c'est une dialectique qui se cherche et se découvre à la rencontre des différents problèmes qu'elle fait naître. Aussi reste-t-on surpris devant les arêtes vives de la construction de M. Rideau. Si Bergson reprend l'éternelle antithèse de Platon, c'est implicitement : tout problème métaphysique n'est-il pas dépendant de celui-ci, et ne peut-on dire que l'esprit philosophique est en sommeil

tant qu'il ne l'a pas posé au moins virtuellement ? On eût aimé que M. Rideau nous montrât mieux la naissance de cette déduction parfaite, qu'il nous propose, dans la progression vitale de la réflexion bergsonienne. Mais à lire de près, à rencontrer certaines expressions, certaines pensées, à découvrir enfin l'attitude entière de l'étude, on pénètre mieux le dessein de l'auteur : ce livre est moins l'exposé d'une synthèse philosophique dont il nous dirait les articulations secrètes et la profonde unité, que la rencontre d'une pensée déjà formée avec une autre qui lui est voisine et amie, et de cette pénétration naît une vision du monde, fille de deux esprits. C'est sans doute la raison de notre secret plaisir à la lecture de cet ouvrage, et peut-être aussi celle de l'accueil joyeux que lui fit M. Bergson : plus qu'une répétition de sa propre pensée dut lui plaire cette conversation qui lui disait les retentissements de son œuvre dans une âme jeune et chrétienne.

Mais lorsque nous serons revenus du premier charme de cette rencontre, nous serons plus sévères pour l'œuvre de M. Rideau. S'il nous dit sa propre philosophie, nous la trouvons un peu courte et superficielle : Pour nous en tenir à une seule critique, comment peut-il appeler intellectualité une doctrine qui ne voit pas dans l'intelligence la faculté maîtresse de l'homme ?

Il ne suffit pas, pour répondre à cette objection, de dire que la vie intellectuelle est dans la dialectique bergsonienne « *la phase nécessaire et médiatrice* de la réalité qui va de l'être à l'amour par la vérité, dans la durée », ni même d'ajouter : « L'intuition prend son point d'appui sur la pensée : elle serait inintelligible sans elle, elle la conserve et l'informe (1). » Car, en toute vérité, le travail intellectuel ne peut pas être la matière de l'intuition, l'intelligence n'est pas informée ; c'est au contraire très proprement elle qui est la forme, qui fait de l'homme un être unique dans le monde matériel et donne sa note à

(1) M. Rideau résume de la sorte dans sa petite thèse, p. 14, les conclusions de la thèse principale.

ST. AUGUSTINE'S COLLEGE LIBRARY

toutes les autres activités proprement humaines, même à l'amour. La saisie imparfaite de l'objet par l'intelligence est au principe de nos amours et de nos désirs, et la possession plénière et réelle de la Vérité sera à la fois le terme et la source de l'amour bienheureux. On ne gagne rien à exalter l'amour aux dépens de l'intelligence : l'amour que celle-ci ne juge pas n'est qu'un amour inconscient ou un amour sensible : ce n'est pas celui-là qui fait la gloire de l'homme. J'entends bien que la critique de M. Bergson visait une conception trop rationaliste, qu'un véritable philosophe de l'intelligence ne saurait admettre ; j'entends encore que toute l'activité scientifique suppose une pénétration métaphysique des transcendantaux et en premier une vue de l'analogie de l'être bien plus apparentée à une saisie qu'à un raisonnement, et qui est proprement la forme de toute autre activité intellectuelle. Dans l'intuition bergsonienne, il reste quelque chose de cette fonction ; mais étrangement mêlé à un complexe sensible et affectif, tandis que l'activité dont nous parlons est la plus intellectuelle et la plus dépouillée qui soit.

Sans doute encore, il est plus grand, ici-bas, d'aimer Dieu, que nous ne pouvons encore voir, que de le connaître, et la sagesse suprême est, sur cette terre, en dépendance de notre amour, mais cet amour nous reporte vers Dieu et, quand nous le posséderons, la Vision sera de nouveau première ; enfin, même ici-bas, la vérité révélée et crue reste la mesure de cet élan mystique, tant il est vrai que l'intelligence et son objet sont toujours premiers...

Si donc M. Rideau nous expose sa propre pensée, cette pensée ne semble ni très exacte ni très précise. Et dans cette étude il eût fallu de la précision, d'autant plus que la thèse entière et sa conclusion emploient plusieurs expressions que nous sommes accoutumés à rencontrer dans la philosophie chrétienne et qu'en outre l'auteur se propose dans sa seconde thèse : *Le Dieu de Bergson*, « d'aider tous ceux qui cherchent la lumière à opérer dans le détail le discernement nécessaire dans l'œuvre du

philosophe moderne le plus lu peut-être et le plus influent du monde entier (1) » (p. 7).

Dans la première partie de ce petit livre, M. Rideau montre à la racine de la pensée bergsonienne et de la pensée chrétienne, deux attitudes communes : attitude négative — toutes deux sont antirationalistes — et attitude positive aussi, car toutes deux exaltent l'humanisme. Et certainement nous sommes heureux de voir manifester un accord que l'on a trop souvent tu, mais cette manifestation même eût gagné à plus de rigueur et plus de clarté. Qui ne voit que, si la nature de l'homme est d'être animal *intelligent*, l'antirationalisme et l'humanisme prendront un sens totalement différent selon la nature de l'intelligence ? M. Rideau l'a bien compris : aussi affirme-t-il de nouveau, en tête de ce volume, l'intellectualisme de Bergson. Nous avons déjà dit ce qu'il faut en penser, et nous aurions aimé que l'auteur lui opposât plus nettement la position « traditionnelle ». Au vrai l'aurait-il pu ? Ce second ouvrage met en plus forte lumière la façon très curieuse dont il conçoit l'intelligence : dans la dernière partie, il n'a pas l'air de se douter que si Dieu est Amour, il est aussi la Vérité, et que telle est la raison profonde du rôle de la foi et du dogme chrétien au cœur de la vie mystique (pp. 75-77). Aussi, dans cette énumération des points communs entre la théodicée des *Deux Sources* et la théologie chrétienne, a-t-on l'impression d'un concordisme et non d'une véritable rencontre et pénétration. Comment peut-on baser l'affirmation d'un Dieu libre et transcendant sur ce seul fait que Dieu soit appelé

(1) Dans l'introduction de ce second travail, nous sentons l'auteur très ému, et nous le comprenons. C'est que, pour un philosophe, parler de Dieu est un acte religieux qui touche au plus secret de son âme. C'est sur cette pensée ou dans son prolongement que commencera la rencontre mystérieuse pour s'achever dans l'Amour. Et nous savons bien que toute vérité entrevue, même incomplète, peut nous conduire jusqu'à la Vérité et que la grâce seule peut connaître les secrets détours de cette démarche. Aussi à notre tour est-ce timidement que nous parlons.

« Amour » (pp. 54-55) ? M. Rideau ignore-t-il qu'il est des amours nécessaires, plus nombreux et plus forts que les amours libres ? Nous regrettons d'autant plus ces imprécisions que le dernier ouvrage de M. Bergson semble une étape vers la pensée chrétienne, et que les richesses de cette philosophie devraient être assumées par la pensée et la vie des chrétiens. Mais le meilleur moyen d'atteindre ce but n'est certainement pas d'atténuer les divergences avec une philosophie qui a en partie méconnu le rôle de l'intelligence.

***

Dans son étude *Bergson et le Bergsonisme* (1), M. André Metz a marqué avec autrement de netteté cette méconnaissance. M. Metz est le disciple de M. Meyerson, et l'on sait suffisamment combien ce dernier a défendu le caractère spéculatif de la science, pour deviner les réactions de son disciple. Malgré tous ses efforts pour exposer avec sympathie les théories bergsoniennes, sitôt que la vie de l'esprit entre en jeu, qu'un jugement est porté touchant, même implicitement, à la nature de l'intelligence, il se redresse, comme le philosophe dont nous parle l'*Introduction à la métaphysique,* et de toutes ses forces il proteste : Impossible ! Et nous sentons que ce refus ne pourra pas s'atténuer. Au surplus, nous ne saurions tout à fait l'en blâmer.

Ce petit livre où il expose, parfois avec une passion mal contenue, sa critique est un exposé d'ensemble de la philosophie bergsonienne : les principaux ouvrages sont analysés dans les trois premiers chapitres, tandis que les derniers découvrent dans les petites œuvres, articles et conférences, l'esprit du bergsonisme, et mettent en lumière les procédés, l'idée centrale avec ses implications et les prolongements possibles, infiniment divers, dont les *Deux Sources* sont une première manifestation.

Sans être une œuvre de vulgarisation, ce livre s'adresse

(1) J. Vrin, éditeur.

au grand public, à l' « *honnête homme* au sens du langage classique », et veut « le mettre à même de se faire une opinion sensée de cette philosophie qui a suscité tant d'admirations et de réprobations passionnées » (pp. 6-7). Et les personnes qui, ayant lu le dernier ouvrage de M. Bergson sans avoir auparavant pris connaissance de sa philosophie, désireraient combler cette lacune, trouveront dans ces pages un exposé clair et précis, avec un choix judicieux et abondant de citations que tout homme cultivé se doit de ne pas ignorer.

Et davantage : des critiques nettes et précises, dignes d'un polytechnicien, et la plupart du temps exactes et fort bien menées.

Ayant soutenu avec le Maître une longue polémique, en 1923 et 1924, à propos des théories d'Einstein et de *Durée et Simultanéité*, l'auteur se devait de parler de la relativité : en opposition avec M. Rideau, il pense que Bergson n'a pas compris les théories d'Einstein (pp. 165-170). Mais peut-être le point de vue de la science actuelle et celui de la philosophie ne sont-ils point tout à fait les mêmes? M. Meyerson, croyons-nous, serait sur ce point de notre avis. Or, il faut le reconnaître, M. Metz a plus la tournure d'esprit d'un savant que celle d'un philosophe. Nous permettra-t-il, de ce point de vue, quelques objections? Ainsi, tout en lui concédant que la saveur n'est pas dans la chose, nous ne pensons pas qu'elle soit purement subjective (pp. 63-68), ni même que cette qualité puisse se réduire à ce que Descartes appelle *qualités premières* — mouvement et quantité —, bien que tout l'effort de la science soit de tenter cette réduction. De même, tout en concédant que l'intelligence n'est pas plus disposée à concevoir le repos que le mouvement (pp. 131-132), il nous faut bien reconnaître que son objet premier, l'être, échappe à la mobilité. De même encore croyons-nous que les critiques des idées de désordre et de néant faites par M. Bergson ont porté plus juste que ne le suppose M. Metz (pp. 139-143).

Mais cette attitude par trop scientifique a porté un tort plus considérable encore à l'étude de M. André Metz : il n'a pas suffisamment senti que l'intérêt d'une philosophie ne tient pas tant aux théories qu'elle peut nous apporter, qu'à la vision du monde qu'elle nous offre. Même si cette vision est incomplète chez Bergson, sa synthèse et son essai de métaphysique restent, en notre siècle tout attaché aux techniques, une significative revendication de l'intelligence. M. Metz l'a bien indiqué, mais d'un seul mot. Ne valait-il pas la peine d'approfondir? M. Bergson est un de ces penseurs qui ont quelque chose à nous dire... Pourquoi M. Metz n'a-t-il pas cherché à pénétrer son secret et à le transmettre à l'*honnête homme* qu'il veut instruire?

*
* *

C'est cette tâche que s'est assignée d'un point de vue psychologique M. Roger-E. Lacombe (1). Après avoir manifesté la révolution que firent les œuvres de M. Bergson (« ce fut, pour les jeunes philosophes aptes à recevoir son enseignement, comme la révélation d'un monde ignoré, comme un contact retrouvé avec la psychologie intérieure que dissimulaient des représentations traditionnelles ») (p. 7), il recherche ce que devra retenir des thèses bergsoniennes une psychologie soucieuse d'observation précise. Et, après une longue critique, il est en droit de conclure que, sur les points essentiels, la critique du parallélisme et la conception de la vie mentale profonde, M. Bergson n'a pu apporter de preuves ni d'arguments décisifs (p. 317). Les théories que nous pourrons conserver s'en trouveront nécessairement modifiées, mais il reste néanmoins que l'on ne saurait exagérer l'importance de telle réaction contre une conception trop simple de la vie mentale; de nombreuses analyses bergsoniennes nous

(1) *La Psychologie Bergsonienne*, Paris, Alcan.

fourniront encore d'utiles indications, et si quelques-unes, comme la distinction des deux mémoires, la psychologie de la volonté et de l'invention, se sont montrées trop courtes et insuffisantes, elles ont cependant ouvert la voie aux progrès à venir (pp. 315-317). On lira avec intérêt et profit cette patiente et objective étude.

Car tout y est excellent. Tout, ou presque tout : le ton d'abord, qui échappe à l'enthousiasme immodéré aussi bien qu'à la critique passionnée, ce qui vaut d'être noté lorsqu'il s'agit de Bergson.

Le plan est également heureux : M. Lacombe a vu que, sous une apparente soumission à l'expérience, la philosophie bergsonienne obéit à de secrètes exigences dialectiques. Au lieu d'aborder son étude par une critique de l'intuition, conception dépendante de toute la psychologie bergsonienne, M. Lacombe terminera par elle, et sa valeur sera déjà fixée par celles des thèses précédemment examinées. Si la vie psychologique n'est pas rebelle à toute traduction intellectuelle, si la perception n'est pas une coïncidence avec la réalité matérielle, si l'intelligence ne se caractérise pas par une incompréhension naturelle de la vie, si l'existence du schéma dynamique est discutable, si les analyses de la mémoire et de l'invention ne dépassent pas le monde des images, « il devient difficile de concevoir une intuition dont l'objet se présenterait à l'esprit sous une forme originale, excluant toute autre forme de représentation concrète » (p. 309). Il ne reste plus, pour achever cette critique, qu'à déceler la contradiction incluse dans le fait d'accorder, à une faculté « que l'on conçoit comme un contact direct, la connaissance de notions générales » (pp. 309-313).

Le plus souvent l'on ne peut qu'adhérer à la clarté de l'exposé et à l'évidence des conclusions. Faisons cependant quelques réserves.

M. Lacombe a raison de marquer que nos sensations physiques, pouvant être comparées entre elles selon un *ordre* de plus et de moins, comportent par suite une cer-

taine quantité. Mais faut-il pour autant rejeter la pénétrante analyse de Bergson sur la liaison entre le nombre et l'espace (pp. 181-184)? C'est le nombre lui-même, le symbole, qui réclame l'espace pour réaliser sa signification qui, le rôle de l'espace étant de distinguer cette pluralité d'êtres de nature indifférente qui n'ont d'autre particularité que leur position dans un cadre spatial. De même, il est vrai que certains instants sont véritables nouveautés dans notre durée, que leur nouveauté provienne d'une rencontre accidentelle avec un objet spatial ou d'une intervention de notre vie proprement spirituelle dans l'écoulement de notre existence. Mais M. Lacombe ne met-il pas trop l'accent sur la distinction actuelle d'une multiplicité d'instants (pp. 188 ss.)? dans ma durée, un seul instant est actuellement présent, c'est celui que je vis en ce moment et qui est la limite de la continuité fluente qu'il réalise. Cependant je peux distinguer l'avant et l'après, puisque l'instant actuel s'oppose nettement dans ma conscience à la continuité qu'il limite et que les divers commencements manifestés dans ma durée sont autant de points de repère auxquels je peux me reporter. Peut-être n'y a-t-il que différence de langage et M. Lacombe ne veut-il pas dire autre chose, mais en parlant avec plus de nuances il eût sans doute indiqué tout le bénéfice que l'on doit conserver des analyses bergsoniennes.

Bien que notre troisième objection n'infirme en rien la critique psychologique de M. Lacombe, elle est plus grave à nos yeux que les deux autres, parce qu'elle est d'ordre métaphysique et concerne la nature de l'intelligence. Comment l'auteur peut-il ne voir dans cette faculté que le pouvoir de connaître l'ordre et les relations? (p. 293) Cette affirmation se détruit d'elle-même : comment l'ordre est-il concevable si nous ignorons son principe? Et comment la relation a-t-elle un sens si elle reste sans terme et ne suppose pas un absolu? L'intelligence est d'abord faculté de saisie et de pénétration, faculté de l'être, et non point simple puissance de raisonnement et d'affirmation

d'ordre et de relations (1). Peut-être est-ce le soupçon de cette vérité, qui poussa Bergson à poser l'intuition pour dépasser la simple raison, à laquelle il réduisait l'intelligence? Il nous suffit de dire que, sous peine de ne pas résoudre le problème, c'est la faculté de raisonnement elle-même qui doit avoir l'évidence de ses principes. Et non point par une activité intuitive, à proprement parler, mais par la saisie de l'être, dans une abstraction d'ordre unique qui, loin de séparer, embrasse confusément mais actuellement tout l'être dans son ensemble et le pénètre sous un mode qui transcende à la fois le concret et l'abstrait, bien qu'il n'atteigne pas immédiatement l'existence actuelle. Telle est l'intelligence de l'être (2), qui est au principe de toute métaphysique, de tout travail intellectuel et de toute vie proprement humaine.

* * *

A la source de ces deux procédés, — simplification excessive et confusion volontaires, — qui sont la double cause des erreurs bergsoniennes, M. Lacombe dénonce à juste titre une intervention illégitime de la métaphysique dans la psychologie (p. 322). Une métaphysique de l'intelligence est sans doute nécessaire pour achever la psychologie et donner la raison dernière de ses observations, mais aller au delà et espérer déduire d'une métaphysique le fonctionnement de nos activités psychiques est une pure illusion, qui a le seul avantage de nous permettre d'ériger sans justification en certitudes les hypothèses les moins assurées. A l'inverse, il n'est pas moins illusoire de vouloir fonder une métaphysique expérimentale. C'est la grande erreur de M. Bergson d'avoir confondu ces deux plans.

(1) Nous renvoyons sur ce point à l'ouvrage du Père Roland-Gosselin, *Essai d'une étude critique de la connaissance*, c. II : l'être principe et terme du jugement.

(2) Dans le même ouvrage du Père Roland-Gosselin, au c. V : la notion d'être et les jugements d'existence, cette théorie classique est exposée de façon plus moderne, d'un point de vue critique.

Mais personne ne fera-t-il le travail de M. Lacombe dans l'ordre métaphysique, ne nous disant pas seulement ce qu'il faut rejeter de la pensée bergsonienne, mais surtout ce que l'on en doit retenir et de quelle façon?

Il faudra noter d'abord que son rôle fut immense dans la vie de la philosophie. La connaissance est avant tout vie de l'esprit, et il ne sert de rien qu'une philosophie ait été fixée dans sa clarté et dans sa certitude s'il n'est plus d'hommes pour en vivre et si, loin de repenser les problèmes éternels, l'on ne songe plus qu'à les disséquer en d'inutiles distinctions. A tous les âges, il y eut des hommes qui reçurent cette mission providentielle de vivre intensément la vie de la pensée et de la rayonner autour d'eux. Ils furent plus ou moins grands selon la plénitude de vérité qu'ils avaient entrevue, mais ils l'avaient entrevue dans sa vie et non point comme une morte embaumée. Bergson avait reçu cette mission pour notre temps. A ce titre, nous sommes tous ses tributaires, même si nous refusons de le suivre dans ses conclusions : car sans lui nous aurions pu oublier que nos propres richesses étaient faites pour subvenir aux besoins les plus profonds, aux angoisses peut-être, de notre âme.

Et dans la réponse que lui-même nous donne, il faudra retrouver la part de vérité, et pour cela pénétrer la structure interne de cette synthèse : c'est la conception de la durée, Bergson nous en avertit, qui est le centre de toutes ses théories. Cette notion sera donc la première à critiquer, non point comme donnée psychologique, M. Lacombe a suffisamment accompli cette tâche, mais afin de préciser sa valeur comme principe de hiérarchie des concepts métaphysiques. Et l'on verra sans doute que son imperfection, sa multiplicité et sa succession réclament une donnée première qui en rende raison : recours nécessaire à la notion première de l'être qui fonde seule une véritable métaphysique. On est par suite en droit de conclure qu'à parler en termes propres, Bergson ne s'est pas élevé sur le plan métaphysique et que, de toute façon,

la prétention de fonder une métaphysique expérimentale était complètement illusoire.

Il est resté très strictement sur le plan de l'apparence, et sa conception de la vie de l'esprit ainsi que sa vue du monde en ont été profondément modifiées. C'est cette modification qu'il faudrait préciser. Car si le désir de mettre l'intuition de la durée au principe de la métaphysique reste une méconnaissance de la primauté de l'être, il n'en est pas moins vrai qu'une pénétration aussi intelligente de la durée doit enrichir le regard que nous portons sur notre monde matériel soumis tout entier à l'écoulement du devenir, d'où émerge avec peine la fine pointe de notre intelligence. La tâche du métaphysicien serait d'assimiler toute cette richesse : bien plus, de l'accroître encore en lui donnant le seul achèvement qui puisse en rendre totalement raison.

Je sais que M. Lacombe sourira et contestera l'utilité de nos efforts : « Quel intérêt, dira-t-il, de s'en rapporter à une métaphysique déjà constituée ? Vous ne ferez qu'établir l'incompatibilité de la doctrine bergsonienne avec le thomisme, par exemple, ou avec l'intellectualisme proprement dit, ce que nous savons déjà. »

Il nous sera facile de répondre que la métaphysique ne s'identifie pas, comme on le pense trop souvent, avec les différentes vues d'ensemble que des philosophes de génie peuvent nous donner de notre monde : systématisations arbitraires et pures hypothèses qui manifestent les réactions diverses de l'esprit humain, et pourtant nous donnent des heures de joie. Mais la métaphysique est tout autre chose. Si nous ne l'appelons pas science, ce n'est pas qu'elle soit inférieure à la science : nous lui donnons le beau nom de sagesse. Elle embrasse plus que la science, mais elle inclut d'abord ses grandeurs, et en premier lieu sa certitude. Cela, nous ne pouvons le voir qu'après avoir compris qu'elle atteint tous les êtres parce que son objet est l'être même. C'est sans doute pour n'avoir pas saisi totalement la nature de l'intelligence que

M. Lacombe méconnaît en partie la métaphysique. Dire de celle-ci qu'elle est la science qui hiérarchise toutes nos connaissances, qu'elle est le lieu des connaissances et des affirmations nécessaires ou qu'elle a pour objet l'être même, c'est tout un. Aussi est-elle éminemment capable de s'assimiler toute pensée vraie, lui assignant sa place et son degré de certitude.

Il est bien évident que nous ne parlons ici d'aucun système et que cette sagesse doit être dite humaine, et ne point recevoir d'autre nom, si grand soit-il : c'est la philosophie que Bergson rêvait de voir se constituer. Il oubliait simplement qu'elle était née le premier jour où le premier homme avait pensé et réfléchi. C'est la réflexion commune des hommes qui seule peut la constituer et la prolonger.

A chacun de nous, si nous avons le culte de la vérité, d'apporter notre humble contribution, car si la vérité est déjà en elle-même, elle ne sera en nous que dans la mesure où nous la réaliserons et où nous l'atteindrons (1), chacun pour nous, sans doute, mais aussi chacun pour tous nos frères.

On voit qu'une telle conception de la philosophie réclame les deux attitudes, dont nous parlions en commençant, de totale compréhension et d'extrême rigueur. La recherche de la vérité ignore leur opposition. Car elle est toute humilité, d'abord : comment oserait-on se croire privilégié soit dans sa possession soit dans sa découverte? Mais elle est toute sincérité aussi : car la seule chose qui intéresse dans notre témoignage, c'est que nous disions, dans la mesure où nous croyons l'avoir entrevue, la vérité.

A. Maydieu, O. P.

(1) Il est bien évident que nous restons ici sur l'unique plan de la nature. Mais l'on peut voir déjà comment la grâce vient épanouir et couronner cette tendance profondément humaine, et que le seul nom que pourrait recevoir un jour la philosophie achevée serait celui de *chrétienne*.

Les tergiversations de M. Lévy-Bruhl

On sait que M. Lévy-Bruhl poursuit, depuis une trentaine d'années, des études fructueuses, à certains égards, sur la psychologie des non-civilisés. On sait aussi que sa thèse, qui affirme l'existence, chez tous ces « primitifs », d'une mentalité rebelle à la logique et à l'expérience, « prélogique et mystique », acceptée par beaucoup avec curiosité, voire avec enthousiasme, a donné lieu par ailleurs à de vifs débats et de sévères critiques, principalement chez les philosophes et les ethnologues (1).

Or M. Lévy-Bruhl vient de publier, sous le titre « Quelques aspects de la mentalité primitive », dans la *Nouvelle Revue Française* du 1er septembre, un article où se trouvent des précisions et des éclaircissements qui méritent d'être relevés, et où, sans nommer personne, il semble répondre à quelques-unes des principales objections qu'on lui avait adressées — d'une manière qui d'ailleurs nous apparaît bien insuffisante encore.

D'abord, au sujet du choix de ses vocables, il reconnaît le caractère équivoque et « purement conventionnel » du

(1) Je rappelle les ouvrages essentiels : R. Allier, *Le non-civilisé et nous*, Payot, 1927 ; O. Leroy, *La Raison primitive*, Geuthner, 1927 ; et du même un article dans *La Vie Intellectuelle* du 10 déc. 1931. Récemment M. Meyerson dans son grand ouvrage sur le *Cheminement de la pensée*, t. I, et M. Bergson dans ses déjà célèbres *Deux Sources de la morale et de la religion*, ont pris nettement position contre l'hypothèse lévy-bruhlienne. J'ai résumé tout ce débat dans un chapitre de *Comment juger la sociologie*, Publiroc, 1931, et dans l'article *Ame primitive* du *Dictionnaire de Sociologie* de M. Jacquemet, fasc. III. Dans les fasc. V et VI de ce même Dictionnaire, qui viennent de paraître, les articles *Art et mentalité primitives* et *Culte des armes* réfutent aussi deux applications malheureuses de ce qu'on appelle, malgré les protestations de son inventeur, le Prélogisme.

terme « primitifs »; mais il en usera tout de même « comme tout le monde » pour désigner « les sociétés humaines les moins élevées dans l'échelle, et les plus éloignés de nous par leurs mœurs et leurs institutions ». Dans les *Fonctions mentales*, page 2, il disait : « les plus simples » : ce n'est pas tout à fait la même chose... Je me borne à signaler une fois de plus le vague de ces définitions et leur commodité, qui permet à M. Lévy-Bruhl de faire figurer dans ses ouvrages, parmi ces « sociétés les plus éloignées de nous et les plus basses » : des Polynésiens, des Bantous et des Chinois! Dans le présent article encore nous trouvons les Dahoméens en compagnie des Papous et des Eskimos.

Étrange salade ethnologique! Mais M. Lévy-Bruhl en prend délibérément son parti. C'est même à ses yeux l'essentiel de sa théorie, que des façons de penser identiques se retrouvent chez les peuples les plus divers, à travers tous les temps et les lieux. Il faut citer :

Lors de mes premières recherches sur ce sujet, s'il m'est permis d'y faire allusion, je ne suis pas parti de l'idée que cette mentalité fût uniforme, pour l'essentiel, dans les sociétés inférieures. J'admettais, avec Durkheim et son école, que la mentalité d'une société donnée est étroitement solidaire de ses institutions : là où celles-ci sont autres, celles-là doivent l'être aussi. C'était une vue de l'esprit. L'expérience ne l'a pas vérifiée. Au contraire, au fur et à mesure que j'acquérais une connaissance des faits plus étendue et plus exacte, et que je savais mieux les comparer, je voyais se préciser de plus en plus nettement des tendances, des habitudes et une orientation communes à la mentalité des sociétés primitives les plus différentes et les plus éloignées les unes des autres.

Cette constance des traits généraux — qui n'exclut pas, à peine est-il besoin de le dire, une diversité très riche dans la physionomie spirituelle des sociétés et même des individus — se fait sentir, parfois d'une façon saisissante, jusque dans le détail de croyances et de pratiques très particulières. Comme il s'agit de tribus qui vivent les unes sous l'équateur et les autres non loin du pôle, cette rencontre ne peut guère s'expliquer ni par la communauté d'origine, ni par la diffusion où par l'emprunt. Force est donc d'admettre, semble-t-il, que des processus mentaux semblables ont eu lieu dans chacune d'elles. Partis des mêmes expériences, les

esprits les ont senties et interprétées de la même manière; ils sont passés par les mêmes chemins, pour aboutir à des représentations et à des usages très analogues. (pp. 326-327)

On aura noté la façon décisive dont M. Lévy-Bruhl abandonne Durkheim et ses tentatives d'explication de la pensée par les institutions et le milieu social. Voilà calmée une inquiétude qu'avaient manifestée nombre de critiques au sujet de l'orthodoxie de M. Lévy-Bruhl à l'égard de l'École sociologique — sous le patronage de laquelle ont paru ses travaux.

Mais qu'entend-il au juste par « processus mentaux » et par « mentalité »? Nous avions distingué jadis trois interprétations possibles : il peut s'agir en effet ou d'une différence de structure psychologique, mais alors on ne peut plus parler d'une raison commune à tous les hommes, entre le primitif et nous il y a un abîme infranchissable, une différence de nature; ou d'un mauvais usage des fonctions rationnelles communes à tous les hommes, sous l'influence de causes également communes, mais contre lesquelles nous, adultes et civilisés, sommes mieux armés; ou enfin d'une fonction mentale *sui generis*, qui ferait partie du fonds commun de l'humanité tout comme la fonction rationnelle, mais qui serait plus ou moins recouverte et combattue par celle-ci selon les races et les époques. Dans les deux derniers cas il n'y a plus, entre les prétendus « primitifs » et nous, qu'une différence de degré, ou mieux d'éducation ou de discipline intellectuelle.

Plus nettement qu'il ne l'avait jamais fait jusqu'ici, M. Lévy-Bruhl repousse ici catégoriquement la première hypothèse :

Entend-on par ce mot [mentalité] la structure fondamentale de l'esprit? — En ce cas, en effet, le problème ne se pose pas. Cette structure ne peut être que semblable chez tous ceux qui portent le nom d'hommes — comme au point de vue anatomique ils doivent avoir le même squelette, et au point de vue physiologique, les mêmes fonctions. Vérité (ou plutôt truisme) plus qu'évidente.

Mais, sans contester le moins du monde cette identité structurale de tous les esprits humains, ne peut-on concevoir que les fonctions mentales ne s'exercent pas partout et toujours de la même manière? Leurs modes d'activité, dans une société donnée, dépendent encore, plus ou moins directement, d'un grand nombre d'autres conditions : en premier lieu, du milieu physique et social, etc.

Ainsi M. Lévy-Bruhl fait appel ici, pour rendre compte des caractères propres à la mentalité primitive, à ces conditions sociales auxquelles, trois pages plus bas, dans le passage cité précédemment, il dénie toute valeur explicative puisque cette mentalité est la même dans les sociétés les plus différentes. Comprenne qui pourra. Mais continuons :

Qu'un Arunta de l'Australie centrale, un Papou de la Nouvelle-Guinée, un pygmée de l'Afrique équatoriale, tout « primitif » qu'il soit, possède les caractères essentiels de l'*homo sapiens*, et que son esprit, par conséquent, soit constitué comme celui des autres humains, nul n'y contredit. Mais il ne s'ensuit pas que son activité mentale passe par les mêmes voies que la nôtre, obéisse toujours aux mêmes règles, ni que, pour en rendre compte, notre psychologie et notre logique doivent suffire. Peut-être cette mentalité se distingue-t-elle au contraire par des caractères qui lui sont propres, et convient-il, au lieu de l'assimiler en principe à la nôtre, de l'étudier directement dans les croyances, les institutions et les pratiques où elle se manifeste.

Constater ce fait, et procéder méthodiquement à l'analyse de ces caractères par où la mentalité primitive se révèle nettement différente de celle qui nous est familière, n'équivaut pas à creuser entre les primitifs et nous un fossé infranchissable, comme entre deux humanités radicalement diverses au point de vue mental : conception non moins contraire au bon sens qu'à l'expérience. (pp. 322-324)

A merveille, et ces déclarations nous enchantent, comme celle qui suit, p. 325, en faveur d'une politique de collaboration avec les indigènes de nos colonies. Mais ce contresens possible sur sa doctrine, et qui a été effectivement commis par beaucoup d'interprètes, est-il sûr de n'y avoir pas donné au moins occasion? Il ne peut avoir oublié, puisqu'il le rappelle ici même p. 322, qu'il est parti en guerre, dès

1910, contre « ce postulat implicitement admis » et qui « faisait figure d'axiome... de l'identité de la nature humaine sous toutes les latitudes et à toutes les époques ». Est-ce que M. Lévy-Bruhl ne commettrait pas à son tour un singulier contresens sur la pensée de ses prédécesseurs? Par *nature* humaine ont-ils jamais entendu autre chose que ce qui fait l'essence de l'homme, la « structure fondamentale de l'esprit » comme on nous disait tout à l'heure, en un mot la raison? Qu'il y ait dans l'humanité des types psychologiques différents, des mœurs, des façons de penser et d'agir différentes, qui l'a jamais nié, même parmi ces anthropologistes anglais auxquels s'en prend M. Lévy-Bruhl? Seulement ils expliquaient ces différences accessoires par un mauvais emploi des facultés normales : prédominance du cœur sur l'intelligence, des mécanismes associatifs sur l'activité conceptuelle, de l'imagination sur le raisonnement, etc. Est-ce là que veut en venir M. Lévy-Bruhl ? A plusieurs reprises il parle ici d' « habitudes mentales », comme dans *Le surnaturel et la nature* (1931) il parlait de « catégorie affective » (p. XXXIV). Que de temps et de peines il aurait perdus pour s'avouer finalement d'accord avec ses adversaires ! Tout au plus faudrait-il lui accorder le mérite — ou le parti-pris scientifiquement et moralement discutable — d'insister peut-être exagérément sur les différences, tandis que les autres insistaient sur les ressemblances (1).

(1) C'est ce que donnerait à penser le passage suivant : « A partir du moment où la mentalité primitive fait l'objet d'une analyse indépendante [mais cette indépendance est-elle justifiée?...], les perspectives se modifient. La science ne se trouve plus en présence d'un seul et unique type humain [quand donc s'y est-elle trouvée?...] : elle peut employer la méthode comparative, souvent si féconde [mais si dangereuse aussi : les anthropologistes n'en ont-ils pas abusé?], et s'appliquer à l'étude des différences *autant, sinon plus, que des ressemblances* [c'est moi qui souligne]. Ne méconnaissant plus les diversités [accidentelles...] que présentent les esprits humains dans la réalité concrète, elle s'élargit et, sur certains points, elle se renouvelle. » (p. 324.) — Oui, ajouterons-nous, pourvu qu'elle n'oublie jamais la contrepartie, la part des ressemblances, et qu'elle se préoccupe de la doser.

Mais non ! cet accord, il ne peut pas l'avouer, et il ne le veut pas. Car ce serait ôter la plus grande part de son originalité à une hypothèse qu'il a toujours présentée, et qu'il présente ici encore, comme appelée à renouveler la science et à en modifier les perspectives. Et que signifierait dès lors cette loi de « participation » à quoi il nous propose de réduire toute la pensée des primitifs, et qui ne serait autre que l'antithèse du principe de non-contradiction fondement de notre raison « civilisée » ?

Voilà pourquoi il tient à affirmer audacieusement la « constance des traits généraux » de cette mentalité étrangère à la nôtre, et à en démontrer l'étrangeté, une fois de plus, sur des exemples d'ailleurs habilement choisis. Mais enfin ce ne sont que des exemples, qu'il faudrait peut-être critiquer de plus près, et qui ne suffisent pas à nous faire admettre autre chose que ceci : il y a une certaine disposition, fréquemment observée chez des peuples divers, à accepter les mêmes croyances étranges ou absurdes, ou du moins difficilement pénétrables à la raison commune.

Or — toute la question est là — cette disposition est-elle présente au même degré chez tous les non-civilisés? leur est-elle propre? Le présent article ne réussira à en convaincre que le lecteur superficiel. Nous ne voudrions pas ennuyer ce lecteur superficiel. Mais il faut bien lui faire remarquer que des passages comme ceux-ci appellent les plus vives critiques :

P. 342 : « Selon l'expression d'un observateur américain, jamais (chez les Primitifs) le succès n'est obtenu par des moyens naturels. » — L'observateur américain exagère, voilà tout, et comme tant d'autres a trop vite fait de généraliser quelques constatations exactes.

P. 345 : « Ils (les Primitifs) n'ont ni l'idée ni le sentiment d'un ordre de la nature qui serait rigoureusement inviolable. » — Et chez nous, combien l'ont, cette idée? et depuis combien de temps? et d'ailleurs la croyance au déterminisme intégral est-elle si conforme à l'état présent des sciences physiques et naturelles?

P. 338 : Pour les Primitifs « tout malheur a une cause mystique ». — Et pour nos concitoyens? combien acceptent stoïquement que leur malheur soit dans l'ordre des choses naturelles?

P. 348 : « Les primitifs ne mettent pas la même distance que nous entre les objets inanimés et les êtres vivants. » — Nos enfants non plus, ni Aristote, ni la plupart des Anciens : est-ce là du prélogisme?

P. 346 : « Si on voulait donner de la mentalité prélogique une vue d'ensemble rapide, comme à vol d'oiseau, on pourrait dire, en isolant une de ses tendances les plus caractéristiques : « Ce sont des esprits pour qui le merveilleux des contes est réel, et le réel parfois aussi merveilleux que les contes. »

En ce cas, tous nos enfants sont des primitifs, et combien de nos artistes, et chacun de nous quand il dépouille sa défroque de positiviste! Inutile d'aller bien loin chercher des exemples. Tournez quelques pages de ce même numéro de la *N.R.F.* et lisez, sous la signature de M. Georges Duhamel, cette confession : « J'aime les fables. Que serait ma vie sans les fables? *Je marche au milieu des fables.* Elles fleurissent dans ma prairie, elles se mêlent à mes pensées, *elles sont mes pensées, elles sont moi. Je ne les distingue ni de moi ni de mon univers, de mon univers fabuleux* » (p. 384) — et plus loin (p. 391) : « *La vérité poétique est la seule, à mes yeux, la seule qui mérite mon amour.* » — Mais, mon pauvre Monsieur Duhamel, de tels propos sont dignes d'un Papou! Ou bien il faut admettre que cette disposition à confondre l'imaginaire avec le réel, comme dit M. Lévy-Bruhl, ou — dirons-nous plutôt — à ne pas vouloir se contenter du sensible ou du logique, est à la base de toute pensée esthétique et religieuse et se retrouve, plus ou moins développée, chez tous les hommes, quel que soit leur climat physique ou social? Mais alors on ne peut plus parler d'une fonction prélogique ni primitive, mais d'une forme élémentaire de la pensée humaine, dans ce qu'elle a, selon le terme de Cournot, de *transrationnel.*

C'est en arriver à notre troisième hypothèse; or c'est de ce côté, chose étonnante! que M. Lévy-Bruhl semblerait finalement incliner; car voici sa conclusion :

Pourtant, au moment même où nous apercevons le plus distinctement l'écart entre cette mentalité et la nôtre, nous ressentons

pour elle un intérêt qui n'est pas de pure curiosité, ni non plus uniquement scientifique. La description et l'étude de ses traits essentiels éveillent en nous une résonance lointaine, comme si des fibres secrètes se mettaient à vibrer sourdement. Ne s'agirait-il pas peut-être, sous le nom de mentalité primitive, de tendances et d'habitudes actives au plus profond de nous-mêmes, rebelles à l'analyse, irréductibles à la pensée claire, et que nos psychologies et nos logiques n'ont jamais tirées de l'ombre?

Ces éléments de la vie mentale, plus affectifs qu'intellectuels, le progrès de la pensée réfléchie et critique a pu, dans nos sociétés, les tenir en respect, les refouler, les discipliner. Il ne les a nullement extirpés. *En admettant que ce fût possible, serait-ce de tout point désirable?* (p. 352; c'est moi qui souligne).

La moindre réflexion sur la psychologie de l'artiste et du croyant devrait convaincre notre auteur, et que ces tendances profondes sont bien moins lointaines et cachées qu'il ne le dit, et qu'il n'est nullement désirable ni possible de les extirper. Mais n'est-il pas curieux de le voir marcher sur les brisées de M. Maurice Blondel, disant naguère à M. Fr. Lefèvre que l'apparent alogisme des primitifs pourrait bien être l'ébauche d'une logique plus profonde que celle des sciences (1)? — Tout de même, à quiconque a lu attentivement les ouvrages de M. Lévy-Brulh et se rappelle en particulier la quatrième partie des *Fonctions mentales*, est-ce que ce « repentir » final ne fera pas l'effet ou d'une entorse à la logique, qui surprendrait chez un tel auteur, ou d'une renonciation à ce qui constituait tout le suc — sinon tout le venin — de sa thèse, à ce *credo* positiviste qui lui était partout sous-jacent?

Si d'une part, à côté de façons de penser et d'agir qui déconcertent notre logique, on découvre chez tous les primitifs, et notamment dans leur activité technique et morale, de nombreuses preuves de l'existence d'une pensée parfaite-

(1) *Itinéraire philosophique de M. Blondel*. Paris, 1928, pp. 148-149. — Cf. la lettre de M. Blondel dans le *Bulletin de la Soc. fr. de Philosophie*, avril 1929, pp. 133-134.

ment rationnelle; si d'autre part il subsiste chez tous les civilisés, et notamment dans leur conscience esthétique, morale et religieuse, des modes de penser et d'agir qui ne sont pas réductibles au raisonnement mathématique ou expérimental, à quoi sert et que peut bien signifier désormais l'hypothèse d'une mentalité dite prélogique qui n'aurait de réalité séparée ni dans l'espace ni dans le temps, et qui ne serait ni antérieure ni extérieure ni forcément inférieure à la mentalité dite logique ou scientifique des civilisés? — Pour nous, nous avons le sentiment que M. Lévy-Bruhl a fait fausse route, qu'il s'en aperçoit, et qu'il prépare sa retraite.

ROBERT TROUDE.

A TRAVERS LES REVUES

La pensée

Un nouvel ouvrage de M. Maurice Blondel va paraître incessamment chez Alcan. Il comprendra deux volumes réunis sous le titre commun *la Pensée* : le premier tome étudie *la genèse de la pensée et les paliers de son ascension spontanée*; le second expose *le concours de la spontanéité et de la liberté dans le développement de la vie intellectuelle,* en montrant les risques, l'éducation normale et l'achèvement de la pensée. **La Revue de Métaphysique et de Morale** d'octobre-décembre publie l'introduction qui ouvre le premier livre.

Après avoir connu une forte opposition au projet de sa thèse sur *l'Action*, M. Blondel craint que le titre de son nouvel ouvrage n'apparaisse tellement philosophique, « que nul autre, ce semble, ne saurait l'être davantage ». C'est que l'on n'aura pas compris le véritable problème qui est posé :

> Notre première tâche est donc de discerner ce qui fait question, et de montrer que si, en fait, la pensée a d'ordinaire paru l'instrument propre à résoudre tous les problèmes, c'est elle cependant qui, préalablement à tous, fait elle-même problème. Pour être pleinement éclairante, elle a besoin d'être éclairée sur ses origines, sur sa nature, sur sa destination.

Le but de cette introduction est de faire sentir le besoin d'un examen nouveau, et après nous avoir dit « de quelles façons diverses le problème essentiel de la pensée a été méconnu, ou escamoté ou dénaturé par d'implicites et fausses solutions », puis « comment la pensée en acte conseille partiellement ce que la spéculation est exposée à rendre exclusif dans l'abstrait » ainsi que « les divers témoignages à recueillir pour appuyer et stimuler notre recherche »,

M. Blondel donne quelques *coups de sonde* pour nous faire entrevoir sa méthode « adaptée à une science intégrale de la pensée ».

D'abord un effort d'unité et d'intégralité :

il faut donc qu'en laissant de côté les oppositions et les applications indéfiniment extensibles, nous cherchions *ce qui est impliqué* en chaque pensée et en toute pensée, quelque chose de concret qui soit à la fois universellement et singulièrement présent, indépendamment des emplois particuliers, des imperfections ou des erreurs.

Et en outre :

Une science de la pensée requiert une étude intégrale, non pas simplement des états de conscience, mais de tout ce qui rend possibles ou réels ces états eux-mêmes...

Dans cette vie intégrale de la pensée, nous ne nous arrêterons pas premièrement aux belles synthèses et aux constructions achevées, mais, bien au contraire,

nous nous retournerons toujours en bas, si l'on peut dire, vers ces données élémentaires, dédaignées comme n'apprenant rien qu'on ne sache et regardées comme scientifiquement inutilisables. Voilà notre butin... Ces vérités foncières composent en effet l'atmosphère dont vit la pensée...

Et la méthode employée espère ne paraître s'éloigner de la vie intellectuelle, où les systèmes se heurtent tumultueusement, que pour donner, comme le ferait un poste de radiophonie d'orchestres éloignés,

une restitution beaucoup plus exacte et compréhensive de la symphonie totale de la pensée.

Nous ne cacherons pas notre sympathie pour un tel programme : ne rien exclure de la vie de l'esprit, s'attacher davantage aux affirmations nécessairement impliquées dans toute œuvre d'intelligence, revenir à l'expérience de la pensée et non point à une systématisation uniquement conceptuelle, autant de desseins que nous ne pouvons qu'approuver. Il reste que bientôt la trame psychologique de la pensée croise une autre trame, logique celle-là et nécessaire : toutes deux s'éclairent mutuellement, et la méconnaissance d'une seule

nous empêcherait d'y voir juste... Certaines expressions de M. Blondel dans cet article semblent dire pareillement. Nous attendrons, avec une certaine impatience la parution de son ouvrage pour voir si nous avons bien lu.

A propos de Spinoza

Le dernier **Bulletin de la Société française de philosophie** publie la séance tenue en l'honneur du troisième centenaire de la naissance de Spinoza. Trop de questions sont soulevées, et trop de solutions proposées, sur lesquelles nous aurions à apporter distinctions et réserves précises et détaillées, pour que nous puissions tenter un résumé et encore moins une critique des idées présentées. Bornons-nous à signaler que la discussion s'est ouverte sur une communication de M. Appuhn : l'on ne pouvait souhaiter guide plus averti que l'éditeur et le traducteur des œuvres de Spinoza. Or M. Appuhn est devenu un « spinoziste désabusé, qui n'a plus la même confiance en Spinoza ». Et devant l'angoisse de notre temps, n'ayant pas « l'espoir que tout deviendra clair quelque jour en nous et hors de nous », certain que « le spinozisme intégral reste pour le philosophe un idéal inaccessible », il se demande si, comme le pense M. Bergson, « le salut de l'humanité doit être cherché en dehors des voies de la raison, dans l'expérience mystique »? Telle n'est pas l'opinion de M. Appuhn et il oppose « au mysticisme... un humanisme chrétien qui maintient la dignité de l'homme sans se faire illusion sur son pouvoir ».

La discussion suivit, intéressante mais enveloppée des confusions que l'on peut supposer. Peut-être sa conclusion aurait-elle gagné en précision et en vérité, si l'on distinguait entre le faux et le vrai mysticisme. Qui ne voit que celui-ci ne reste pas à proprement parler en dehors de la raison, mais la domine en l'achevant? La question importante est donc de savoir s'il existe un véritable mysticisme et si le Bien vers lequel tend celui-ci ne s'identifie pas avec la Vérité? On comprend pourquoi l'Église a toujours voulu que les phénomènes mystiques soient soumis au jugement de la Foi, qui a pour unique objet, selon saint Thomas d'Aquin, que la discussion a évoqué, la Vérité première.

M. Rodrigues a conclu l'entretien de la sorte :

Plutôt que de chercher à « faire des dieux », qu'on cherche à faire simplement des hommes, et à les réaliser dans leur plénitude? N'est-ce pas le dernier mot et la vraie fonction de la morale?

Mais peut-être, dans notre monde, tel qu'il est créé, nous est-il impossible de devenir des hommes, si nous ne devenons des dieux....

Memento des Revues

Revue de Métaphysique et de Morale, octobre-décembre 1933. — H. Gouhier. *Les premiers rapports de Saint-Simon et d'Auguste Comte.*

Le fameux principe : *Tout est relatif, voilà le seul principe absolu*, est-il « passé » de l'esprit de Saint-Simon dans celui d'Auguste Comte?

Deux hypothèses : 1° ou bien le triomphe du relatif dans l'esprit de Comte est antérieur à ses rapports avec Saint-Simon; 2° ou bien Saint-Simon est avec son groupe la cause occasionnelle, pour ne pas dire plus, de cette transformation de la pensée de Comte. M. Gouhier a soutenu la première hypothèse dans l'ouvrage remarquable qu'il a fait paraître récemment : *La Jeunesse d'Auguste Comte et la formation du positivisme,* tome I.

Revue néo-scholastique, novembre. — F. van Steenberghen. *La deuxième journée d'études de Juvisy.*

Très intéressant compte-rendu de la journée organisée par *la Société Thomiste* en septembre dernier, où fut étudiée la notion de Philosophie chrétienne. Les conclusions communes sont nettement dégagées, et les critiques faites avec intelligence et pénétration : nouvel article à retenir au débat.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *La crise du parlementarisme.*

G. COQUELLE-VIANCE. *Le paternalisme et l'économie moderne.*

Esclavage, servage, corporations et paternalisme... Et maintenant? N'est-il pas temps de faire un nouveau progrès?

MARCEL LALOIRE. *Vers de profondes réformes.*

La politique belge à un tournant. Les congrès de Dinant et de Gand ont montré que les catholiques sont en tête de ce mouvement de réforme extrêmement important.

A.-D. TOLÉDANO. *Les rapports franco-allemands.*

Mieux vaut la vérité...

DANIEL-ROPS. *Jeunesses.*

Jeune-Europe. — Jeune Russie.

A. VIATTE. *Les « fraternités du sang » et le mouvement national-socialiste au Japon.*

DOCUMENTS

La politique belge. Discours prononcés aux congrès de Dinant et de Gand.

A travers les revues. Capitalisme — Communisme.

La crise du parlementarisme

« Comme dit M. de Tocqueville », aimait à répéter l'aimable perruche du Monde où l'on s'ennuie. *Pareillement Bossuet connaît un regain de faveur et de citation pour la phrase où il affirme que le pire défaut de l'esprit consiste à voir les choses non pas comme elles sont, mais comme on souhaiterait qu'elles soient.*

Cette affirmation mérite bien de passer en maxime, et tous les partis feraient sagement de l'inscrire en tête de leur programme. Leur plus grande faiblesse tient en effet à leur manque de sens critique aussitôt qu'il s'agit de leur propre conduite. Toute observation sur leurs méthodes ou leurs idées est reçue comme une marque d'hostilité. Comment ne voient-ils pas qu'en laissant à leurs adversaires le monopole d'un jugement rigoureux, et qui ne sera pas toujours inexact, ils les pourvoient de l'arme la plus efficace et la plus dangereuse ? Un parti qui n'a pas la clairvoyance de ses défauts et le courage de se réformer fait le jeu des autres partis.

Il faut en dire autant des membres du Parlement et de l'institution qui les abrite. Ils sont en train d'enterrer le régime parlementaire. Les coups des ennemis du dehors, qu'ils en soient persuadés, ne sont rien auprès de l'entreprise de démolition qui s'effectue par leur faute au dedans. Je ne dis pas et je ne pense pas que toute l'œuvre du Parlement ait été vaine. Mais c'est dans les moments de crise aiguë qu'il lui appartiendrait de montrer sa vigueur. Or il est trop vrai que nous le voyons incapable de tirer au clair, et de conduire à bonne fin, les grands problèmes qui réclament une prompte solution parce qu'ils touchent à nos centres vitaux. La machine tourne à vide. C'est donc la faute du personnel, mais cela pourrait être aussi l'indication de remiser une machine sans rendement. Et c'est pourquoi parmi les nombreux sujets dont l'urgence n'est pas niable, il en est peu qui le soient davantage que la réforme du recrutement, des attributions, et des méthodes de travail du Parlement.

Qu'on l'entende bien. C'est en esprit de sympathie que nous parlons. Entre le régime de l'autorité sans contrôle et celui de la liberté réglée collaborant au pouvoir, cette dernière solution nous apparaît comme la plus conforme, en France et aujourd'hui, au bien de la société. Mais à la condi-

tion, et c'est trop clair, que cette liberté accepte sa règle et soit fidèle à collaborer. Autrement tout est faussé.

C'est le cas présent. Toutefois, en le constatant, il faut éviter de partager l'illusion intéressée de quelques-uns qui, partisans chaleureux du régime capitaliste, s'abandonnent à la joie de piétiner d'avance le cadavre du parlementarisme. Les liens du politique et de l'économique sont trop étroits pour que le régime parlementaire n'ait pas subi la contagion d'un régime capitaliste profondément vicié. Sous la dictature de l'argent, les influences sont trop facilement à la merci des puissances financières. L'acte désintéressé est frappé de discrédit. Le bien public est mis à l'encan. La fonction tire sa valeur du profit matériel plutôt que de l'aptitude magnifique à servir.

D'autres, profitant du juste déclin du libéralisme économique, voudraient enchaîner le parlementarisme à sa mauvaise fortune, et, jouant sur les multiples équivoques attachées au mot libéralisme, *prononcent une condamnation globale de la liberté légitime dont le parlementarisme est issu. Ce sont là des astuces de partisans. Il y a un sain usage de la liberté et une saine conception du parlementarisme.*

Ses adversaires ne font pas une moindre erreur, ni un calcul moins trompeur, quand ils associent de façon indissoluble le destin du régime parlementaire à celui du régime démocratique. S'il n'y avait quelque puérilité dans les discussions de mots et d'étiquettes à quoi se délectent les partis, nous croyons qu'on pourrait soutenir sans paradoxe, et même avec une forte probabilité de raison, que les régimes fascistes sont des régimes populaires. Dans le cas de la monarchie héréditaire et aristocratique, où le gouvernement personnel est à l'état pur, le roi par naissance jouit de tous les droits et de tous les pouvoirs. La volonté populaire n'a aucune part. Au contraire Mussolini et Hitler ont été portés au gouvernement par la volonté du peuple, et ils n'y restent que par leur accord, qu'ils ont grand soin d'entretenir, avec le peuple. Ils sortent de ses rangs. Mussolini est né d'un forgeron, Hitler exerçait la profession de maçon, Dollfuss est paysan (comme Macdonald est mineur). Les classes naguère appelées dirigeantes sont domestiquées ou escamotées. Les fascismes inaugurent une sorte de démocratie autoritaire qui diffère assurément du parlementarisme, mais qui en est cependant moins éloignée que, de la monarchie absolue ou du tzarisme, **la monarchie libérale et parlementaire.**

Démocratie et monarchie possèdent la forme libérale et la forme autoritaire. Voilà toute la vérité.

Nous ne savons pas d'ailleurs si les régimes d'opinion ont trouvé leur forme définitive dans le type actuel du régime parlementaire. Il serait bien étonnant qu'on eût réalisé sans tâtonnement et du premier coup la perfection. Ce n'est pas une raison de le condamner, mais non plus de le considérer comme intangible. Autre chose est d'avoir le goût raisonné du régime parlementaire, autre chose d'en cultiver la superstition. La pire illusion serait d'imaginer qu'il se suffît à lui-même, et qu'il lui est loisible de tenir pour inutiles ces qualités fondamentales de l'autorité qui sont le don de prévoir et d'assurer la continuité, aussi bien que le pouvoir d'arbitrer souverainement et d'exécuter sans délai. Que le régime parlementaire fasse réflexion constamment sur ce point, et avec une rigueur d'autant plus grande qu'il entend contrôler l'autorité et coopérer à sa tâche. A l'instant où il l'entrave, il doit sentir qu'il fait fausse route.

Les discours, les échanges d'idées, nous ne les regardons pas comme négligeables. L'histoire des Parlements, et de notre Parlement, témoigne d'efforts d'intelligence et de généreuse résolution qui sont à leur honneur. Nous en tombons volontiers d'accord, et nous ne faisons pas difficulté d'avouer qu'à toute institution il est équitable d'accorder une bonne dose de faiblesse humaine. Mais il convient aussi de songer qu'il n'en est pas qui ait reçu promesse d'immortalité. Les institutions politiques sont sujettes à la vieillesse et à la mort. On en aperçoit les prodromes — et voilà qui mérite attention, n'est-ce pas ? — dans la lenteur à se mouvoir, dans l'incapacité des longs desseins, dans l'impuissance à suivre une idée, dans les bavardages continuels et stériles.

Au parlementarisme de voir s'il en est à ce degré, et s'il veut se réformer.

Non pas certes que là soit l'épine profonde où tout le mal a son origine. Nous ne commettrons pas la légèreté de le penser, dans ce pays égaré dans l'erreur de refuser toute place à Dieu. Mais enfin il faut commencer par le commencement. Si l'on veut débrouiller l'écheveau enchevêtré par une longue suite d'erreurs, un choix s'impose pour aborder la tâche pratique. Nous croyons que le redressement de l'institution parlementaire est le bout du fil.

CIVIS.

Le paternalisme et l'économie moderne

Une vieille conception, qui assimilait le patron à un père, que notre goût excessif pour les systèmes en *isme* a fait appeler : paternalisme, garde encore, dans certains milieux patronaux, dans l'esprit de quelques traditionalistes, des partisans attardés. Ce n'est pas que cette conception soit erronée en elle-même, qu'elle n'ait, sur notre régime encore vivace de lutte des classes, par exemple, maints avantages moraux et sociaux. Mais les sociétés évoluent, avec elles et dans une influence réciproque les mœurs et les institutions ; aussi est-il vain d'espérer maintenir un état des relations économiques lorsque les faits, les mœurs et les esprits s'y opposent de plus en plus. Dans les conditions qui étaient faites à l'agriculture médiévale, le servage, connu dans sa réalité et non suivant des légendes grossières, a maintenu, plusieurs siècles durant, un état d'équilibre et de justice acceptable. « Les générations modernes ne savent plus, dit Fustel de Coulanges, ce que c'est de trembler chaque jour pour sa moisson, pour son pain de l'année, pour sa chaumière, pour sa vie, pour sa femme et pour ses enfants... Elles ne savent plus ce que c'est que le besoin d'être sauvé. » Aussi n'entendent-elles pas comment des hommes ont pu jadis rechercher l'asservissement qui leur donnait une terre et, en général, la paix ; au point que, plus tard, on dut les affranchir par force et contre leur gré. Comprendre ces

sentiments passés n'implique pas, est-il besoin de le dire? une apologie du servage qui ne correspondrait plus à rien aujourd'hui. Il en va un peu de même pour le paternalisme que l'économie moderne rend chaque jour davantage impossible, inutile et même dangereux.

Avant de le montrer, écartons l'objection banale qui se formule ainsi : Vous préférez donc la lutte des classes! — Nous pensons que la lutte des classes aura été la grande et ruineuse déviation, imposée par l'individualisme et ses conséquences libérales et socialistes; une conception trouvée par Karl Marx dans l'héritage de la Révolution française élevée par lui au plus haut degré d'acuité, par quoi elle a, jusqu'ici, tout empêché. Mais, de la lutte des classes, comme du socialisme, nous sortons, encore que la France, à cet égard et à beaucoup d'autres, ne donne plus l'exemple et le ton, parce qu'elle somnole sans doute, mais aussi parce que le caractère français apportait aux mythes marxistes un tempérament que l'outrance germanique ou la passivité slave leur refusait. En sorte que tirer argument de la lutte des classes en faveur du paternalisme, c'est affirmer le blanc à cause du noir, dans l'oubli des couleurs, c'est oublier qu'il y a eu et qu'il y aura maints régimes des rapports économiques, dont un certain nombre, fort divers, relativement justes et par conséquent acceptables.

1. *Nature, devoirs et droits de la paternité*

Nous l'entendons, il va sans dire, de la paternité dérivée, au titre second, qui s'exerçait jadis dans l'entreprise.

Or, voici, au XIIIe siècle, un tout jeune homme, presque enfant encore, que ses parents destinent à quelque métier déterminé. Il n'a d'autre voie que l'apprentissage; encore

devra-t-il s'y faire agréer, trouver un patron qui accepte de l'enseigner, pendant un nombre d'années que ni lui, ni le maître n'auront à discuter, car les statuts de la corporation l'ont fixé, ainsi que les modalités du contrat d'apprentissage. L'enfant que nous imaginons entre en effet dans un corps social, qui sa vie durant le soutiendra et le contraindra. Apprentis, compagnons et maîtres, prudhommes-jurés ou maîtres du métier, élus souvent par les patrons et les ouvriers : il évoluera au milieu de cette hiérarchie, sur les degrés de laquelle il montera peu à peu. Il contribuera, par un droit payé au début de son apprentissage, par des cotisations croissantes plus tard, à la vie d'un ensemble organisé dont il bénéficiera. Car la corporation règlemente les modalités de l'apprentissage, dont les jurés sont les protecteurs désignés, comme elle arrête les lois et coutumes du métier ; elle fixe, le plus souvent, la durée du travail, la redevance de l'apprenti, et parfois même le salaire des compagnons ; elle n'est pas indifférente aux épreuves des siens, elle a souci des malades, des vieillards et secourt le plus souvent le maître ou le compagnon tombé dans la misère ; parfois même, elle place les ouvriers venus du dehors ; jamais elle ne leur permet de tomber en mauvaise vie. A coup sûr le fonctionnement de ce corps familial est humain, déficient en conséquence ; au moins est-il une institution, courbée à des fins de justice, doublée d'une ou plusieurs confréries qu'une foi anime : il suffira toujours d'un juste pour la redresser.

L'apprenti vivra en général chez son patron, à son atelier, à sa table, parmi les siens. Devenu compagnon, il sera le plus souvent logé et nourri par le maître, le même ou un autre, qui l'emploiera, ne le jettera pas à la rue s'il est malade, si même le travail manque quelque temps ; il n'aura plus de salaire alors, mais au moins le vivre et le

couvert. Et si la ruine survient, le grand corps sera un abri à l'un et à l'autre. L'apprenti, le compagnon vivra dans l'espoir de devenir maître à son tour, le cas n'est pas rare, et son salaire, qui lui est un gain à peu près net, peut s'accumuler presque tout entier. Il sera concurrent s'il réussit, dans la mesure où cette loi corporative, qui pèse sur tous, laisse champ libre à la concurrence; mais, si le commerce est facile — il ne faut pas trop demander aux hommes —, le maître saura bien conseiller, aider même son établissement. En attendant, il est de la famille, en tutuelle un peu, mais garanti, mais protégé contre les coups du sort; à travers les années, dans les facilités d'une foi commune au même Christ, une amitié naîtra, non d'égal à égal, mais de maître paternel à compagnon, tous deux unis dans un travail commun. Et vis-à-vis de ce collaborateur dévoué, le maître ne se croira pas libre de tous devoirs, à beaucoup près; n'eût-il pas naturellement bon cœur ou vive charité, que la tutelle corporative, les mœurs communes lui ôteraient le désir d'être cruel ou seulement indifférent; au demeurant, le patron n'est pas lointain, mais tout proche, même travail, mêmes intérêts dans une large mesure, même table, même foyer.

Nous ne brodons pas un conte bleu. Encore une fois, l'institution est humaine. On l'a vue fléchir peu à peu sous l'égoïsme au cours des siècles, fléchir et se scléroser au point de devenir une entrave au grand nombre, un instrument à quelques-uns. Mais aussi, — il faut être juste, — on a vu sa déviation s'accélérer sous la pression des événements. La concurrence des marchandises étrangères, après la Renaissance, se fit de plus en plus puissante; au temps de la Fronde, les maîtres des métiers en demandaient la prohibition complète; sous Colbert, ce fut un tarif douanier, puis les Compagnies de commerce qui trafiquaient avec les pays « estranges », les manufactures,

royales d'abord, privées ensuite mais avec privilèges. Les cadres étroits fixés par les corporations au travail paisible des hommes se brisaient peu à peu, parce que l'économie du monde se transformait. On ne sut pas les ajuster.

N'empêche qu'une sagesse avait, pendant de longs siècles, résolu à peu près le problème dans une atmosphère paternelle, de paternalisme, comme on dit aujourd'hui. Mais les pseudo-pères, les patrons, payaient, comme les vrais, par de lourds devoirs, leur droit à la paternité. En fait, que sont les droits de celle-ci auprès des devoirs qu'elle impose? L'écart est si grand des uns aux autres qu'il n'est d'explication que dans l'amour. D'où il appert qu'un vrai paternalisme exige un peu d'amour.

Aujourd'hui, sur un coup de téléphone, un Citroën fait avertir 5000 ouvriers qu'on les « réglera » à la fin de la semaine. Ensuite, pour ceux-là, plus rien que la recherche angoissée. Mais aucun peut-être des 5000 n'a jamais vu Citroën. Et d'autres patrons moins lointains font de même. Il arrive qu'ils peuvent y être contraints la mort dans l'âme, s'ils sont justes. D'aucuns, nous en connaissons, emploieront vingt ruses pour retarder l'heure du congédiement : ceux qui pensent aux foyers, demain dévastés. En pères? Non! simplement en hommes qui n'ont pas perdu tout sens de l'humain.

Au fait, n'a-t-on pas vu devant la crise actuelle, — 30 millions de chômeurs, ô paternalistes! —, la réaction quasi unanime du patronat français, réduisant peu à peu le temps de travail hebdomadaire, pour éviter, dans la mesure du possible, les congédiements brutaux? Ceux qui connaissent un peu le fonctionnement des entreprises modernes peuvent seuls comprendre les difficultés qu'impose souvent une marche au ralenti. Mais un régime de fer pèse sur tous, « une vie économique horriblement dure, implacable, cruelle ». Saluons ceux de ces grands

chefs qui ont vraiment gardé au cœur des sentiments de paternité. Ils n'en peuvent plus exercer les devoirs.

2. *Recherche de la paternité*

Ici gardons-nous de l'esprit de système. Il fait ravage aujourd'hui, et nous serons bientôt accablés par les « plans » de nouveaux régimes économiques, tous assurés, au gré de leurs auteurs, d'une parfaite réussite dans l'instauration des cités futures. Si nous n'avions encore que des « plans » sur papier !... Mais l'utopie pénètre les « cerveaux » assemblés en clubs, autour des gouvernements, et on réalise. Deux plans quinquennaux ont mis une partie de la Russie à la famine. Le plan Roosevelt, à vrai dire fort variable et même incohérent, est à la veille de donner ses fruits amers.

En matière sociale et économique, il n'y a pas de plans, au sens rationaliste. Les réalités sont devenues trop complexes, et l'activité d'un gouvernement ne s'exerce ici que sur un réseau inextricable de libertés humaines, habiles et souples. Nul moyen sûr de les confondre, que de les informer d'abord d'un corps d'idées communes — ce fut la grande force du libéralisme économique —, de principes directeurs dont l'application doit être l'œuvre d'une expérience patiente et prudente, résolue à n'avancer que pas à pas, guidée par les principes d'une part, par les réactions vivantes de l'autre. La première règle prudentielle, en l'occurrence, consiste à bien savoir que c'est toujours plus compliqué que nous ne le pensons. Cette règle s'applique à notre sujet.

Nous avons invoqué plus haut le cas des grandes entreprises. Elles ne sont pas les seules, à beaucoup près ; fait certain, particulièrement oublié aujourd'hui, après les

ravages opérés par le système capitaliste et son instrument de choix, la société de capitaux qui absorbe l'attention.

Le recensement fait, en France, au cours de 1926 donne pour les « établissements », groupe de personnes travaillant en commun, abstraction faite des services publics, chemins de fer et tramways, domestiques, personnel des cultes, journaliers et manœuvres sans attache, la répartition suivante :

Établissements de	Nombre d'établissements	Nombre de pers. occupées
2 à 5 pers.	3.459.162	9.217.264
6 à 10 —	94.934	830.639
11 à 20 —	44.307	697.452
21 à 50 —	28.176	919.999
51 à 100 —	8.893	639.111
101 à 200 —	4.623	646.750
201 à 500 —	2.464	744.502
501 à 1000 —	679	464.628
plus de 1000 —	406	1.024.183
travailleurs autonomes isolés	2.623.913	2.623.913
	6.167.647	17.808.441

D'où il résulte que le nombre des établissements n'occupant que de 1 à 5 personnes (en y comprenant les travailleurs, artisans et commerçants isolés) est de 5.983.075 sur un total de 6.167.647, et que ces établissements assurent la subsistance de 11.841.177 salariés et chefs d'établissement sur un effectif de 17.808.441 personnes. D'autre part, le nombre des établissements occupant plus de 500 personnes n'atteint que 1085 sur un total supérieur à 6 millions ; et, sur le même total, on ne compte que 8172 établissements d'effectif supérieur à 100. Ces chiffres jettent une lumière utile sur la complexité humaine de notre économie.

Allons au pays de la concentration outrancière, aux

États-Unis. Une enquête de la revue *Factory and industrial management* nous apprend que le nombre des établissements occupant plus de 500 salariés est de 1,4 o/o du total (14 pour 1000 aux États-Unis, contre 3 pour 10.000 en France (1), si l'on excepte les isolés); la revue américaine insistait sur l'importance sociale de la petite industrie et de l'artisanat.

Par quoi, la recherche de la paternité nous apparaît singulièrement difficile. Un certain paternalisme, une amitié, une camaraderie même — on l'observe aisément — serait encore possible dans ces entreprises qui rassemblent 2, 5, 10 personnes. Encore ne conviendrait-il pas de demander au patron l'exercice complet de ses devoirs « paternels ». Il n'en a plus les moyens. En réalité même, cet exercice est normalement impossible aux individualités privées, il exige le soutien d'un corps professionnel organisé et riche, comme l'étaient les anciennes corporations, sans compter un esprit commun qui est, là comme ailleurs, la condition de tout le reste.

Dans l'entreprise moyenne de forme personnelle, abritée de la tutelle capitaliste, il peut encore arriver que

(1) Relevons ici une vérité de fait pour les amateurs de plans. Au régime actuel, un petit nombre de puissantes entreprises suffit à installer une surproduction ruineuse; par la puissance de leurs moyens, elles noient les entreprises moyennes et petites et leur impose l'état de crise, dès qu'elle passe la mesure. Pour le comprendre, il suffit de se rappeler qu'un Bata aurait pu, moyennant quelque développement, suffire à chausser les pieds de tous les Européens d'Occident — et qu'un Ford approvisionnerait sans peine tous les usagers américains de l'automobile, supposé disparus tous ses concurrents. D'où il appert que la réglementation mesurée de la production serait beaucoup plus facile qu'on le croit, lorsqu'on imagine des économies nationales tout entières au régime de la grande entreprise. Il suffirait de frapper ou plutôt de modérer en haut, de contraindre quelques puissants. Mais combien de gouvernements peuvent s'attaquer aux intérêts capitalistes liés à ces monstres de la production moderne?

des conditions heureuses et la vertu d'un chef étendent, sur les salariés, une protection affectueuse, sinon paternelle. Et nous entendons encore ce patron, qui dirige quelque deux cents ouvriers, nous expliquer comment il comprenait son devoir de protection sur les foyers agrégés à sa maîtrise. Nous l'entendons surtout nous donner la preuve décisive : « Depuis deux cents ans mes grands-pères, mon père et moi-même nous conduisons cette usine. Or, nous avons tenu, mais nous n'avons jamais fait fortune. »

Mais il advient souvent que les apologistes du paternalisme se rencontrent parmi ceux qui forment le grand patronat, selon l'expression consacrée, et qui commandent à de petits peuples. On en trouve même chez les conducteurs de grandes entreprises, exploitées par des sociétés de capitaux. C'est alors une gageure, lorsque la thèse ne dissimule pas des mobiles secrets. Aucun doute cependant n'est permis : la grande entreprise moderne est conduite par un chef ou un conseil directeur, elle ne laisse plus de place à un patron. L'homme qui la conduit est lointain, à peine connu, absorbé par sa tâche écrasante. Autour de lui nécessairement se constitue un ministère de chefs de service ; au dessous, une hiérarchie, souvent complexe, rejoint, par degrés successifs, l'ouvrier et le manœuvre, qui vit dans la société, non des hommes, mais des machines. Profondément vrai est le mot de M. l'abbé Lallement qui voit, dans la grande entreprise, *non pas une famille agrandie*, *mais une cité en réduction.*

Dans ces immenses ruches, l'autorité prend inévitablement, *mutatis mutandis*, une forme politique. Celui ou ceux qui conduisent ne peuvent se dispenser d'une politique intérieure et extérieure, que les circonstances entraînent si loin parfois qu'elle va jusqu'à déborder sur le plan social ; ainsi la grande entreprise isolée, dirigée souvent

par un chef lointain, doit pourvoir au logement, à la nourriture, au divertissement même de ses salariés. Et, si le commandement s'inspire de quelque théorie économico-sociale, désintéressée ou fructueuse, on verra cette politique se traduire en lois, impérieuses quoique non écrites. Un Ford, convaincu de la nécessité d'augmenter les salaires pour accroître la « consommation » et donc la « prospérité », ne se contentera pas d'édifier des villes pour son peuple, il entendra que les salariés « consomment », c'est-à-dire dépensent d'autant plus qu'il leur fera gagner plus ; et ce sera la loi économique de la cité fordienne, dont un service de surveillance, nous allions dire de police, assurera l'exécution. Nul paternalisme ici, mais la gestion raisonnée d'un bien commun, au nom de principes supérieurs — vrais ou faux, il n'importe — qui tous relèvent d'une notion clairement exprimée de l'intérêt général. Dans le même esprit, l'entreprise pourra venir en aide, quelque temps, aux malades ou aux éprouvés ; ce ne sera pas comme à des membres d'une même famille élargie, mais comme à des concitoyens d'une cité. Bien mieux, l'infirmerie ou l'hôpital, la crèche ou la pouponnière, le restaurant ou la coopérative naîtront d'un service administratif spécial, confié à un ministre qualifié. Plus de père et d'enfants ou de mineurs en demi-tutelle, mais protégés : nous rassemblons les membres d'une petite société, ordonnée à des fins strictement économiques, liée par un intérêt général évident et hiérarchisée sans faiblesse pour une gestion exacte du bien commun.

On doit convenir qu'il y a là une préfiguration de l'avenir, moyennant un redressement des principes directeurs, en ce qu'ils ont d'erroné : autant que la grande cité politique, la petite cité industrielle doit faire de la justice sa loi ; elle ne trouvera la paix et l'équilibre qu'à

ce prix, auquel chaque partie devra contribuer, car la justice se prend d'obligations réciproques. Aujourd'hui déjà certaines grandes entreprises constituent un ordre vrai; il suffit que l'autorité y soit humaine, ce qui ne veut pas dire nécessairement paternelle, mais simplement soucieuse d'un minimum de justice distributive, des exigences propres aux foyers assemblés, du respect dû à la personnalité des travailleurs associés, ce qui implique, pour le chef, le maintien d'un certain ordre moral. Non qu'il ait à user ou abuser de son autorité, pour contraindre, comme il arrive, par des moyens directs ou détournés : il n'a pas qualité, ni mandat pour faire école de vertu, mais, comme l'autorité politique encore, il peut et doit en exiger certains actes extérieurs, et maintenir, dans l'entreprise et alentour, les bonnes mœurs qui s'y réfèrent.

Toutes les grandes entreprises n'en sont pas là, malheureusement. La règle la plus générale est l'égoïsme d'une direction qui embauche, paye et débauche, ou qui laisse partir l'ouvrier, et se donne quitus à si bon marché. Çà et là, quelques avocats du paternalisme; mais, si l'on y regarde de près, on ne tarde pas à deviner qu'il s'agit au vrai de maintenir les salariés en dispersion, ou d'appuyer, par l'affirmation de devoirs auxquels on ne croit guère et qu'on ne peut remplir, certaine hostilité de principe à toute législation sociale, qui prend racine au libéralisme économique. Un degré au dessous, nous rencontrons l'entreprise livrée aux financiers, qui ne « produit » pas des machines, des denrées ou des maisons, mais de l'argent, en utilisant deux instruments : des hommes appelés ouvriers et des machines; là ne se posent plus que deux questions : combien rapportent les tantièmes? à quel taux le dividende? Or, la cupidité n'a d'autre loi qu'elle-même.

3. *Majorité des enfants*

Si forte que soit une famille, si juste et affectueux le père, vient le temps où les enfants atteignent la majorité, à moins qu'ils le croient seulement, ce qui revient au même. L'autonomie d'une personnalité s'affirme alors, plus ou moins complètement, par un esprit et par des actes. Dans une certaine mesure, on peut dire que les salariés, devenus prolétaires après les dévastations révolutionnaires, se sont ainsi émancipés, au cours du XIXe siècle. Les discours électoraux portent le fait à l'actif de la « démocratie parlementaire » ; en réalité, elle y est pour peu de chose, car l'évolution capitale, en l'espèce, s'est accomplie, par réaction contre les excès du libéralisme et les misères engendrées, sous l'influence du socialisme, français d'abord, marxiste ensuite, pendant la Restauration, la Monarchie de Juillet et le Second Empire. Par la destruction des corporations vieillies et sous l'influence de l'économie libérale, la classe ouvrière, *installée* dans les corps de métier, s'est transformée peu à peu en un prolétariat *campé* dans la nation, pour reprendre les expressions d'Auguste Comte. Le ravage des corps professionnels engendre l'isolement dans le travail et souvent dans la misère ; l'ouvrier a pris l'habitude de vivre seul, jusqu'au jour où le mythe de la lutte des classes est venu lui rendre, avec l'espoir d'une cité meilleure, le sentiment d'une solidarité. De ce sentiment et de cet espoir, il s'est nourri pendant près d'un demi-siècle, plus ou moins selon les nations et les régions. Il y trouvait l'aliment d'un goût nouveau pour des associations unilatérales, mais aussi il en était écarté de toute organisation professionnelle et de la stabilité qu'il y eût trouvée. En même temps, l'individualisme libéral qui pénétrait les

milieux patronaux, les réactions que le syndicalisme révolutionnaire y suscitait, n'étaient pas sans élargir un fossé, qu'aucun rapport direct, dans les grandes et moyennes entreprises au moins, ne pouvait plus supprimer. On s'est séparé, dans un éloignement toujours aggravé, les pensées distantes ne se rejoignaient plus.

Tout sentiment commun de l'intérêt professionnel ainsi disparu, l'ouvrier venait à l'usine ou à l'entreprise gagner un salaire, qu'il voulait aussi élevé que possible; la prospérité du métier ne le regardait pas, mais seulement le patron qui, croyait-il, en bénéficiait seul. Le chef d'entreprise n'embauchait la « main-d'œuvre » que pour qu'elle exécutât une tâche matérielle nécessaire, moyennant un salaire aussi bas qu'il se pouvait; les heurs et malheurs de l'entreprise le concernaient lui seul, et, dans la mesure où il admettait une solidarité avec ses concurrents, la réunion de ces derniers. En sorte que les relations du patronat et de la classe ouvrière se bornaient à la discussion du taux des salaires et du temps de travail. Contre la pression des salariés les chefs d'entreprise en appelaient à la protection des pouvoirs publics, contre les refus de ces chefs les ouvriers s'en remettaient à leurs organisations syndicales et à leurs violences révolutionnaires, non sans intervenir dans le développement d'une législation sociale qu'ils influençaient. Mais en même temps, les uns et les autres déniaient à l'État tout droit d'intervenir, soit parce qu'il était « bourgeois », soit parce que les dogmes libéraux s'y opposaient.

Jours sans gloire de la lutte des classes qui ont laissé, dans les esprits, maints préjugés et maintes erreurs, vivaces encore aujourd'hui. Sans doute les idéologies ont évolué; l'après-guerre a ouvert l'Occident européen aux influences américaines, particulièrement au système qui lie la production et la consommation, refoule l'épargne,

surnommée thésaurisation, et fait des hauts salaires un élément de prospérité, système faux si on ne le sépare de l'outrance américaine et si on n'y rétablit l'équilibre et la mesure. Sans doute, un grand nombre ont retrouvé par là le sentiment d'une unité, d'une solidarité supérieure aux intérêts divergents dans les entreprises. Mais que de préjugés encore séparent les esprits, malgré la décadence universelle du socialisme, malgré l'abandon progressif des mythes marxistes !

Il reste qu'après cette longue séparation qui s'achève sans qu'on puisse dire encore qu'elle ait pris fin, les esprits sont profondément changés. Vouloir maintenir un quelconque paternalisme serait une gageure bien vaine. Les chefs ne sauraient s'y plier, au moins dans les grandes entreprises ; ils n'en ont plus ni les moyens, ni le temps, ni l'esprit. Au demeurant, les salariés n'en veulent plus et, le plus souvent, s'en révoltent ; il arrive qu'ils le subissent çà et là, par nécessité, lorsque la direction d'une entreprise, isolée le plus souvent, s'y tient, dans la mesure où il est possible encore ; mais le cœur n'y est plus, ni la raison. Et dans les centres industriels, le maintien de ce régime particulier devient même impossible.

Ainsi l'autorité dans l'entreprise et dans les corps professionnels a pris une forme qui s'apparente à l'autorité politique. S'il y a place encore pour des amitiés particulières, il n'est plus possible d'y concevoir des sentiments et des rapports familiaux. Notons que la crise actuelle n'est pas faite pour ralentir cette évolution des mœurs : lorsque le désordre économique, subi par les chefs d'entreprise — les vrais, nous ne parlons pas des financiers — et les ouvriers, en vient à imposer la négation des droits les plus essentiels à l'homme vivant en société, comme le droit à l'existence et le droit au travail, l'un et l'autre irrégulièrement compensés aux chômeurs par les États, il

est bien difficile d'invoquer une paternité, si lointaine et confuse soit-elle. Au surplus, le retour fort net à la notion de bien commun, qui ruine au vrai toute l'idéologie libérale (en ne permettant plus au chef d'entreprise de se croire l'unique artisan de la prospérité commune et d'oublier tout ce qu'il reçoit pour lui et ses salariés, de ce bien commun même), relève, dans l'économie moderne contraire au paternalisme, la conception de l'intérêt du métier, de la profession, du service que tous doivent à l'institution dont tous vivent. A cette transposition, la réaction profonde contre les excès de l'argent, suscitée par les excès du régime capitaliste, apporte une notion nouvelle ; car nous allons ainsi au rétablissement d'une hiérarchie de valeurs plus humaine, qui ne permettra plus d'asservir le travail au capital et de donner, sans discussion, la maîtrise à l'argent, à celui qui le possède ou qui représente ses possesseurs.

Nous relevons ici des inflexions, des tendances, plutôt que des gains acquis. Il n'en reste pas moins que, si le mouvement actuel vers une organisation corporative (1), renouvelée et ajustée aux réalités de l'économie moderne, n'est pas dévié, tous ceux qui contribuent à l'activité économique, dans une profession, s'y retrouveront comme facteurs d'un travail commun, selon leurs fonctions respectives, non plus comme pères et fils, protecteurs et protégés, mais comme membres de cités réduites, majeurs tous, quoique diversement placés dans une hiérarchie nécessaire, et tous capables de connaître au mieux les réalités de leurs fonctions respectives et, par le bienfait

(1) Nous pensons surtout au mouvement qui s'observe à l'étranger, car, en l'espèce, la France brille surtout par l'anarchie que lui impose une démagogie parlementaire qui a tout pénétré, même les organisations syndicales, qu'elle maintient dans la dispersion.

d'institutions corporatives, les réalités et les exigences du tout. Gain? recul? Sur ces questions naîtraient maintes disputes. Nous pensons, quant à nous, que, moyennant une éducation également nécessaire aux patrons et aux ouvriers, supposé surtout que les corps professionnels soient tutélaires à tous, soumis au contrôle de l'autorité et complètement abrités de l'intrusion des clans politiques, ce stade nouveau constituera un progrès humain sur le paternalisme d'antan. Car, si une autorité est nécessaire à l'entreprise comme à la cité, il n'est pas dans sa nature qu'elle déborde, même paternellement, sur la vie privée de ses sujets. Politique ici et ordonnée à un bien commun qui assure la parfaite suffisance de la vie, économique là et gérant un bien collectif qui donne à tous le nécessaire, il n'est pas plus requis de l'une qu'elle s'étende en paternalisme, qu'il n'est permis à l'autre de se substituer au père et de s'emparer de l'éducation. Ici et là domine la règle de justice qui n'est pas contraire aux transpositions de la charité et des amitiés, mais les permet, qui ne s'oppose pas aux hiérarchies nécessaires, car elle les fonde. Le régime de l'esclavage est infirme auprès du servage, qui le cède à la communauté corporative, où les uns protègent les autres comme des pères. Mais au dessus, en plus riche valeur humaine, il faut placer la société, grande ou petite, où tous respectent le droit et servent un bien commun, en hommes libres : il suffit que chacun y soit apte à porter le poids de sa liberté.

GEORGES COQUELLE-VIANCE.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Lettre de Belgique

Vers de profondes réformes

A l'extérieur de nos frontières on paraît ne pas s'apercevoir des changements sérieux qui se préparent dans notre pays. Le problème de la réforme de l'État est posé à l'opinion publique belge. Non point que nous ayons eu brusquement la révélation de la faiblesse ou de l'impuissance de notre régime libéral. A rechercher les origines du mouvement actuel des idées en Belgique, on remonterait sans peine aux discussions qui, au siècle dernier, opposaient chez nous partisans de la thèse et partisans de l'hypothèse sur la question de la liberté, de la démocratie...

On s'accorde à reconnaître que la Constitution belge, adoptée par le Congrès National en 1831, est un chef-d'œuvre de modération, de bon sens et de libéralisme : élaborée par des hommes qui avaient subi plusieurs expériences successives de régime personnel et assisté aux succès et aux revers de révolutions nationales, cette Constitution s'était moins souciée de proclamer les droits du citoyen belge que d'établir un harmonieux équilibre entre les pouvoirs. Pourtant nos Constituants, dans la crainte d'un retour du régime personnel, s'étaient préoccupés d'imposer des limites très strictes aux pouvoirs du Souverain, d'entraver son action, de préciser les attributions du pouvoir législatif.

Telle quelle, cette Constitution a survécu à tous les orages d'une vie politique qui fut souvent très agitée. Les seuls changements qu'elle ait subis ne portent guère que sur les conditions mises à l'électorat et à l'éligibilité.

Mais, en un siècle, les mœurs politiques ont considérablement changé ; la Constitution, dans bon nombre de ses règles, a subi les atteintes du temps ; elle a été déformée par

les hommes chargés de l'appliquer. Tels pouvoirs théoriquement reconnus au Souverain sont, en fait, limités, pour ne pas dire supprimés par les partis. La Constitution, dans le modèle anglais, supposait l'alternance au pouvoir de deux partis. Jusqu'à la fin du siècle dernier, deux partis se succédaient au pouvoir : le parti catholique et le parti libéral. Leur existence est bien antérieure aux journées révolutionnaires de 1830 : le parti catholique est l'héritier de l'ancien parti *statiste* ou patriote qui, sous Joseph II, groupait les ordres, les métiers, les paysans hostiles à la politique césaro-papiste de « l'empereur sacristain », tandis que le parti libéral continue la tradition du parti « vonckiste », rallié aux idées du siècle, prônant la souveraineté populaire, l'avènement d'un régime democratique, la séparation de l'Église et de l'État, et qui se recrutait surtout dans la bourgeoisie des villes, parmi les jeunes intellectuels et les fonctionnaires.

Le parti socialiste belge s'est constitué définitivement en 1885. Le système électoral en vigueur depuis l'armistice rend impossible l'existence d'une majorité stable; nous vivons sous un régime de compromis : la coalition catholique-libérale se révèle, à l'épreuve, la moins mauvaise. Mais elle oblige les partis à faire le sacrifice de certaines de leurs revendications et elle fait du parti libéral, réduit à quelques sieges, un appoint indispensable maître des destinées du gouvernement. Les partis sont divisés en groupes et en sous-groupes. Le recrutement du personnel parlementaire est soumis aux clubs qui font la loi des présentations de candidats. Pas de majorité stable, pas de continuité dans la politique gouvernementale. Pouvoir exécutif affaibli, discuté, mis en présence d'un Parlement trop nombreux, s'occupant de tout, prétendant substituer à son droit de contrôle *a posteriori* le droit de fixer des directives au gouvernement. Sessions trop longues, travail parlementaire mal fait, lois bâclées, aucune règlementation sérieuse du droit d'amendement et du droit d'interpellation.

Tous les partis reconnaissent ces défauts de notre mécanisme parlementaire et tous paraissent décidés à rechercher

avec le gouvernement les remèdes à y apporter. C'est une première et importante indication.

Mais certains vont plus loin. Ne parlons pas de ceux qui rêvent d'envoyer le Parlement en vacances et d'établir une espèce de dictature : ceux-là n'auront jamais qu'un succès relatif dans un pays comme le nôtre si fermement attaché à ses institutions représentatives. Mais on se préoccupe dans beaucoup de milieux d'améliorer ces institutions représentatives, de leur donner un meilleur rendement, d'assurer une représentation nationale plus sincère, plus efficace. La représentation de la nation paraît fort théorique en présence de certaines puissances économiques, financières, certaines « congrégations économiques » qui tiennent en mains pratiquement toute l'armature économique, industrielle, financière et coloniale du pays. La représentation nationale paraît fort illusoire quand elle est exercée par des hommes élus au petit bonheur sur des listes faites on ne sait trop comment et soumis à un suffrage préliminaire de quelques membres d'une association politique plus ou moins vivante. Un régime de ce genre n'est populaire qu'en apparence.

C'est, on le reconnaît, un des défauts essentiels de la démocratie de n'être pas organisée, et c'est vers l'organisation de la démocratie que tendent les efforts des réformateurs. Pas de fascisme, pas de dictature, mais la liberté organisée; pas de socialisme d'État, mais une démocratie meilleure, une représentation populaire plus sincère.

Tels sont les thèmes des débats actuels qui paraissent passionner l'opinion belge. Les catholiques, disons-le à leur honneur, ont été les premiers, chez nous, à poser publiquement le problème. Ils l'étudient, dans leurs associations et leurs journaux, depuis plusieurs années : il n'est même pas exagéré de dire que depuis 1919, année au cours de laquelle fut adopté le suffrage universel pur et simple à 21 ans, le problème a été constamment soulevé, même au Parlement. On avait songé à introduire dans notre code électoral le principe d'une représentation des intérêts; l'idée n'était pas mûre; on s'est borné à adopter une formule de cooptation

limitée pour le Sénat. L'évolution des idées, sous l'influence des événements extérieurs, s'est considérablement accélérée depuis peu.

A Dinant, les 4 et 5 novembre derniers, la Fédération des Associations et des Cercles Catholiques, qui représente, au sein de l'Union Catholique belge, la droite traditionnelle, conservatrice, a tenu sa soixantième session annuelle. A Gand, les 11 et 12 novembre, la Ligue Nationale des Travailleurs chrétiens, l'aile démocratique du parti, a tenu son onzième Congrès. La réforme de l'État était à l'ordre du jour de ces assises. Le premier Ministre Comte de Broqueville et plusieurs membres du gouvernement ont assisté à ces débats et y ont pris la parole. La presse a fait longuement écho à leurs paroles (1).

Un des orateurs dont les paroles ont eu le plus de retentissement fut M. Paul Crokaert, en qui on reconnaît un des représentants les plus autorisés de ce que je serais tenté d'appeler le « parti du mouvement ». M. Paul Crokaert est sénateur catholique de Bruxelles, ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats, ancien ministre des Colonies et de la Défense Nationale. Ministre de la Défense Nationale, M. Paul Crokaert brisa l'élan révolutionnaire qui, en juillet 1932, faillit emporter le pays, à un moment où, le Roi absent et le premier Ministre retenu à Genève, nous étions sans chef. M. Paul Crokaert a dressé à Dinant un réquisitoire implacable contre les forces financières, contre les excès de l'hypercapitalisme, contre l'irresponsabilité ministérielle. Il a proposé la limitation du nombre des parlementaires, la réduction de la session du Parlement, que la préparation des lois soit confiée à un organisme législatif permanent et qu'une loi décrète la responsabilité des ministres. Autorité, responsabilité, solidarité, telles sont les consignes maîtresses qu'il a tracées à la nation, et sa voix a fait une impression puissante.

Le lendemain, le Chef du Gouvernement, Comte de Bro-

(1) Voir aux « Documents », page 296, les extraits des principaux discours.

queville, en des termes non équivoques, devait annoncer sa ferme décision de préparer, avec le concours de l'opinion, la revision indispensable des *idées*, des *méthodes*, des *cadres*, des *institutions*, avec la préoccupation dominante de les adapter aux besoins de notre société. Cette réforme, ajoutait-il, « doit être méditée, étudiée, discutée, *exigée* même au sein du parti catholique, afin que naisse de ce parti un vaste courant qui donnera à l'œuvre de réforme une *irrésistible* impulsion ».

Ainsi le mérite essentiel du Congrès de Dinant fut de lancer des idées-forces, de créer un véritable dynamisme.

A Gand, les travailleurs chrétiens ont fait preuve de plus de modération. Tout en admettant la nécessité de réadapter le régime, le Congrès s'est prononcé contre toute dictature, pour le maintien des institutions représentatives, pour une réforme des méthodes parlementaires, des lois électorales, de la composition du Sénat, pour un renforcement de l'exécutif.

Sur le terrain économique, le Congrès de Gand a adopté le principe de trois propositions de lois qui seront soumises au Parlement. Ces propositions auront pour résultat d'introduire dans la législation sociale l'*idée corporative* : les propositions dont il s'agit tendent, en effet, à reconnaître en institutions de droit public les syndicats et les commissions paritaires et à conférer une existence légale aux conventions collectives conclues entre patrons et ouvriers. Le régime corporatif, tel que le conçoivent les catholiques, ne doit pas être instauré par l'État, il doit venir des producteurs eux-mêmes. L'économie organisée par les professions elles-mêmes, sous le contrôle du gouvernement gardien et promoteur du bien commun de la nation : telle est la formule qui a prévalu à Gand. Sa réalisation suppose une organisation professionnelle conforme aux enseignements des Papes et aux vœux des groupements ouvriers chrétiens : le syndicat libre dans la profession organisée, des Conseils professionnels reconnus par l'État, un Conseil national de la production doté de pouvoirs consultatifs et réglementaires. Elle exige que l'État soit rendu apte à remplir sa mission de tutelle et

de garde. Un Gouvernement qui gouverne, un Parlement qui contrôle, un Sénat qui représente les intérêts religieux, professionnels, moraux, de la nation.

A première vue, on peut s'étonner de constater l'apparente prudence des ouvriers chrétiens. Elle s'explique par la crainte instinctive de toute aventure, par le souci de sauvegarder les institutions syndicales et économiques dont les democrates chrétiens ont le droit de tirer quelque orgueil, par le souci encore de maintenir la législation sociale si achevée chez nous. L'institution parlementaire et le suffrage universel sont pour la classe ouvrière les signes sensibles de son émancipation politique. On conçoit que les travailleurs se méfient de tout projet qui ne tendrait à rien moins qu'à supprimer le fruit de persévérants efforts et qu'ils songent davantage à améliorer, à perfectionner ce qui existe, à compléter la démocratie politique par la démocratie économique.

Le sentiment est tout autre dans les classes moyennes : ces milieux intermédiaires dont il est partout beaucoup parlé se débattent dans une situation qui devient catastrophique. Leurs charges sont écrasantes; elles s'alourdissent encore de tout le poids d'une fiscalité excessive et maladroite. Il y a dans ces milieux des forces révolutionnaires latentes, et les socialistes cherchent à en tirer profit pour constituer un « front anticapitaliste ». Or c'est dans ces milieux de la petite bourgeoisie que se recrutent en ordre principal les « associations catholiques », dénommées naguère « conservatrices ». En réalité, un souffle nouveau les traverse, et il ne faut pas être trop surpris du ton des discours qui y sont prononcés : il est le signe de l'impatience même de ces classes moyennes. Ainsi s'explique la différence de « climat » entre le Congrès des Associations Catholiques à Dinant et le Congrès des Travailleurs chrétiens à Gand.

Ces deux Congrès se rejoignent sur un programme minimum commun : amélioration des institutions existantes, assouplissement et renforcement du pouvoir exécutif, affranchissement du pouvoir législatif de toute tutelle.

Sur ces points sera-t-il possible d'obtenir l'accord des

autres partis? C'est ce que l'avenir nous dira. Il semble pourtant se dégager des échanges de vues que les Congrès catholiques n'ont pas manqué de provoquer dans toute la presse, qu'il y a une quasi-unanimité sur quelques données essentielles. Ceci facilitera grandement la tâche que le gouvernement belge ambitionne d'entreprendre.

Il restera aux catholiques l'honneur de s'être portés, cette fois, en tête du mouvement. Et c'est dire encore combien grands sont les espoirs des jeunes générations dont la pression n'est pas étrangère au nouvel esprit qui souffle dans la politique belge.

Bruxelles, 15 novembre 1933.

MARCEL LALOIRE.

Les rapports franco-allemands

L'opinion publique est à plaindre ; on lui demande de se faire... une « opinion » sur les affaires internationales, mais elle ne possède que des données contradictoires.

Prenons la question des rapports franco-allemands, puisque c'est cette question, hélas ! qui domine — et qui continuera longtemps encore à dominer — l'ensemble de la politique européenne.

Depuis l'avènement du national-socialisme, nous n'avons jamais entendu autant de protestations pacifiques émanant soit d'Hitler, soit de Goebbels, soit de Papen. A en croire les dirigeants de l'Allemagne nouvelle, rien ne séparerait plus désormais les deux pays, à l'exception de la question de la Sarre, qu'un plébiscite résoudra en 1935. L'Alsace-Lorraine? Le troisième Reich n'en veut plus. « Nous ne voulons ni absorber ce qui n'est pas nôtre, ni nous faire aimer de ce qui ne nous aime pas (1). » (Remarquez la franchise de cet aveu.) Le couloir et

(1) Interview d'Hitler dans *Le Matin*.

Dantzig? Seule une solution pacifique est envisagée : « la Pologne le comprend maintenant (1) ». « L'Allemagne est derrière Hitler pour souhaiter une entente avec la France (2). »

Si l'on faisait un florilège complet des discours prononcés par le chancelier, on serait frappé par l'insistance qu'il met à affirmer son désir d'entente avec la France. Oui, mais... Mais il y a eu les révélations du *Petit Parisien* concernant la propagande hitlérienne, il y a eu les articles du *Temps* sur le réarmement du Reich, il y a toujours le dossier sur les manquements de l'Allemagne à ses obligations de désarmer.

Depuis la guerre surtout, les moyens d'information relatifs à la politique étrangère se sont multipliés : nouveaux journaux, revues nouvelles, qui tous et toutes font une part sans cesse plus grande aux problèmes internationaux. Ceux qui ont le goût, ou le loisir de suivre ces problèmes de près, ont-ils les moyens de se former une opinion autorisée, justifiée par les faits ? Nous en doutons.

Considérez un fait essentiel : le réarmement de l'Allemagne. Je dis « un fait essentiel », car toute notre politique, depuis tantôt quatorze ans, a été fondée sur la certitude de ce réarmement.

L'article 8 du Pacte de la Société des Nations prévoit « la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale ». Le préambule de la partie V du traité de Versailles relative au désarmement de l'Allemagne prévoit également « la préparation d'une limitation générale des armements de toutes les nations » que le Reich rendra possible en observant les clauses militaires, navales et aériennes prescrites par le traité.

Le 16 juin 1919, M. Clemenceau, président de la conférence de la paix, adressait à la délégation allemande à cette conférence une note reconnaissant que « *l'accepta-*

(1) Interview d'Hitler dans *Le Matin*.
(2) Interview de Papen dans l'hebdomadaire *1933*.

tion par l'Allemagne des termes fixés pour son désarmement facilitera et hâtera la réalisation d'une réduction générale des armements ». Et plus loin, la note ajoutait que les exigences des puissances alliées et associées en ce qui concerne les armements allemands « n'ont pas seulement pour objet de rendre impossible toute tentative d'agression de la part de l'Allemagne », mais qu' « elles constituent aussi *le premier pas vers la réduction et la limitation des armements* que ces puissances cherchent à assurer ».

De deux choses l'une : ou bien l'Allemagne a rempli ses obligations au sujet de son désarmement, et dans ce cas la limitation des armements a été, selon le Pacte, « rendue possible » ; ou l'Allemagne a réarmé en secret, et cette limitation est une tentative dangereuse, je dirais même criminelle.

Or, *nous ne savons pas* vraiment ce qui en est, car nous n'avons pas le moyen de le savoir. Des publicistes, des députés même font des révélations, mais le dossier officiel du gouvernement français à ce sujet n'a jamais été ouvert. Il ne convenait pas, a-t-on dit, d'envenimer les rapports franco-allemands. La franchise vaudrait mieux, à mon avis. Sinon, comment pouvons-nous justifier le maintien de nos armements ?

Le plus grave, c'est que l'opinion publique allemande (1), endoctrinée par ses maîtres, est persuadée que le Reich est désarmé au milieu d'un monde d'ennemis fortement armés. Elle nous accuse de n'avoir pas rempli nos obligations découlant du Pacte et de la partie V du traité de Versailles, alors que le Reich aurait exécuté à la lettre les clauses relatives à son désarmement. L'opinion publique allemande, elle, *croit savoir* la vérité. C'est

(1) L'opinion publique existe même sous la dictature — je dirais, *surtout* sur la dictature, car les dirigeants doivent justifier auprès des masses les contraintes qu'elles apportent à la liberté. Je n'en veux pour preuve que l'existence d'un ministère de la propagande du Reich, chargé de faire connaître la vérité *officielle*.

là un fait gros de conséquences et que nous ne devons pas esquiver.

N'oublions pas non plus l'opinion publique des autres pays, accessible à la propagande, et qui n'a pas plus de raisons d'ajouter foi à nos allégations qu'à celles des Allemands.

Oui, dira-t-on, mais si le Reich ne craignait pas les révélations relatives à son réarmement, pourquoi se serait-il retiré avec éclat de la Conférence du désarmement, qui voulait instituer un contrôle égal pour tous les pays? Mais précisément le contrôle a été *accepté* par les dirigeants du Reich, « à condition qu'il s'exerce de la même façon sur tous les pays (1) ». Il est vrai qu'on prétend outre-Rhin que la France veut « un contrôle unilatéral, c'est-à-dire dirigé contre l'Allemagne (2) », ce qui est *notoirement erroné.*

On avait, avant la guerre, bien médit de la diplomatie secrète. L'opinion publique, proclamait-on, doit *savoir* ce qui se passe à l'ombre des chancelleries. Hélas ! son ignorance reste la même. L'information exacte et impartiale lui manque toujours; des intérêts matériels ou de parti, ou de classe, tracent trop souvent leur ligne de conduite aux grands organes d'information; au lieu de s'adresser à la raison, ceux-ci excitent les passions. Comment s'étonner, après cela, du désarroi où nous sommes?

On répète aux peuples qu'ils sont majeurs, maîtres de leurs destins — maîtres aussi de se donner un maître. Mais on se garde bien de leur faire connaître la vérité. Un pays comme le nôtre n'a-t-il pas les nerfs assez solides pour ne pas pouvoir affronter les pires révélations? « La nuit produit l'erreur, et l'erreur l'attentat », a dit le poète. Et l'attentat peut venir un jour ou l'autre ; en tout

(1) Déclarations faites le 15 septembre à la presse étrangère par M. von Neurath, ministre des Affaires étrangères.

(2) *Vœlkische Beobachter* du 30 septembre.

cas, nous voudrions savoir dès maintenant s'il se prépare.

Le meilleur moyen de savoir est encore d'écouter ce que l'on a à vous dire ; ceci n'implique nullement une soumission aux vues de l'adversaire. Douterions-nous de nous, de notre force, de la bonté de notre cause? Nous sommes le pays resté, malgré tout, le plus sain et le plus solide du monde entier. Une dérobade de notre part serait injustifiable.

L'Apôtre a prescrit : « *N'usez point de mensonge les uns envers les autres*, dépouillez le vieil homme avec ses œuvres, et revêtez l'homme nouveau qui se renouvelle dans *la connaissance*, à l'image de Celui qui l'a créé » (S. Paul, *Épître aux Colossiens*). Savoir, connaître, voir clair, dans les questions internationales comme dans les questions nationales, dans la vie publique comme dans la vie privée. Et cela pour pouvoir percer le mensonge, les faux-semblants, les faux-fuyants. Ne revenons-nous pas, par un cours naturel des choses, au problème essentiel de notre époque : celui des *valeurs morales*?

A l'origine des maux dont nous souffrons se révèle, en politique comme en économique, une déficience morale ; on ne sait plus qui croire, on n'a plus confiance. (Remarquez que dans le mot *confiance* entre le terme latin *fides*, c'est-à-dire *foi*.) Que ce manque de confiance résulte des fâcheuses expériences récentes, nous n'en disconvenons pas. Mais une telle constatation ne devrait-elle point au contraire nous inciter à en savoir plus, à chercher avec courage, avec angoisse aussi, la vérité dont notre pays a besoin pour assurer son avenir? Tôt ou tard, nous devrons décider entre la paix ou la guerre. Pour prendre en toute connaissance de cause cette décision capitale, il importe que nous possédions dès maintenant les lumières nécessaires et que nous les fassions connaître *urbi et orbi*.

Ce n'est pas en vain que l'Église a donné à Satan le titre de « prince des ténèbres ».

André-D. Tolédano.

Jeunesses

I. — *Jeune Europe*

Alexandre Marc, que connaissent bien les lecteurs de *La Vie Intellectuelle*, vient de publier, en collaboration avec René Dupuis, un livre qui ne manquera pas de retenir l'attention du public et particulièrement de la jeunesse, légitimement soucieuse de son destin. *Jeune Europe* (Plon) est la première confrontation complète qui soit tentée de tous les mouvements idéologiques qu'on voit se développer hors de nos frontières. Ce n'est pas la première fois, évidemment, qu'on nous trace un portrait de la jeunesse fasciste, de la jeunesse allemande, ou russe, etc... Maintes fois nous avions lu des études semblables, et c'est pourquoi il me semble inutile de les résumer ici. Louer la parfaite information dont témoignent les deux auteurs, montrer combien ils savent nuancer des portraits que, si souvent, nous avons vu tracer à grands traits, serait aisé. Je préfère inviter mes lecteurs à lire ce livre passionnant. D'ailleurs ils y trouveront des renseignements nombreux, et neufs, sur des mouvements de jeunesse beaucoup moins connus que le russe, le germanique et l'italien, par exemple sur les jeunesses d'Angleterre, de Belgique, d'Europe centrale. Rien qu'au titre de document, un tel livre vaut d'être lu.

Mais ce que je voudrais marquer avec force, c'est à quel point la position centrale adoptée par les auteurs, position définie avec précision dans le dernier chapitre « la jeunesse française au tournant », est sûre, et quelle unité elle donne à tout l'ouvrage.

D'ordinaire les témoignages que nous lisons sur tel ou tel mouvement étranger reflètent, d'une façon plus ou moins nette, plus ou moins oblique, les préférences politiques de l'auteur. Les démocrates se sont longtemps hérissés devant le fascisme, avant de baiser la main de Mussolini ; maintenant ils conspuent Hitler. Les réactionnaires se sentent pris de vertige dès qu'il s'agit devant eux du communisme et perdent à la fois sens critique et impartialité. Tout cela est assez vain. Alexandre Marc et René Dupuis sont absolument indemnes de toute contamination « politique » au sens parlementaire et journalistique du mot. En un certain sens, ils ont de l'affection et pour la jeunesse russe, et pour l'allemande et pour l'italienne. Mais cette affection, qui se porte surtout à l'élan et à la générosité dont font preuve tant de jeunes hommes, qu'ils soient miliciens en chemises noires, hommes des S. A. d'Hitler ou ouvriers de choc de Staline, laisse intacte toute faculté de jugement, et au contraire donne à ce jugement une singulière et poignante résonance humaine.

Pour Marc et Dupuis, chacune des expériences tentées dans les trois pays qui tiennent la vedette en notre Europe sont intéressantes. Mais aucune ne peut aboutir à un résultat satisfaisant, parce que, à la base, il y a une erreur. L'expérience russe, viciée par un matérialisme odieux, aboutit à faire rentrer l'homme dans le cercle de l'absurde productivisme ; l'expérience italienne, qui a réalisé déjà certaines réformes essentielles (en particulier dans l'ordre des corporations), est paralysée par ce que S.S. Pie XI a appelé la « statolâtrie » ; l'expérience allemande est faussée par une conception erronée du rôle de l'homme, par une soumission aux instincts grégaires et brutaux, et à l'idéologie puérile de la race.

Je ne crois pas que personne ait jamais dégagé avec autant de netteté et de force une critique fondamentale de tous les régimes. « Bien taillé... il faut recoudre. » C'est à quoi s'applique le dernier chapitre. La France,

depuis vingt ans, n'apporte plus au monde le ferment de jeunesse et de renouvellement que, si souvent, au cours de son histoire, elle lui a donné. Certains même se glorifient de ce statisme. Mais, en même temps, sous le vernis de plus en plus écaillé d'une France officielle, se manifestent des courants nouveaux et s'affirment des tendances généreuses. *La France est jeune!* s'écriaient Marc et Dupuis dans un article récent de *1933*. Il ne faut pas croire que toute la France est celle qui se préoccupe de savoir si les socialistes voteront le budget ou si l'amant de l'empoisonneuse est ou non son complice. La vraie France est celle d'une jeunesse qui, devant des destins difficiles, prépare avec courage son destin.

C'est à cette jeune France qu'il appartiendra, selon nos auteurs, de reprendre et de parachever ce que les mouvements violents de nos voisins ont esquissé, mais faussé. A travers les pages de *Jeune Europe* c'est le fondement d'une civilisation nouvelle qui est jeté en terre.

L'ordre nouveau qu'elles préconisent se fonde sur la personne, également atteinte dans tous les systèmes (capitalistes ou marxistes) qui ont le productivisme pour base. Il s'appuie sur les réalités vivantes qui étaient l'homme et le soutiennent : patrie, famille, métier, propriété privée et personnelle. Il rompt avec tous les impérialismes et nationalismes. Il repose sur la satisfaction légitime des besoins, et non sur le désir du gain. Il affirme, en tous domaines, le primat du spirituel sur toute nécessité.

Est-il besoin d'ajouter que, sur ces principes, on ne peut que souhaiter de voir naître la « jeune Europe »?

II. — *Jeunesse Russe*

Sur une de ces jeunesses étudiées par Marc et Dupuis, voici précisément un document de première main et d'une réelle importance. Il s'agit de *La jeunesse en Rus-*

sie soviétique de Klaus Mehnert (Grasset). L'auteur est né à Moscou, d'une famille allemande que la guerre, ensuite, contraignit à rentrer en Allemagne. En tout cas, il parle couramment le russe, ce qui est bien rarement le cas des journalistes qui nous donnent leurs impressions sur l'U.R.S.S., et il possède en pays soviétique des amitiés nombreuses et, si j'en crois son ouvrage, efficaces. Il a pu voir bien des choses que le touriste ignore. Son œuvre vaut donc par une documentation de premier choix.

Le titre même en exprime le thème central. La Russie est un pays jeune. Les trois quarts de sa population n'ont pas trente ans. La jeunesse, comme d'ailleurs dans le fascisme, y est considérée comme une valeur en soi (tout le contraire des vieux pays démocratiques). C'est à la jeunesse que sont confiés, expressément, le développement et l'avenir du parti communiste. Bref, la jeunesse, organisée dans le cadre du *Komsomol* est un des éléments essentiels du régime.

Comment vit, comment pense cette jeunesse? Comment intervient-elle dans la vie de la société? Comment se manifeste et comment est accueillie son action? Voilà les thèmes centraux du livre de Mehnert.

J'ai assez dit, ici même, en plusieurs occasions, quelle était ma position à l'égard du communisme russe, comment, tout en le combattant de la façon la plus catégorique, je me refuse à porter sur lui les jugements simplistes et tendancieux dont sont pleins les journaux « bien pensants », pour être ici libre de ne pas cacher ma sympathie à l'égard de cette immense jeunesse, qu'anime le courage des grandes tâches.

Maints passages de Mehnert appellent l'admiration et forcent le respect. Quand, dressant l'historique du Komsomol, il nous montre Lénine expliquant à ces jeunes louveteaux fanatiques qu'il ne suffit pas de détruire la bourgeoisie, qu'il faut encore « apprendre! apprendre! apprendre! » et préparer, difficilement, une civilisation neuve, le morceau a une véritable grandeur. Quand il

évoque ces jeunes êtres, filles et garçons, qui, dans un renoncement héroïque, absolu, sacrifient leur confort à la tâche qu'ils ont juré d'assumer, je ne puis m'empêcher de penser à certaines veuleries, à certains abandons. Il y a de la beauté véritable dans cette « nouvelle aristocratie » qui se constitue au sein du parti communiste, et dont les « Komsomoliens » sont parmi les éléments essentiels.

Klaust Mehnert, d'ailleurs, ne cherche pas le moins du monde à farder le portrait qu'il trace, et les déficiences de l'action qu'il étudie, il ne les dissimule pas. C'est ainsi que nous apprenons par lui que si des milliers de jeunes « komsomoliens » se proposent pour aller dans les campagnes lutter contre l'analphabétisme, quelques centaines seulement ont la persévérance qu'il faut pour enseigner, et la plupart abandonnent avant que leurs élèves sachent le *b a ba*. Il ne nous laisse pas ignorer non plus que, lorsque des « brigades de choc » du Komsomol arrivent sur un « front » industriel ou commercial, pour aider les producteurs habituels à réaliser le « plan », leur intervention n'est pas toujours aussi heureuse ni aussi bien accueillie qu'on pourrait le croire. Et ainsi pourrait-on citer maints autres exemples.

Au total, ce livre rend le son de la sincérité et de la vie. On ne peut se retenir d'éprouver de la sympathie pour cette jeunesse héroïque et aveugle, dont l'erreur interne du régime vicie les méritoires et courageux efforts.

Les « Fraternités du sang » et le mouvement national-socialiste au Japon

Le 15 mai 1932, on se le rappelle, le premier ministre japonais Inoukaï était assassiné, pendant la nuit, par un groupe d'officiers nationalistes; d'autres meurtres, avant celui-là, avaient éliminé des hommes politiques — Hamaguchi, Inouye — ou de grands financiers tels que le baron Takuma Dan; on se trouvait en présence d'un mouvement terroriste parfaitement organisé; ses instigateurs constituaient les sociétés secrètes qui s'intitulaient « les Fraternités du sang ». Leur procès vient enfin de s'achever. Et il nous semble intéressant de retenir les déclarations des accusés : inspirés, à n'en point douter, par un idéal très japonais et qui trouve sur place ses causes historiques lointaines, elles n'en témoignent pas moins d'un trouble et d'une exaltation bien semblables à ceux qui bouleversent l'Allemagne.

Les « Fraternités du sang » sont anticapitalistes. Comme tout le peuple japonais aujourd'hui, elles opposent le bon vieux temps à cette période de crise et de misère née d'un trop grand progrès industriel. Elles se demandent si l'Asie a bien fait d'adopter la civilisation occidentale. Shoji Furuuchi, un des assassins d'Inouye, « a toujours regardé avec dégoût une société dans laquelle l'individualisme règne suprême, et il a conçu l'idée d'effectuer la réforme de l'État en versant le sang ». Des intrigants corrompus, voilà ce que sont les parlementaires et les hommes d'affaires; des traîtres, voilà ce que sont les diplomates, qui restreignent la marine nationale et laissent l'Europe prendre pied en Extrême-Orient. « C'est notre devoir de jeunes de mener les peuples asiatiques contre l'invasion des blancs en Orient. » La révolte contre Genève est venue bien tard : « Mon dégoût envers la faible diplomatie du pays est devenu de plus en plus profond — déclare le lieutenant Kuroiwa, qui fut le premier à tirer sur Inoukaï — lorsque j'ai senti l'avenir de l'Empire mis en danger avec la survenance de l'affaire mandchourienne. »

Dans son plaidoyer en faveur des accusés, le lieutenant

Asada a bien exposé les opinions qui les ont poussés au crime :

« Regardant les causes et les motifs du crime, le lieutenant Asada dit que le cabinet, qui aurait dû aider l'Empereur à l'administration des affaires de l'État, se tourna vers le sport des partis politiques; et les partis politiques, oublieux de leurs propres fonctions, furent orientés vers une arrivée au pouvoir en collusion avec ces cliques financières qui ont un désir insatiable de gains matériels. Ils formulèrent un programme vide afin de tromper la nation, et la Diète, qui doit son existence au vœu de l'Empereur Meiji d'administrer les affaires de l'État en plein accord avec l'opinion publique, fut transformée en une arène où se battaient des bandits et des ivrognes. La politique extérieure du gouvernement, que les partis politiques ont dirigée sans but ferme, était vacillante et prête à la soumission. Sous le prétexte spécieux d'une collaboration internationale, les Affaires Étrangères se sont fait une règle de suivre aveuglément la conduite des puissances occidentales. Cette diplomatie de faiblesse a donné naissance à l'affaire de Nankin et à la conclusion d'un traité humiliant à la Conférence de Londres. Elle a eu des effets démoralisants sur la nation chez elle, et a invité les puissances à mépriser ce pays. Éducateurs et savants étaient aussi assidus à imiter les théories scientifiques étrangères, oublieux des traditions du Japon, et la tête farcie d'argumentations excentriques et vides. Les fonctionnaires, en général, ne faisaient rien que s'assurer leur promotion et leur aisance. Ils oubliaient leurs devoirs envers la Maison Impériale et n'avaient nullement égard au bien-être du peuple dans son ensemble. Ils étaient devenus complètement fermés au sentiment de la justice. De toute façon, l'avenir du Japon était décidément sombre. Les gens que conduisent de semblables classes dirigeantes étaient veules et dégénérés, et le sublime esprit japonais était menacé d'une extinction totale. En même temps, les idées extrémistes de gauche et de droite gagnaient graduellement en force, et les communautés agricoles s'appauvrissaient de plus en plus, le nombre des chômeurs augmentant avec persistance. Le désordre social pesait comme une menace sur tout le pays. »

Nous reconnaissons ce langage entendu ailleurs : il nous importerait peu, s'il ne traduisait que les idées de quelques

exaltés; mais ses échos retentissent au loin; de très hautes personnalités militaires sont venues solliciter la clémence en faveur des accusés; le procureur impérial lui-même avouait bénévolement « qu'ils avaient été inspirés par le sentiment patriotique d'un bout à l'autre », et il refusait de se prononcer sur « le vrai ou le faux de leurs assertions »; et c'est pourquoi ces assassins d'un premier ministre ont été condamnés à quatre ans de prison seulement. Ils auraient affronté le pire des supplices avec un stoïcisme, digne de leurs aïeux, auquel il faut rendre hommage : « Puisque, déclarait l'un d'eux, j'ai troublé le cœur de l'Empereur et violé la discipline militaire, je pense que je mérite la mort, et je désire, Excellence, que vous m'accordiez la peine capitale. » Sans doute a-t-on tenu compte de ce stoïcisme; on a jugé aussi, paraît-il, que par ces vivants des morts avaient agi, bien des morts, depuis les officiers suicidés lors des accords de Londres, jusqu'aux quarante-sept rônins vénérés de tout le Japon pour avoir, au dix-huitième siècle, vengé leur maître au mépris de leur vie... Et sans doute les extrémistes ne gouvernent-ils pas le Japon, comme l'Allemagne : mais le gouvernement tremble devant eux; il cherche à leur donner satisfaction par de grands gestes en politique extérieure; un des partis, le Seyukaï, vient d'insérer dans son programme certaines des réformes sociales réclamées par les « Fraternités du sang »; et le rapprochement actuel avec la Chine ne doit pas nous abuser, s'il constitue l'amorce d'une ligue pan-asiatique, et si les dirigeants de Tokyo ont toujours affirmé qu'ils n'en voulaient pas trop à ceux de Nankin, qu'ils aspiraient à se les concilier, et à poursuivre leur lutte d'accord avec eux, car à travers eux ils combattaient en réalité Londres, Washington, Genève et la race blanche... En ce moment le Japon se félicite de voir l'Allemagne marcher sur ses traces; il coordonne sa diplomatie avec la sienne; il en a d'ailleurs obtenu l'assurance que les mesures contre les « non Aryens » ne s'appliquaient pas à lui; c'est l'heure qu'ont choisie des capitalistes français pour financer la Mandchourie, rompant un boycott effectué jusqu'alors, dans l'intérêt du droit, par l'universalité des puissances...

AUGUSTE VIATTE.

DOCUMENTS

La Politique belge

L'article de M. Laloire a exposé les manifestations extrêmement importantes qui ont eu lieu à Dinant et à Gand. Nous publions ci-dessous les principaux passages des discours ou articles qui ont été faits à ce sujet en Belgique.

Quand il y a lieu de réformer, il est indispensable de déterminer ce qui est déformé. C'est la partie négative de ces travaux : la critique du régime parlementaire tel qu'il fonctionne actuellement. Le député Rubbens, président de la Ligue des Travailleurs Chrétiens, avouait qu'il ne se faisait aucune illusion sur le fonctionnement du Parlement :

Que l'on me cite cent erreurs, et j'en citerai cent autres ; que l'on me montre mille défauts, et j'en ajouterai mille autres.

Et le ministre Tschoffen s'exprimait aussi sévèrement :

Des abus, de graves abus ont faussé le fonctionnement de nos institutions publiques, y compris et non exclusivement les institutions parlementaires; des défaillances se produisent dont la répétition met nos institutions en danger, des insuffisances se révèlent qu'expliquent les exigences toujours plus nombreuses d'un État social toujours plus compliqué et auxquelles ne répondent plus des textes et des habitudes d'un âge dépassé. Nos institutions publiques, et avec elles le Parlement, s'adapteront aux nécessités de l'heure, ou elles périront. Nous les transformerons parce que nous voulons d'une volonté réfléchie ne pas les laisser périr. Les réformes doivent être profondes, elles doivent être mûries, elles doivent venir à leur heure, les unes préparant les autres, en commençant

par le commencement, pour ne pas créer le chaos sous prétexte de rétablir d'ordre.

Le Ministre d'État Paul Segers, président de la Fédération des Associations et Cercles, avait donné à la Revue Générale *du 15 octobre un article destiné à préparer l'opinion publique aux deux Congrès de novembre, et il écrivait :*

La jeunesse intellectuelle surtout se montre fébrile. Elle est mue par un dynamisme imprévu. Elle sent sourdre autour d'elle des besoins nouveaux. Elle est à la recherche de formules et d'idéal. Depuis longtemps elle se dit dégoûtée de la politique, c'est-à-dire de la lutte des partis, qui s'épuisent en vaines querelles, qui ne songent qu'à satisfaire des appétits particuliers et des intérêts de caste ou de classe, qui détournent l'État de sa mission naturelle et énervent l'action de l'exécutif, qui ne cherchent à servir les institutions publiques qu'à l'avantage de leurs groupes, au lieu d'en faire des instruments de l'intérêt général, du bien-être commun, du progrès de tous, du seul profit de la collectivité. Ce jeu de l'intrigue, de l'égoïsme politique et du désordre, qui mine l'autorité, crée le désarroi et affaiblit le pouvoir, était déjà insupportable avant la guerre, au temps où la prospérité nationale en atténuait les effets. On veut que ce soit la paix. On aspire à l'ordre. On réclame l'autorité, on appelle le retour à ce qui d'ailleurs a toujours constitué le caractère essentiel du catholicisme, la discipline et la hiérarchie, la cohérence des esprits et des volontés.

On voit que partout on est menacé par l'anarchie. Elle se glisse dans les actes des particuliers et du pouvoir, et fait s'amonceler les abus. Elle envahit aussi les cerveaux. La plus fausse idéologie, rompant avec les contingences et avec la nature des choses, engendre les pires sophismes. D'aucuns veulent démolir pour rebâtir, comme s'il n'était pas plus facile de détruire que de construire. Ils veulent établir une prétendue justice sur les ruines de l'héritage et du libre choix des professions. Ils exaltent l'Idée en l'isolant des réalités, dont s'inspire essentiellement toute méthode scientifique, que cette idée soit bonne ou malfaisante, vraie ou fausse. — Elle est l'Idée, la forme abstraite et spécieuse dans laquelle on enveloppe les plus incontrôlables passions, et les plus meurtrières, d'orgueil, de vengeance et de convoitise.

Il y a là une équivoque dont les conducteurs de la horde sont eux-mêmes les dupes, et, si ce n'est eux, leurs troupes. — Il suffit, pour s'en convaincre, d'entendre en pays flamand les proclamations des Dinasos et des frontistes qui ne visent en somme à rien moins qu'à la destruction de la patrie.

Le tourment matériel que crée la catastrophe économique va ainsi de pair avec un tourment moral.

Les jeunes surtout sentent confusément, mais intensément, que si les cadres de l'organisation économique craquent autour d'eux, le cadre de la structure politique des États se brise aussi ; et dans le désordre des esprits et des volontés, se lève une immense aspiration commune, vers un idéal moral qui rendrait la clarté, la force, la beauté, l'ordonnance, à la société.

Il naît de là une dynamique nouvelle qui se traduit dans une volonté d'effort collectif, qui veut bousculer et mettre à l'écart ceux qui ne recherchent, au mépris du bien commun, que des satisfactions politiques particulières, de groupes, de clans, de classes, qui tend à mettre en faisceau les bonnes volontés et les énergies pour la défense et le triomphe du bien général de la Nation.

La jeunesse catholique veut quelque chose de plus. Elle réclame résolument ce que Jacques Maritain appelle « la primauté du spirituel ». Elle ne se contente pas d'un objectif frelaté ou incomplet. Elle exige du transcendant, du définitif, de l'absolu.

Et, à la fin de cet article, il déterminait le double dynamisme qui doit animer la jeunesse belge :

C'est le dynamisme de la cité chrétienne, qui prolonge, sur le terrain de l'action politique, l'effort d'apostolat et de vertu réalisé par elle sur le plan de l'action catholique.

Ainsi compris, le souci du pouvoir devient, à sa façon, une préoccupation de vertu chrétienne, autant que de vertu civique, une forme de l'apostolat.

C'est le dynamisme de la cité politique, qui verse dans les veines de l'État la force, l'autorité, la justice, l'ordre, la compétence, grâce à l'effort des meilleurs, pour le bien de tous.

Ce double dynamisme doit agir à la fois par l'action catholique et par l'action patriotique sur la foule et les assemblées délibérantes et les institutions de l'État.

Dans son discours d'ouverture du Congrès de Dinant, le Ministre Paul Segers reprend les griefs adressés au régime. En concédant le suffrage universel au lendemain de la guerre on brûla les étapes :

On négligea, en ouvrant toutes larges les portes à la démocratie, de dresser des barrières suffisantes contre la démagogie; en n'accordant pas le droit de vote aux femmes ou à l'enfant représenté par le père, on négligea la cellule maîtresse de la société, sur laquelle Le Play fonde la Nation : la famille.

On ne vit pas que la notion essentielle du bien commun tendrait trop vite à disparaître sous les coups de pioche intéressés des formations de partis, des groupes, des classes et même des particularismes de langue.

On ne soupçonna pas à quel point le Parlement, au lieu de contrôler et de restreindre les dépenses publiques, ce qui est historiquement son rôle, chercherait à mettre le trésor au pillage, et à faire de l'État « un simple répartiteur de subsides et de prébendes ». Il en résulte que « ceux qui supportent directement la charge des dépenses ne sont plus qu'une minorité dans la foule des votants », et les meilleurs esprits se demandent s'il n'est pas temps d'attribuer aux contribuables un nouvel instrument de représentation.

On ne prévit pas qu'on ferait des lois à la légère, en les truffant d'amendements qui en compromettent la portée, ni qu'on toucherait sans cesse, sans précaution suffisante et sans scrupules, aux lois organiques de façon à utiliser les pierres angulaires de notre édifice législatif.

On ne se dit pas que l'organisation tyrannique des partis empêcherait le Souverain d'exercer l'une de ses prérogatives capitales, celle de choisir librement ses Ministres, ni que les Chambres, en déléguant directement aux Ministres des pouvoirs d'exécution, tenteraient de libérer l'exécutif du contrôle constitutionnel du Souverain.

On ne crut pas que le pouvoir exécutif serait de plus en plus mis en tutelle par le Parlement, ni que les excès du pouvoir exposeraient les citoyens à voir méconnaître leurs droits souvent les plus évidents.

Ainsi commence-t-on à comprendre qu'il faut réformer ces abus et rendre à l'État sa véritable mission. On pense généralement qu'il ne suffit plus de recourir à une simple modi-

fication des lois électorales. On veut mettre le fer dans l'organisation même des pouvoirs.

Et M. Segers terminait par ces paroles lourdes de sens :

Ce qui demeure certain, Messieurs, c'est que seule une réforme profonde des Institutions et de l'esprit public sera de nature à améliorer le régime et à l'adapter aux aspirations nouvelles.

Le parlement consentira-t-il à s'améliorer ? Je l'espère. Ira-t-il jusqu'à faire de bonne grâce : hara-kiri ? Je me le demande.

On conte que lorsqu'au Japon ceux qui décidaient de s'ouvrir le ventre n'eurent plus le courage de procéder jusqu'au bout à ce supplice, on placa derrière eux un exécuteur... ou un ami, qui au moment où le patient venait de ne faire qu'une légère incision prenait soin, pour ne pas l'obliger à aller jusqu'au bout, de lui trancher la tête.

Les élus de la Nation feront-ils hara-kiri avec le sourire ou se laisseront-ils trancher la tête ?

L'avenir, Messieurs, et vous sans doute, vous en déciderez.

Chargé d'ouvrir le débat, l'ancien ministre Paul Crokaert s'exprimait avec force :

Plus un jour n'est à perdre pour que le Parti Catholique s'affirme comme le vrai parti de la Nation, résorbant en lui le meilleur de la volonté et de la force du pays. Il doit faire un large appel à des hommes nouveaux et jeunes. « Il est dans nos rangs, disait récemment un homme éminent de la droite flamande, beaucoup d'hommes aimables, certes, mais faits seulement pour les calmes périodes d'« harmonies préétablies ». L'heure n'est plus où l'on peut se contenter de bonnes volontés et de louables intentions. L'heure est venue où seule l'action compte, et celle-ci exige résolution, énergie, imagination créatrice.

Il faut remettre de l'ordre dans l'État. De même que le Législatif a trop entrepris sur l'Exécutif, la Finance a trop entrepris sur la politique et sur l'Économique. Il faut, sans hésiter, renvoyer la Finance à sa place, là où son rôle modeste et subalterne s'explique et se justifie. Il faut affranchir l'État de son emprise et mettre fin à l'influence des puissances occultes.

La péroraison vibrante de ce discours sévère déchaîna l'enthousiasme de l'assistance :

Tout ceci pose bien plus encore un problème de Volonté qu'un problème d'Intelligence. Or, depuis l'Armistice, la Volonté est, de plus en plus, absente de la vie publique où tout se noie dans l'universelle irresponsabilité : irresponsabilité politique générale engendrée par la peste que fut le tripartisme intégral, — irresponsabilité politique individuelle née de la perpétuation des mandats que nous vaut la représentation proportionnelle ; irresponsabilité ministérielle par suite de l'absence d'une loi sur la responsabilité des ministres; irresponsabilité du Parlement qui, puérilement infatué de son apparente omnipotence, fait souvent fi des hautes aspirations du pays et de ses foncières nécessités pour n'écouter que trop fréquemment la voix des passions électorales et de ses inspirations démagogiques ; irresponsabilité des gens d'affaires et des financiers habiles à se masquer et à se dérober sous le voile de l'anonymat.

Or la première condition de l'ordre est la définition et l'établissement des Responsabilités.

Depuis l'armistice, l'idéal politique a été l'équilibre dans l'immobilité. L'art suprême a consisté à apprivoiser et à calmer les groupes en leur faisant des concessions. Ce fut le triomphe de la transaction et de la stagnation. Dans cette occurrence, les démagogies, et particulièrement la démagogie socialiste sans vergogne et sans frein, s'en donnèrent à cœur joie.

N'ayons pas peur d'avoir du courage. Disons la vérité. Ayons l'énergie de faire ce qui doit être fait. Moins de mots, plus d'actes. Autorité, Responsabilité, Solidarité : telles sont les consignes maîtresses de demain. Dans ces heures difficiles, où tout peut être menacé, la sécurité extérieure, l'ordre intérieur, le travail national, l'avenir moral, social et économique du pays, les partis eux-mêmes sont dépassés. Mais il reste les grandes forces historiques permanentes de la Nation. La fidélité à la Religion du Christ est la plus robuste, la plus profonde, la plus salutaire des forces. Qu'elle nous inspire et nous conduise pour le bien commun. Et ne laissons pas passer l'heure de la Providence.

M. Van Renynghe de Voxvrie reprenait à la séance du dimanche 5 novembre la même thèse en s'efforçant de traduire la pensée de la jeunesse catholique :

Pour que la jeunesse suive nos aînés dans la voie de la Réforme de l'État, il faut que, dès l'abord, ceux-ci prouvent leur volonté, quoi qu'il en puisse advenir, de réaliser une réforme complète, profonde, jusqu'au fondement, jusqu'à l'esprit. Pour la jeunesse en dehors d'un tel vouloir il n'existe pas de réforme. Sans cette unité d'esprit dans la volonté de réformer on ne peut pas créer un État fort.

Cette unité d'esprit est condition de toute autorité. Il n'y a pas d'autorité sans fondement spirituel; il n'y a pas d'État sans autorité. Réformer c'est substituer à l'État neutre et médiocre, à l'État-providence à la merci des coteries, à l'État fantôme livré aux puissances occultes des groupes, un État qui soit viril, volontaire, même rude, mais dont l'idéal soit suffisamment élevé pour qu'il puisse entraîner l'enthousiasme de la masse. Le simple consentement du Contrat Social ne suffit plus pour constituer un État moderne : il faut un vouloir collectif, une volonté commune qui oriente en même temps l'action des chefs et la collaboration de la masse.

Les partis actuels n'ont plus de contact réel avec la masse. Ils croient à leur puissance, à la valeur de leurs statistiques. Mais là où ne règne pas l'esprit il n'y a pas de réalité vivante. Ces partis sont semblables aux grands chênes à l'automne. Toutes les feuilles tiennent encore à l'arbre, mais la sève ne circule plus. Que souffle la tourmente, les feuilles s'envolent, et il ne reste plus que la vérité des branches dépouillées. La collaboration de la masse requiert un courant profond dans l'opinion, une puissante idéologie telle que seule l'idée catholique peut en susciter une dans notre pays. Quand les chefs sentent derrière eux le vouloir collectif de la masse, ils n'hésitent plus, ils comprennent qu'ils détiennent l'autorité.

Enfin le Comte de Broqueville, Premier Ministre, traça le programme de demain du parti catholique, et avec une grande élévation de pensée terminait ainsi son discours :

C'est à cette restauration de l'ordre que je vous invite à travailler, vous et tous les catholiques belges. Au siècle passé

on disait : la Liberté comme en Belgique. Il faut qu'on dise dorénavant : l'Ordre comme en Belgique ; c'est que l'ordre que nous voulons instaurer doit être notre ordre à nous, Belges et Catholiques; il doit jeter ses racines dans le terreau fertile et sûr de nos anciennes traditions nationales ; il doit chercher sa règle dans les enseignements des grands papes, qui ont magistralement défini les besoins du monde moderne. Son instauration sera le fruit de ce grand mouvement spirituel qui travaille notre pays et dont les manifestations éclatantes ou mystérieuses témoignent d'une force irrésistibles; le renouveau doit être dans les esprits et dans les cœurs avant de se refléter dans les institutions.

Voilà près d'un demi-siècle que je combats avec vous pour une cause qui ne périt pas. Avec l'expérience des années, avec l'ardeur d'un cœur auquel votre confiante affection a donné comme une jeunesse nouvelle, je vous demande de vous appliquer à vous-mêmes ces admirables paroles de saint Paul que nous lisions récemment dans la messe du Dimanche : « Renouvelez-vous, mes frères, dans l'intérieur de votre âme et revêtez-vous de l'homme nouveau, qui est créé à la ressemblance de Dieu. C'est pourquoi, écartant tout mensonge, que chacun de vous parle selon la vérité. »

CH. VAN RENYNGHE DE VOXVRIE.

A TRAVERS LES REVUES

Capitalisme — Communisme

Les thèses que nous soutenons régulièrement ici viennent de trouver une illustration dans un petit événement que relève **Je suis partout** du 18 novembre. Il s'agit d'un certain thé que, voici quinze jours, l'ambassadeur des Soviets offrait en son hôtel de la rue de Grenelle. *Le Populaire* y signalait, parmi les invités de marque, M. André Citroën.

Je n'y vois nul inconvénient et, comme le note M. Pierre Gaxotte, que M. Citroën boive le jus d'ananas de Staline, voilà qui ne regarde que lui. Cela serait vrai, ajoute-t-il, si M. Citroën n'était pas un grand de ce monde et un seigneur de la République, d'autant qu'il est quotidiennement traité d'affameur et d'assassin par *L'Humanité*, organe bien français de l'ambassade moscoutaire.

Au vrai, ce fait divers a valeur de symbole. Il exprime combien l'antithèse capitalisme-communisme est sommaire et fausse.

Si nous dissocions le capitalisme en ses deux éléments antagonistes : capitalisme d'épargne (type vieille Europe) et capitalisme de spéculation (type Amérique ou Europe d'après-guerre), nous nous apercevons que le communisme et la haute banque ont précisément le même ennemi : l'épargne individuelle consolidée, le capital familial, le capital indépendant. Tant que le bolchevisme était dans sa phase indépendante, la haute finance a guerroyé contre lui. Depuis qu'il a renoncé, du moins en apparence, à ses rêves de révolution mondiale, les ploutocrates, rassurés pour leur situation personnelle, se sont tournés vers lui avec curiosité et sympathie.

En veut-on une preuve? M. Gaxotte croit la trouver dans ces négociations commerciales qui sont en cours entre la France et Moscou et qui, bien que notre balance commerciale soit déjà déficitaire, vont déconsolider au profit des bol-

chevistes une centaine de postes du tarif douanier. Et pourquoi cela? C'est très simple :

Les Russes n'exportent guère que des matières premières et des objets fabriqués à la main, ou tout au moins pour lesquels la main-d'œuvre représente la part principale. Comme les ouvriers russes sont mal payés et travaillent par réquisition sans pouvoir se soustraire aux conditions qui leur sont imposées, les Soviets se procurent à bas prix une camelote que l'on va, paraît-il, admettre ici au risque de ruiner du jour au lendemain toutes les petites industries d'articles de Paris, de maroquinerie, d'objets de ménage, etc... Et quel serait le bénéficiaire des commandes accordées en retour par Moscou? La grosse métallurgie.

Et M. Gaxotte de conclure très justement :

La lutte n'est pas simplement entre l'ordre et le désordre, entre la conservation et la révolution. Elle est entre les forces nationales : épargne, travail, capitalisme familial et capitalisme indépendant, contre les forces internationales d'asservissement, communisme, socialisme, capitalisme anonyme et capitalisme de spéculation.

Or il n'est pas douteux qu'en France peu à peu des portions de plus en plus étendues de notre économie sont devenues esclaves des concentrations de capitaux et des méthodes bancaires...

Memento

Revue internationale du travail, novembre. — *Le mouvement syndical en Chine depuis 1929.*

Revue d'Allemagne, 15 novembre. — R. Tocanne, *Le programme des travaux publics.*

Analyse du décret-loi du 1er juin 1933 affectant un milliard de marks aux travaux publics. C'est, sous prétexte de lutter contre le chômage, toute une nouvelle politique économique qui s'est inaugurée : développement des voies de communications et surtout des chemins de fer pour offrir à la production et au commerce des transports à bas prix, sans trop se soucier des effets relatifs à la « rentabilité » des transports en question.

Le syndicalisme chrétien, novembre. — Gaston Tessier, *Syndicalisme des fonctionnaires.*

Un puissant syndicalisme chrétien des fonctionnaires, outre qu'il accroîtra le crédit moral et la force matérielle de la C. F. T C., sera une nouvelle victoire des principes de liberté syndicale auxquels nous sommes attachés.

Dossiers de l'Action populaire, 25 novembre. — Victor Dillard, *Le problème du chômage en Angleterre.*

Michel Ogée, *La formation sociale dans l'enseignement secondaire* (2e article).

Cahiers du bolchevisme, 15 novembre. — *Rapport de Lénine au IIe Congrès de l'I. C.*

Rapport fait en 1920 et qui analysait avec beaucoup de lucidité la situation internationale et la tâche fondamentale de l'Internationale communiste.

L'Europe nouvelle, 25 novembre. — *Les entretiens franco-allemands.*

La documentation catholique, 25 novembre. — *Dossier sur la technocratie.*

QUESTIONS MISSIONNAIRES ET COLONIALES

J. MARQUÈS-RIVIÈRE. *L'Islam bouge...*

Des mouvements concertés de révoltes en Islam. — L'aspect religieux de la crise.

PAUL CATRICE. *Pour l'entente des races.*

— La conférence sino-européenne d'Oxford.
— Les journées « Ad Lucem ».

H. C. E. ZACHARIAS. *Où en est l'Inde?*

L'attachante figure de Gandhi. — L'ascèse arme politique...

X. *Ethnographie africaine.*

DOCUMENTS

L'appel des jeunes générations des pays de colonisation ou de mission.

Discours prononcé par M. Pinto, dahoméen, sur la mentalité des jeunes générations coloniales.

L'Islam bouge...

Depuis quelques mois, il est évident qu'un mouvement profond agite les diverses populations islamiques. Une certaine concordance dans les faits, un synchronisme réel dans les émeutes partielles qui ont éclaté ici et là font croire à une inspiration commune. Lié à ce problème politique, qui intéresse grandement l'immense Empire français d'Afrique, se place le grave et redoutable aspect que prend la question au point de vue religieux. Ces émeutes ont été dirigées vers des congrégations catholiques, et toutes les revendications islamiques sont d'abord faites contre les missions chrétiennes. Le Musulman en effet ordonne sa vie par rapport aux lois et aux ordres de la doctrine islamique contenue dans le Livre (*al Korân*) et dans les commentaires qu'en firent les grands docteurs musulmans et qu'on appelle la *Sounnah* (la version traditionnelle). Ces commentaires sont d'ailleurs parfois fort divergents, selon les écoles auxquelles appartiennent les docteurs. Le problème de l'Islam — religion d'action — est, au fond, essentiellement un *problème religieux*; les grands administrateurs coloniaux ont été ceux qui l'ont reconnu et qui ont orienté leurs activités en fonction de ce facteur.

Il n'est pas question de faire ici l'historique de l'Islam. Peut-être un rapide coup d'œil sur la situation présente de l'Islam à travers le monde n'est-elle pas inutile.

*
* *

La Turquie fut l'expression politique, avant 1914, de l'Islamisme. On en sait l'histoire. Mais déjà il suffit de lire l'histoire du sultan *Abd-ul-Hamid* — « *le sultan rouge* », — pour voir la haine des musulmans envers les chrétiens. On connaît les massacres arméniens, et, sans entrer dans une polémique périmée, sans faire appel aux P. Loti, Cl. Farrère et autres qui défendirent la Turquie en fonction de leurs goûts littéraires, on peut dire que les massacres arméniens furent avant tout conduits par la haine du Chrétien. *Abd-ul-Hamid* envoya des émissaires jusque dans l'Inde et le Maroc; on en vit le résultat, après la guerre, lorsque les musulmans de l'Inde, cette minorité puissante et organisée, se dressèrent pour empêcher le démembrement total de la Turquie. On sait l'action du parti jeune-turc *Union et Progrès*, dirigé par le triumvirat Talaat-Bey, Enver-Bey et Djavid-Bey : la chute du vieux *sultan rouge* en 1909.

Les Jeunes Turcs administrèrent d'une façon déplorable le grand empire, « l'homme malade » des Chancelleries d'avant-guerre. La guerre de la *Ligue Balkanique*, en 1912, porta un coup fatal à la Turquie d'Europe.

L'entrée de la Turquie dans la guerre mondiale eut une grande importance; c'était l'isolement de la Russie.

En 1916, la Turquie acheva de se décomposer; la Mecque, la ville sainte, était gouvernée par des *cherifs* descendants du prophète Mahomet; ces *cherifs* aspiraient à l'indépendance; les alliés aidèrent cette révolte, et le cherif Hussein se proclama roi du Hedjaz le 18 juin 1916. Les troupes anglaises (maréchal Allenly), appuyées par les troupes du roi du Hedjaz et un corps français, conquirent la Palestine, puis la Syrie. Une certaine odeur de pétrole activait l'ardeur britannique...

Mais — cela peut sembler un paradoxe — la guerre de 1914 fut une aide précieuse pour l'Islam. La Turquie en sortit morcelée, amoindrie ; mais les principes wilsonniens furent entendus dans le monde entier. Les peuples musulmans soumis aux nations européennes revendiquèrent leur pleine indépendance. Il faut y ajouter une adoption par les musulmans du décor extérieur et de la vie des européens.

L'Égypte fut un des premiers peuples musulmans à secouer le joug colonial ; forte de certaines promesses, croyant que les principes du droit des peuples s'appliquaient indistinctement partout, elle demanda en 1918 à envoyer des représentants à la Conférence de la paix. L'Angleterre le lui refusa avec hauteur, déporta à Malte les chefs du mouvement, et ce fut (mars 1919) l'explosion formidable de la révolution égyptienne. On sait le rôle de *Zaghloul Pacha* — les agitations xénophobes du Caire — les tractations de lord Milner qui aboutirent à la reconnaissance, en 1922, de l'Égypte comme royaume indépendant. L'Angleterre y conserve ses troupes « pour la surveillance du canal de Suez ».

La Turquie n'accepta pas le démembrement que le traité de Sèvres (mai 1920) lui avait imposé. Une révolution surgit, dirigée par l'armée. Le jeune général *Mustapha Kemal* en prit la tête ; ils s'installa à Angora, reconstitua son armée, engagea la guerre sur tous les fronts : à l'ouest, contre les Grecs ; au nord, contre l'Arménie ; au sud, contre la France établie en Syrie. La Turquie reconquit l'Arménie, la Cilicie, brisa l'offensive grecque, reprit Smyrne. Le traité de Sèvres fut « *réajusté* » par le traité de Lausanne (1923) qui consacrait la victoire de la Turquie sur l'impérialisme grec et la rénovation de la Turquie qui réussissait à mettre la main sur des territoires dont les puissances chrétiennes l'avaient dépossédée.

Mustapha Kemal est devenu le Pierre le Grand de la Turquie ; on sait l'immense révolution qu'il a accomplie dans son pays et la laïcisation qu'il a imposée dans un pays hier encore essentiellement religieux. Le monarque héréditaire était Othman et, comme tel, souverain temporel de l'Empire ottoman et en même temps Khalife, Commandeur des croyants, « Empereur » en quelque sorte de tous les Musulmans. Ce système fut supprimé par *Mustapha Kemal*, qui en 1923 a privé le sultan de ses pouvoirs temporels et en 1924 lui a enlevé le Khalifat. L'enseignement religieux a été laïcisé, l'influence du clergé musulman devint nulle ; la révolte de 1925 du Kurdistan, dirigée par les *mollahs* partisans de l'ancien régime et du Khalifat, fut le dernier soubresaut d'une époque révolue.

Un tel exemple déclancha dans les autres pays musulmans de profondes révolutions. La Perse, en 1911, se donna un gouvernement constitutionnel qui remplaça le schah souverain et omnipotent des anciennes constitutions. En 1919, l'Angleterre fit un accord qui était un véritable traité de protectorat. La nation persane s'insurgea, et la Perse nationaliste, en janvier 1921, signa un traité d'alliance défensive avec la Russie bolcheviste ; en 1925, enfin, le schah *Ahmed* fut détrôné, et, à l'imitation de l'armée turque, le général *Reza Khan*, représentant le jeune nationalisme musulman, ressuscita le vieux nom de roi *Pehlvi* (1) et orienta la Perse vers une politique nettement nationaliste et moderne.

On connaît enfin les aventures de l'Afghanistan et du roi *Amanoullah* ; on peut ajouter ici que les phénomènes

(1) Selon l'étiquette de la Cour, chaque fois qu'on cite son nom, on le fait en ces termes : « Le plus fort, le plus puissant, le plus vaillant, le plus noble, le plus vénéré, — que nous lui soyons tous sacrifiés ! — Sa Majesté Impériale, le *Châh-in-Châh* (roi des rois) *Reza Pehlvi*. »

sociaux y sont moins intéressants, n'étant pas *internes* et *spontanés* mais bien plutôt dirigés par les manœuvres anglaises. Ce sujet sort du cadre de cette étude.

***

Ces évolutions politiques n'empêchèrent pas de graves mouvements religieux à l'intérieur de l'Islam ces dernières années. Alors que les anciens États islamiques s'orientaient résolument vers une laïcisation violente et une modernisation de leurs cadres — l'esprit demeurant toutefois très musulman —, un phénomène curieux se passait en Arabie : un nouvel État apparaissait, obstinément tourné vers le passé, résistant aux influences de l'Europe, fanatique, revenant, disait-il, à la pure religion de Mahomet. C'est l'*État Wahabite* qui, confiné dans le centre de l'Arabie, s'est, en 1924 et 1925, avancé jusque sur la côte et a pris la Mecque sous la direction d'*Ibn Séoud*. Les États islamiques s'inquiétèrent ; on parla d'une expédition interislamique : la Perse fournirait 10.000 soldats, l'Afghanistan 10.000, l'Égypte 10.000, la Turquie 20.000. On délivrerait les lieux saints... Ce projet n'eut pas de suite.

Mais quelle est l'origine de ce mouvement dont l'importance grandit et qui est un facteur décisif pour l'avenir de l'Islam ? Les Wahabites sont une secte religieuse musulmane fondée au XVIIIe siècle par *Wahab* ; les principes de *Wahab* sont un puritanisme sévère, une restriction complète des coutumes de relâchement que les musulmans avaient adoptées à travers les âges ; ils professent l'*unité* absolue de Dieu et refusent d'accorder à Mahomet ou aux saints tout hommage superstitieux ou idolâtre (les Unitaires). Un disciple de *Wahab* fonda un État puissant en Arabie centrale. Son influence diminua graduellement sous l'influence de l'Égypte. L'émir *Ibn Séoud* aida la

secte à reconquérir une place perdue. Par sa victoire sur le roi du Hedjaz, protégé par l'Angleterre qui lui permit de prendre *La Mecque*, les Wahabites sont maîtres de toute l'Arabie. L'influence wahabite, influence toute spirituelle, fanatique, sans nuances d'aucune sorte, est considérable sur tout l'Islam ; la diminution de la puissance politique a libéré en quelque sorte la conscience musulmane. On en a vu récemment les effets dans le Rif d'une part et chez les Druses d'autre part. Bien que la religion de ceux-ci ne soit pas musulmane, l'influence islamique y est très forte ; la révolte des Druses a semblé, à une partie au moins des musulmans de Syrie, le signal de la libération.

La vague de nationalisme musulman a passé également en Afrique du Nord, où existe incontestablement un « malaise ». Là aussi, on parle de « Jeunes Algériens », de « Jeunes Tunisiens » qui élèvent des revendications pour la liberté de l'Islam.

A côté du mouvement *wahabite*, il faut signaler l'importante influence du grand Mufti de Jérusalem *El Hussein*, qui a remplacé, en quelque sorte, aux yeux des musulmans le Commandeur des Croyants de Constantinople. *Mustapha Kemal* n'a fait que reporter le siège spirituel de l'Islam de sa capitale à Jérusalem ; il n'a pas anéanti sa puissance. Celle de *El Hussein* est considérable et nettement anti-chrétienne. C'est lui qui subventionna les Druses contre la France, nation qui demeure chrétienne aux yeux des musulmans. C'est lui qui dirige en fait la fameuse société des *Oulémas* (savants) dont l'influence est prépondérante en ces moments-ci.

N'oublions pas qu'en 1931, en décembre, un grand congrès de l'Islamisme s'est tenu à Jérusalem (qui est appelé *Dar-el-Islam* — la maison de l'Islam). Ce congrès a eu des séances secrètes ; mais nos agents politiques ont

remarqué que cette réunion coïncidait avec une recrudescence de la propagande anti-chrétienne des cercles supérieurs musulmans : la société des *Oulémas*. Or, et ceci mérite d'être noté et se rattache directement à notre exposé ci-dessus, tous ces agitateurs, tous ces *Oulémas*, tous ces conspirateurs sont des *Wahabites*. Ils sont les ennemis du clergé musulman proprement dit, des associations pieuses, des *marabouts*, des *zaouïas*, des confréries, des desservants de mosquée. Nous voyons un plan d'ensemble qui s'éclaire avec ce que nous disions déjà ; ce sont les mêmes activités qui jouent aux Indes et en Égypte contre les Anglais, en Algérie, Tunisie, Maroc et Syrie contre la France ; ces activités s'efforcent de rassembler les vieilles haines de l'Islam contre la chrétienté. Nous les voyons à Damas inspirer les fameux comités « rationalistes », dont le *comité Syro-palestinien*, que les Frères *Loutfallah* ont rendu célèbre.

Nos agents politiques connaissent tout cela ; ils savent que lorsque dans un coin d'Afrique on se plaint violemment de notre administration, de la conscription ou du code forestier, c'est un *Ouléma* qui s'est glissé par là. Mais, et j'insiste bien là-dessus, l'Islam envisage la guerre sainte, avant tout comme un combat spirituel, comme une lutte contre le christianisme. Les *Wahabites* y ajoutent les faciles reproches de luxe, de décadence et de matérialisme contre l'Occident. Mentionnons enfin la crise actuelle qui met en chômage toute une partie de la jeunesse cultivée du nord de l'Afrique et de la Syrie. Ces jeunes Orientaux, influencés à leur insu par les agitateurs, ne rêvent que massacres, libération et absolutisme. Rêves dangereux entre tous.

***

Récemment une série de faits qui nous touchent dou-

loureusement montrent l'acuité de cette haine et nous incitent à veiller. En Égypte, une certaine « *Ligue de la Défense de l'Islam* » fait une campagne acharnée contre les Chrétiens accusés de détourner les jeunes enfants musulmans de la religion paternelle. Cette campagne, aidée par une xénophobie exaltée, par des raisons politiques, a eu, en juillet dernier, de déplorables résultats. La presse européenne n'en a rien dit, car les persécutions anti-chrétiennes n'intéressent personne ; ce ne sont plus des « nouveautés ». Voici ce que j'ai recueilli auprès de correspondants d'Égypte et dans les journaux locaux :

L'ensemble est appelé en Égypte « l'affaire des conversions » ; il se rapporte à ce que j'ai indiqué plus haut. Il y eut tout d'abord des faits isolés : un prêtre copte fut attaqué dans une église ; un ingénieur musulman, pris dans une mosquée, à *Tanta*, pour un chrétien, fut roué de coups. Cet ingénieur agricole, au service du ministère de l'agriculture, voulait visiter la belle mosquée d'*El-Ahmadi* ; il n'avait pas de tarbouche (le chapeau rond, en forme de pain de sucre tronqué rouge, bien connu de tout l'Orient). Il y alla nu-tête ; les dévots musulmans le prirent pour un clergyman et la police dut charger...

Mais une manifestation autrement grave eut lieu le 12 juillet 1933 à *Kafr-El-Zahat* où sont établies les Sœurs fransciscaines qui y ont un asile et un dispensaire pour les enfants pauvres.

L'asile est fréquenté par une soixantaine d'enfants de différents âges ; or les Sœurs sentaient depuis quelques semaines une hostilité inattendue les entourer. Un matin, l'asile fut assiégé par une foule menaçante qui réclamait les enfants. La police, avertie, déclara « qu'elle n'avait aucun agent disponible ! » Les Sœurs remirent tous les enfants dont elles avaient la garde pour éviter un massacre ; la maison fut ensuite lapidée à coups de pierres. La

police enfin intervint et put permettre aux Sœurs de se réfugier au Caire. La presse musulmane essaya de diminuer la gravité de l'incident.

Quelques jours après, à *Bahalil*, près de *Sohag*, un missionnaire protestant fut assailli et roué de coups. On voit par là que les fanatiques ne font aucune différence quant à la confession religieuse ; ce sont des « chrétiens », et cela leur suffit.

Le résultat de toute cette agitation est que le recteur de l'Université d'*El Azhar* au Caire, la plus fameuse Université coranique du monde musulman, est chargé officiellement d'ouvrir une souscription à l'effet de construire des asiles et des orphelinats pour les petits musulmans. On ne veut plus de missionnaires, et le peuple musulman s'élève violemment contre tous essais de conversions. Notons que l'Université d'*El Azhar* compte près de dix mille étudiants avec plus de quatre cents maîtres.

***

Enfin il faut signaler, avant de conclure, le *Congrès islamo-européen* qui s'est tenu à Genève en août 1933. Ce fait illustre les profonds remous qui remuent l'Islam en ce moment. J'ai pu me procurer l'appel envoyé aux diverses sociétés et associations musulmanes. Je vais en donner de larges extraits qui résument fort bien les préoccupations actuelles des dirigeants musulmans. L'appel est une brochure de 30 pages sous couverture verte.

Il commence ainsi :

Au nom de Dieu,
Le Clément, Le Miséricordieux.

Chers et Très Honorés Frères en Islam,

La nouvelle s'est partout répandue d'un Congrès Islamo-Européen, devant se réunir à Genève, en août de cette année.

L'idée première de cette réunion régionale est née à Jérusalem, au dernier Congrès Panislamique mondial, de décembre 1931.

Là des congressistes de différentes contrées trouvèrent que des Congrès *locaux* pouvaient avoir leur utilité. L'excellent patriote indien Schawkat Ali fut parmi les plus fervents initiateurs de cette idée, ainsi que le courageux publiciste de Varsovie, Ayas Ishaky Bey et l'Amir Saïd Schamyl, représentant des Musulmans du Nord du Caucase.

Il y eut, l'année passée, un Congrès panindien à Madras. D'autres ensuite se tinrent en plusieurs cités d'Indonésie, de Malaisie, de Chine, de Pologne, d'Autriche et ailleurs, dont le but principal fut d'étudier la situation particulière des populations autochtones.

C'est donc aussi à Jérusalem, disions-nous, que naquit le projet de réunir en un Congrès tous les Musulmans d'Europe, afin qu'ils fassent connaissance... La pensée vint à des amis de m'engager à faire une petite tournée d'initiative et de propagande par les Balkans et l'Europe Centrale, afin de connaître, avec précision, les sentiments des intellectuels ayant quelque influence dans les différentes contrées habitées par des unitaires.

Je commençai ma tournée par la Palestine, où j'obtins l'approbation des membres du Comité Exécutif, institué, comme on le sait, par le Congrès Panislamique de Jérusalem Tout spécialement, les encouragements du grand Moufti et fin diplomate Sayed Ziaeddine Tabatabâï me furent des plus précieux.

Puis j'allai à Beyrouth, à Baalleck, et à Alep, afin d'avoir l'opinion de certains personnages connaissant bien les questions de politique européenne. La plupart n'hésitèrent pas à me donner leur approbation fraternelle.

Ensuite je passai en Turquie où j'eus des conversations instructives avec des intellectuels de différentes catégories, surtout des journalistes, et tout spécialement avec plusieurs députés siégeant actuellement au Parlement d'Ankara. Parmi ces hautes personnalités nous eûmes une discussion pleine de bons enseignements avec S. E. Recep Bey, député de Kutahya et Secrétaire général du Parti Républicain du Peuple. Approbation générale, à condition de ne pas s'occuper de la nomination d'un Khalife (1)...

(1) On voit là sur le vif combien l'attitude laïcisante des dirigeants turcs déguisent un ardent prosélytisme musulman. Ce que veulent les jeunes turcs, c'est *moderniser* l'Islam pour lui donner la même force dynamique que les autres grandes religions. Il ne s'agit pas de le supprimer...

A Sofia, j'eus l'honneur d'un entretien de haute valeur intellectuelle avec Son Éminence le grand Moufti du Royaume bulgare.

A Belgrade, j'eus le plaisir de discuter notre projet avec certains représentants de la Haute Direction islamique du Royaume yougoslave.

Dans les Balkans, puis à Venise, à Milan, à Genève, à Paris et ailleurs, j'eus l'avantage d'être reçu par plusieurs représentants officiels des gouvernements musulmans.

La brochure (p. 8) continue en exposant *les idées générales concernant ce Congrès*. J'en extrais les suivantes :

— les moyens pouvant faciliter pour tous le pèlerinage annuel *au Hedjaz* (La Mecque).

— création d'une revue périodique islamo-européenne.

— « On cherchera à faire écrire en français ou en anglais, par un savant musulman de valeur, une Vie du Prophète suivie d'une histoire de ses Compagnons, afin de détruire tous les mensonges répandus depuis des siècles, en Europe, contre l'Islam... Cet ouvrage lumineux devra être traduit dans toutes les langues européennes et pourra servir à une puissante et splendide propagande, dans les milieux intellectuels. »

— « On examinera la question des Minorités pour voir si la S.D.N. accepte de protéger les minorités ismaélites comme elle protège les minorités israélites. »

Page 11, je vois la liste des pays où l'on trouve des Musulmans : Albanie, Allemagne, Angleterre, Autriche, Bulgarie, Chypre, Espagne, Esthonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Lithuanie, Pologne, Rhodes et Dodécanèse, Roumanie, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

Je lis, p. 13, la phrase suivante dont la naïveté n'exclut pas la menace : « En tout ce qui précède, l'exemple des Musulmans de race anglo-saxonne pourra être suivi. Nous devons, en effet, admirer leur activité dans la défense de la Foi Unitaire. Que l'on regarde vers Londres

ou vers New-York, et l'on ressent une joie indicible! C'est partout l'avancement continuel de l'Islam!

« Un grand savant, que tout le public instruit connaît, a prédit que l'Europe sera musulmane avant un siècle; tout spécialement l'Angleterre. »

Des conférences furent annoncées, en particulier par le professeur *Loufti Bey*, docteur en droit, sur les sujets suivants :

a) Influence des Musulmans, au Moyen-Age, sur la civilisation européenne.

b) Rôle des Musulmans dans la découverte de l'Amérique.

c) Le progrès de l'Idée Islamique dans les races anglo-saxonnes.

d) Les Croisades contre l'Islam et leurs conséquences.

La brochure (p. 21) donne le résumé d'une conférence d'un musulman américain, Hassan Tennyson, de Chicago dont j'extrais les phrases suivantes :

« Le réveil de l'Islam est partout visible... Observez l'union politique, de plus en plus forte, des cent vingt millions d'Unitaires aux Indes britanniques... Écoutez les sérieuses et véhémentes discussions des questions sociales par les groupements nés dernièrement en Indonésie hollandaise, où soixante millions de Musulmans réclament le droit d'être traités en citoyens dignes de respect... Admirez l'activité millénaire de cent millions de nos frères chinois...

« *Ce réveil de l'Islam créera, plus tard, un délicat sujet d'étude pour les philosophes de grande puissance doctrinale. Ils chercheront à en connaître les véritables causes fondamentales. Pour nous, simples étudiants, la cause visible que chacun saisit rapidemment, c'est la guerre mondiale. Elle obligea des millions de Musulmans à venir en cette*

Europe civilisée... (1) Ces musulmans, en pleine décadence, traînés dans un conflit qui ne les concernait nullement, finirent par comprendre leur état de servitude, en face des descendants des conquérants romains, armés par toutes sortes de machines plus que diaboliques, en commençant par les gaz asphyxiants... On ne doit pas oublier que la religion islamique a une tendance marquée vers le pacifisme universel. Elle est la vraie patrie de tous ceux qui la pratiquent et, par conséquent, aboutit à une union des âmes et des cœurs. Si les pays occidentaux avaient étudié le Coran, ils auraient appuyé l'Islam au lieu de le combattre. »

Voilà des pages intéressantes, car elles sont un témoignage direct et récent. On saisit les désirs actuels des dirigeants musulmans.

La brochure se termine (p. 28 et ss.) par quelques curieuses considérations. En voici quelques-unes : « De divers côtés on nous chuchote à l'oreille que des empêchements nous seront créés par les militaristes enragés et par les descendants des terribles croisés. On dira, paraît-il, que nous sommes des fa-na-ti-ques dangereux ! Mais on oublie que les Juifs du monde entier se sont réunis en Congrès, à Genève, en août dernier. On oublie que les Catholiques du monde entier vont bientôt se réunir aussi. De même, toutes les autres Églises ! Pourquoi alors faire exception pour l'Islam ? »

L'appel est signé par *Mahmoud Salem* (*al Arafâti*).

***

Il faut conclure. Nous avons vu la situation présente du monde de l'Islam ; les larges comptes-rendus de l'Appel

(1) Souligné par nous.

que nous avons donnés ont précisé cet exposé et ont apporté un témoignage réel de la volonté présente des Musulmans. Les attaques anti-chrétiennes d'Égypte ont montré également l'allure de persécutions que prend fatalement toute expansion musulmane.

Qu'en faut-il penser?

Tout d'abord, il y a un fait : l'accroissement réel des musulmans à travers le monde — des nouvelles d'Afrique me confirment le succès des missionnaires musulmans chez es Noirs) (1) — et le sens de l'unité qui se répand chez eux. Autrefois le pèlerinage à La Mecque et l'invocation au prophète Mahomet étaient le seul bien confessionnel des Musulmans. Aujourd'hui, les diverses minorités islamiques se connaissent, se mesurent, s'entr'aident.

Or l'Empire colonial français — et l'Exposition Coloniale de Vincennes nous l'a assez montré — est intéressé directement par l'évolution des musulmans. Une politique qui a calqué celle de l'Angleterre a été de laisser en état es coutumes, mœurs et croyances des peuples colonisés. On a même le paradoxe singulier d'églises catholiques abandonnées et tombant en ruine d'une part, et d'autre part de mosquées et de temples construits sous la haute protection gouvernementale. Cet état de choses a pu faire llusion au noble *Mahamoud Salem* ; il faut bien reconnaître que c'est de la politique. Mais sera-ce toujours suffisant?

On assiste en effet à un curieux phénomène qui fait réfléchir le sociologue : la Révolution et les principes des droits de l'Homme sont enseignés aux jeunes populations arabes de notre Empire. Le maître d'école y ajoute même

(1) Il y a une mosquée à Paris, une mosquée à Londres, une mosquée à Woking (Angleterre), 200 Anglais se faisant mahométans, les revues à Londres, à Paris, en Amérique du Nord Cela pour les nations sans *minorité musulmane*...

en général une bonne dose de laïcisme et de « critique des religions ». Au nom même de ces principes, le jeune intellectuel musulman exige la liberté politique et l'indépendance ethnique ; il veut une nation musulmane. Qui pourrait lui prouver qu'il a tort ? Les politiciens français ont cru que la suprême habileté était de jouer à l'indifférence religieuse et de « décharger » la France du « lourd fardeau » des Croisades et des « luttes religieuses de la Chrétienté contre l'Infidèle ». Une telle conception devait être revue, mais cette politique a échoué complètement par manque de connaissance psychologique du Musulman, religieux par excellence. Il a eu pour nous, Occidentaux, un peu plus de mépris, et c'est tout.

Il faut le dire, car on l'a entendu souvent mais l'on n'ose guère le répéter : la France chrétienne, pacifiquement et glorieusement chrétienne, j'ajouterais même *somptueusement* chrétienne, peut faire beaucoup plus devant l'Islam qu'un millier de petits instituteurs sectaires et laïcs. Le Musulman ne respecte que « l'homme religieux » qu'il sent supérieur à lui-même, et la grande force du P. Charles de Foucauld, explorateur courageux au Maroc, a été de comprendre ce fait et de l'appliquer d'un point de vue surnaturel. C'est pourquoi il faut saluer avec joie le départ des cinq « Petits-Frères du Sacré-Cœur » qui ont récemment reçu l'habit à la basilique du Sacré-Cœur. Bientôt naîtra la Congrégation des Petites-Sœurs. Ce sont les enfants spirituels du P. de Foucauld qui veulent, sur ses traces, conquérir les Musulmans non point par une prédication active mais par la prière, par la charité et surtout par l'exemple silencieux d'une vie sacrifiée et laborieuse. Pour nous, catholiques, le fait est d'importance, car, il faut le reconnaître, la pénétration de l'Évangile en pays d'Islam a été nulle.

Mais — et ceci servira de conclusion — il ne faut plus

croire aux éternelles histoires de l' « Arabe endormi » et du Musulman mangeant le *hashish* dans un rêve indéfini. L'Orient s'éveille — ou se réveille. Sa grande faiblesse est son impuissance à s'organiser et à s'unir ; il y a, là-bas, un manque total de méthode et d'équilibre. Il faut savoir que la passion religieuse domine, fanatique, exclusive, toujours prête aux pires excès ; ce n'est que là qu'une action efficace pourra être exercée.

La pénétration de l'Islam s'accentue rapidement. D'après Massignon (*Annuaire du Monde musulman*) les masses ethniques soumises à l'Islam sont les suivantes :

Hindous	64.000.000 ;
Arabisés	38.000.000, dont 12.000.000 Arabes purs ;
Malais	51.000.000 ;
Turcs	34.000.000 ;
Iraniens	26.000.000 ;
Nègres	23.000.000 ;
Chinois	7.000.000 ;
Balkaniques	3.000.000.

Sur ces 246 millions, 223 millions sont des *Sunnites* divisés en quatre rites : les *Shiites* sont 22 millions et on compte un demi-million de *Kharidjites*.

Le fait est là ; les chiffres grandissent chaque année ; je l'ai déjà indiqué : l'action de l'Islam en Afrique est signalée dans le Nord comme dans le Soudan, dans la région des Lacs comme dans le Sud. On compte au Cap 23 mosquées. En dix ans le *Nyassa* a tous ses villages décorés de la hutte-mosquée et de la petite classe musulmane. Ces mosquées se multiplient au Sénégal ; une mosquée de plusieurs millions se construit à *Dakar*. L'Afrique devient musulmane par conversion directe.

Ajoutons que le snobisme et la littérature amènent un contingent, clairsemé il est vrai, d'Européens à l'Isla-

misme; leur influence n'est pas négligeable cependant.

Enfin les méthodes modernes de publicité et de propagande sont utilisées par les dirigeants musulmans : livres, tracts, affiches, journaux, campagnes politiques, etc...

L'Islam prend conscience de sa valeur; il ne s'élève pas *contre* la civilisation européenne à la manière de Gandhi; il veut l'imiter, l'adapter, la *digérer*. Cela pour l'élite; les masses musulmanes — car il y a un *prolétariat musulman* — ont tendance à dédaigner la pureté de leur Foi et pourront offrir un terrain à la propagande extérieure.

A tout cela s'ajoute enfin de plus en plus la haine de l'étranger; les Soviets n'y sont pas étrangers par leurs propagandes; la politique de Kremlin est très souple : ici elle exige la lutte stricte pour le parti au nom de la doctrine; là-bas, elle prêche non plus la guerre des classes, mais la *guerre des races*. Les fruits sont en train de mûrir. Que réserve l'avenir?

Il faut admirer ici la sagesse du Saint-Siège. S.S. Pie XI a défini, le 6 mai 1926, son programme missionnaire dans l'encyclique *Rerum Ecclesiae gestarum* qui inaugure systématiquement le clergé indigène; le Pape a le souci d'éviter que, dans les pays de colonie, de protectorat ou de mandat, la fortune des églises soit nécessairement liée à celle de la puissance qui gouverne, administre ou protège. Les cadres indigènes comprennent mieux la mentalité du pays qu'ils évangélisent.

Le cas s'applique plus particulièrement à l'Islam au cœur fermé, fanatique et dur. La faillite des efforts tentés dans d'autres sens commande, exige une autre politique.

J. Marquès-Rivière,
Membre de la *Société Asiatique*.

POUR L'ENTENTE DES RACES

La Conférence sino-européenne d'Oxford

Une « conférence sino-européenne » fut organisée récemment, du 28 juin au 3 juillet 1933, à Oxford par l'Entr'aide universitaire internationale : l'Entr'aide universitaire internationale (ou *International Student Service*) qui a son siège à Genève, 13, rue Calvin, a pour but de provoquer la collaboration internationale entre les étudiants de tous pays et plus particulièrement de susciter des œuvres d'entr'aide entre les étudiants des pays plus ou moins favorisés. Elle a par exemple envoyé déjà en Chine d'importants subsides pour la création de bourses d'études et pour l'organisation de clubs universitaires. L'Entr'aide universitaire internationale, qui est l'une des cinq grandes associations internationales d'étudiants (1), groupées en un Comité d'entente sous l'égide de l'Institut international de coopération intellectuelle, s'est intéressée aux problèmes de l'enseignement supérieur en Orient, surtout à celui de la venue des étudiants orientaux en Europe. En 1929 à Dresde et en 1931 à Fribourg (Suisse) elle a organisé des « Conférences indo-européennes »; en 1930 à Nyon (Suisse) elle a réuni une « Conférence des étudiants d'Extrême-Orient ». Ces réunions, qui groupaient des étudiants orientaux et des étudiants européens en nombre à

(1) Ce sont, avec l'Entr'aide, « Pax Romana » (catholique), l'Alliance universelle des étudiants chrétiens (protestante), l'Union mondiale des étudiants juifs et une autre association tout à fait neutre, dont l'objet se limite aux questions professionnelles, la Confédération internationale des étudiants.

peu près égal, ont donné de bons résultats pour faciliter les relations entre ces étudiants : elles ont permis aussi à l'Entr'aide d'intensifier son travail parmi les étudiants orientaux, surtout parmi les Indiens : à Londres un représentant de l'Entr'aide, M. Paul Runganadhan, dirige un Secrétariat et une Association des étudiants indiens à l'étranger; il visite régulièrement ceux-ci dans les divers pays d'Europe, et un service d'accueil fonctionne à leur arrivée à Marseille.

Cette année l'Entr'aide universitaire internationale, voulant étendre son activité aux étudiants chinois en Europe, organisa à Oxford cette « Conférence sino-européenne » : 60 étudiants ou anciens étudiants y participèrent, parmi lesquels il y avait 21 Chinois, dont 2 résidant en Allemagne, 3 en Hollande et 16 en Angleterre, 31 Anglais, 4 Allemands, 1 Belge, 2 Français et 1 Hollandais. Le sujet de cette « Conférence sino-européenne » était « la situation de l'étudiant chinois chez lui et en Occident »; le but était, d'après le programme : 1° étudier les conditions de vie des étudiants chinois dans les Universités occidentales, 2° encourager en Angleterre et particulièrement parmi les professeurs et les étudiants, l'étude de la culture chinoise, 3° établir le plan de travail de l'Entr'aide universitaire en Chine. La plupart des rapports qui furent donnés sur la situation de la Chine furent assez ternes : seule une conférence de M. Roxby, professeur de géographie à l'Université de Liverpool, fut vraiment remarquable par la vue d'ensemble qu'il sut donner sur les problèmes actuels de la Chine; il insista, comme nous l'avions fait ici même tout récemment (1), sur les deux périodes des relations entre la Chine et l'Europe : c'est d'abord la Chine qui est considérée comme supérieure et qui attire l'attention de l'Europe, depuis Marco Polo jusqu'aux Jésuites et aux « Philosophes » du XVIIIe siècle; la Chine, Empire du Milieu, c'est-à-dire le centre du monde géographiquement et politiquement parlant, a pleinement conscience de

(1) « Les relations intellectuelles entre la Chine et l'Europe », dans *La Vie Intellectuelle* du 25 juin 1933, pp. 492-512.

sa supériorité : une lettre adressée par l'empereur de Chine au roi d'Angleterre Georges III est bien la lettre d'un suzerain à son vassal. Mais à partir du XIXe siècle, depuis la naissance de l'industrialisme (où l'on voit comme notre civilisation actuelle est profondément marquée par la machine, jusque dans ses rapports avec les autres civilisations!), c'est l'Europe qui progresse tandis que la Chine décroît dans la communauté des puissances. Au milieu du XIXe siècle, l'Europe intervient autoritairement dans les affaires de Chine : M. Roxby reconnaît que ce fut plutôt brutalement et il ne s'attarde pas à légitimer le passé; mais en historien positif, il ne prétend considérer que les faits présents : or tout compte fait, dit-il, l'intervention de l'Europe fut bienfaisante, car elle introduisit la Chine dans le monde moderne, et la Chine n'a pu que gagner à participer étroitement aux échanges internationaux. Dans toute discussion relative aux rapports juridiques et politiques entre la Chine et les puissances étrangères, il ne faut jamais négliger le fait primordial de l'importance des concessions étrangères qui sont un élément vital du développement de la Chine : la condition des étrangers et les privilèges des concessions peuvent certes et doivent évoluer, mais il faut y aller prudemment pour ne pas faire crouler l'armature industrielle et économique de la Chine. D'ailleurs la Chine est menacée par deux puissants rivaux : le Japon et la Russie : elle devra en arriver à composer avec eux sur certains points (à propos de la Mandchourie, M. Roxby fait remarquer que si le Japon ne s'en était emparé, la Russie l'aurait fait, et l'agression japonaise fut précipitée par la menace russe). Pour résister à ces conflits, la Chine doit s'appuyer sur l'Europe et l'Amérique : loin de se replier sur elle-même, comme le voudraient certains dirigeants chinois à la suite de la guerre sino-japonaise, elle doit s'introduire de plus en plus dans le concert des puissances; la condamnation du Japon par la Société des Nations, toute nominale qu'elle a paru être, est cependant d'une portée considérable : elle continue la politique des relations internationales qui, élaborée par le Traité de Ver-

sailles pour l'Occident, fut étendue à l'Orient par la Conférence de Washington et le Traité des Neuf Puissances.

Les rapports sur les étudiants chinois en Europe nous donnèrent quelques indications, mais assez vagues ou trop fragmentaires, sur leur nombre, leur vie professionnelle, leurs groupements. Ces rapports ont été publiés dans un compte-rendu d'ensemble, ainsi que les résolutions qui furent prises pour intensifier le travail de l'Entr'aide parmi les étudiants chinois (1). Après la clôture de la Conférence d'Oxford, une réception fut offerte à tous les participants, à la « China House » de Londres (91, Gower Street) : cet immeuble abrite actuellement toutes les associations chinoises ou sino-britanniques de Londres; il renferme aussi une bibliothèque et des salles de réception : c'est devenu le centre de tous les amis de la Chine à Londres, excellente initiative pour faciliter le contact des Chinois et des Anglais. Une réunion fut aussi organisée par les Chinois de l'East London, où ils forment un groupe important : des rues entières sont habitées presque exclusivement par des Chinois dont beaucoup vivent avec des Anglaises : deux écoles ont été fondées spécialement pour les enfants de ces unions mixtes ainsi qu'un club pour les jeunes gens et jeunes filles. Il y a même une Loge de franc-maçonnerie spéciale pour ces Chinois émigrés.

Le principal intérêt de la « Conférence sino-européenne » d'Oxford résida dans la très grande cordialité qui régna entre tous les membres chinois et européens. Dès le premier jour l'entente fut parfaite. Tous les participants logeaient ensemble dans un de ces vieux « Colleges » d'Oxford dont l'atmosphère agreable et sereine et le cadre accueillant, plein de souvenirs anciens, facilitent considérablement la vie de famille. C'est par un tel contact que Orientaux et Européens

(1) On peut demander ce compte-rendu à l'Entr'aide universitaire internationale, 13, rue Calvin, à Genève. On trouvera une bonne documentation sur les étudiants chinois en Angleterre dans un numéro spécial de la *China Review*, avril-juin 1933, 22, Compayne Gardens, London, N. W. 6; 2 shillings le numéro.

peuvent apprendre à se connaître et à se comprendre (1) : c'est là à notre avis le résultat le plus appréciable de cette Conférence comme des autres réunions du même genre organisées par l'Entr'aide universitaire. Celle-ci est en principe interconfessionnelle; elle invite ordinairement des catholiques à ses réunions et s'efforce d'y garder une neutralité respectueuse envers toutes les croyances; mais en fait elle est d'origine et d'inspiration protestante, la plupart de ses dirigeants comme de ses membres sont protestants (2), et il faut reconnaître le grand dévouement, la complaisance et le désintéressement avec lesquels les membres du *Student Christian Movement* (organisation protestante de la jeunesse universitaire) et du *Student Volunteer Movement* (groupement spécialisé pour l'aide laïque aux Missions), qui sont pour la plupart les dirigeants généraux ou nationaux de l'Entr'aide, travaillent à réaliser le rapprochement entre tous les pays et toutes les races. L'idée de fraternité chrétienne n'est pas chez eux un vain mot : ils la réalisent effectivement dans leur travail quotidien, et nous étions étonné et ému de voir, par exemple aux thés offerts dans son splendide immeuble, 32, Russel square, à Londres, par le *Student Christian Movement*, fraterniser entre eux des Indiens et des Anglais, des Chinois et des Japonais, des Américains et des Noirs. L'idée de fraternité, conçue et réalisée dans son intégralité, est à la base de toute l'action de ces groupements qui se lancent hardiment et avec enthousiasme dans toutes les entreprises pouvant aider au rapprochement des peuples.

Mais il faut constater par ailleurs que cette idée de la fraternité semble bien être aussi le seul fondement religieux

(1) La meilleure manière d'aider la Chine, disait avec raison le professeur Roxby aux étudiants chinois désireux de travailler pour leur pays, est de faciliter aux Européens la connaissance et la compréhension de la Chine et de vous rencontrer fréquemment avec eux pour créer une opinion publique plus juste et plus impartiale au sujet de la Chine.

(2) A la conférence d'Oxford, il y avait 3 catholiques et 57 protestants.

qui demeure dans ces âmes protestantes. On a souvent parlé de la crise moderniste qui affectait profondément les confessions protestantes et les vidait de tout contenu doctrinal. Cette crise moderniste est plus particulièrement accentuée encore dans les églises missionnaires protestantes, exception faite ordinairement pour celles qui relèvent de la *Society for the propagation of faith*, qui est l'Œuvre de la Propagation de la Foi de l'Eglise anglicane. Les manifestations les plus récentes et les plus autorisées de la vie missionnaire protestante, le *Laymen's report* aux États-Unis, la Commission Lindsay sur l'enseignement supérieur aux Indes, en Angleterre, ont résolu d'atténuer encore le bien mince bagage doctrinal des Missions protestantes dont l'apostolat devra se limiter de plus en plus aux œuvres humanitaires, scolaires, médicales, sociales, à l'exclusion presque complète de la prédication évangélique. Cette tendance est fortement marquée dans les Églises protestantes chinoises : le R. P. Wieger, dans le dernier volume de la série « Chine moderne (1) », a publié des textes très caractéristiques du protestantisme chinois émancipé. Et nous pouvions constater nous-mêmes, aussi bien chez les Anglais que chez les Chinois de la Conférence d'Oxford ou des organisations universitaires protestantes de Londres, que toutes leurs convictions religieuses se résumaient en un idéal humanitaire : fraternité de tous les hommes, dévouement et générosité, compréhension respectueuse et bienveillante, si ces principes moraux sont encore accompagnés d'une croyance doctrinale, elle est extrêmement vague (existence de Dieu, le Christ bienfaiteur de l'humanité) et tend à se confondre de plus en plus dans un syncrétisme largement ouvert à toutes les religions. Les

(1) *Ismes divers*, t. X de la collection « Chine moderne », 1932, 314 pp., 3e partie : *Le protestantisme chinois émancipé*. Un résumé de cette partie, accompagné de nombreuses citations, est donné par le R. P. Joseph Huby dans les *Études* du 5 juillet 1933 (Où va le protestantisme chinois? pp. 5-20). Le R. P. Pierre Charles, S. J., dénonce dans la *Revue de l'Aucam* (Singulier évangélisme, juillet 1933, pp. 263-266) l'organe presque officiel du protestantisme chinois, *The Chinese Recorder*, qui préconise avec insistance le birth-control.

catholiques savent assez ce qu'il faut penser du modernisme et du syncrétisme; mais il nous faut déplorer ces tendances, même du point de vue du rapprochement international : sans croyances religieuses profondément ancrées, l'idée de fraternité n'a pas de base suffisamment solide pour résister aux assauts des intérêts privés ou des conflits nationaux. Lors de la récente guerre sino-japonaise, bien des jeunes Chinois, déçus de l'attitude de la Société des Nations et des puissances occidentales, reniaient tout leur idéal humanitaire et réclamaient le renforcement du nationalisme.

Les journées « Ad Lucem »

Peu de temps après la Conférence d'Oxford, une autre réunion groupait ensemble un bon nombre d'étudiants et d'universitaires orientaux et européens : elle avait été organisée par l'*Ad lucem*, Association de laïcs pour l'union fraternelle entre les races (125, rue Meurein, à Lille), et eut lieu à Reims, les jours qui précédèrent la Semaine sociale, du 20 au 23 juillet. A ces « journées d'*Ad lucem* » assistèrent 47 étudiants et universitaires : 28 Européens dont 19 Français, 1 Anglais, 1 Allemand, 5 Belges et 2 Russes; 19 Orientaux dont 6 Annamites, 3 Chinois, 2 Dahoméens, 1 Indien, 2 Japonais, 1 Libanais, 2 Malgaches, 1 Noir des États-Unis et 1 Siamois. On voit la grande diversité d'origine des participants. Le but de la réunion était double : permettre la rencontre entre Européens et Orientaux pour développer l'amitié et la compréhension mutuelles; étudier la doctrine sociale catholique et en examiner les applications aux pays d'Asie ou d'Afrique. Ces deux résultats furent parfaitement atteints : l'amitié et la fraternité entre tous furent aussi profondes et aussi cordiales qu'à la « Conférence » d'Oxford. Mais ce qui différenciait fortement les « Journées d'*Ad lucem* » de la « Conférence sino-européenne », c'est que celles-là se plaçaient sur un plan nettement religieux et avaient un pro-

gramme de formation intellectuelle. Elles ne se contentèrent pas de prêcher, ni même de pratiquer la fraternité : mais en des allocutions très riches de pensée, Mgr Vanneufville, chanoine de Saint-Jean-de-Latran à Rome, qui suit avec la plus grande bienveillance les mouvements de jeunesse universitaire missionnaire, si prometteurs pour l'avenir de l'Église, montra dans le corps mystique du Christ la base et la raison de la fraternité humaine. Des rapporteurs qualifiés et aimés des étudiants, le R. P. Tonneau, O. P., le R. P. Delos, O. P., et le R. P. Arnou, S. J., exposèrent la doctrine de l'Église sur la famille, la nation et le travail : après chaque rapport théorique, des étudiants orientaux présentèrent leurs points de vue et leurs aspirations. Grâce à l'entière confiance de tous, les sujets les plus délicats, comme celui des responsabilités coloniales, purent être abordés : la discussion fut certes animée, chacun donnant franchement son opinion. Mais l'on put constater combien le catholicisme était la seule synthèse satisfaisante des aspirations contradictoires, le seul lien assez fort pour unir ceux que diviseraient les conflits des intérêts humains.

Les résultats de ces « Journées d'*Ad lucem* » furent bienfaisants : pour les Orientaux comme pour les Européens. Pour la première fois leur était offerte une occasion de se rencontrer dans un milieu catholique et dans une atmosphère de cordialité. L'an prochain, à la Semaine Sociale de Nice, l' « *Ad lucem* » recommencera de semblables journées de rencontre, voulant travailler pour sa part à réaliser dans le Christ l'unité du monde (1).

PAUL CATRICE.

(1) Pour obtenir des renseignements plus précis ou pour recevoir le compte-rendu de ces Journées, on peut s'adresser à l'*Ad lucem*, 18, rue de Toul, à Lille. On peut aussi demander à la même adresse une liste des Foyers catholiques pour étudiants orientaux en Europe. Un Annuaire des Universités et institutions catholiques, et de toutes les adresses pouvant être utiles aux étudiants orientaux en Europe et en Amérique, est actuellement en préparation par les soins du Secrétariat missionnaire de *Pax Romana*. (Collège Saint-Michel, à Fribourg, Suisse.)

Où en est l'Inde ?

Mahatma Gandhi — dont on vient de célébrer le 65e anniversaire le 2 octobre — a substitué un nouveau but à celui qui avait guidé sa vie jusqu'à l'écroulement en 1932 de sa « Résistance passive » contre le gouvernement indien : le relèvement des parias, de ces malheureux hors-castes, dont la condition presque sous-humaine, est actuellement la pire tache du système social hindou. Dès son incarcération (le 4 janvier 1932) le Mahatma n'a plus mis au premier plan l'émancipation politique de l'Inde, mais l'émancipation sociale et religieuse des parias, auxquels il a octroyé un nouveau nom, qui maintenant est généralement adopté — celui de *Harijan*, c'est-à-dire « gens de Dieu » (*jan* est même étymologiquement l'équivalent de *gens*).

Comme on le sait, le Mahatma s'est livré à plusieurs jeûnes (1), depuis qu'il est en prison : et tous ont été motivés plus ou moins directement par le souci des Harijan. Son premier jeûne (du 20 au 26 septembre 1932) fut entrepris comme une manifestation contre le projet de loi qui n'aurait pas garanti une représentation suffisante des Harijan dans les assemblées législatives ; il déclancha ensuite rapidement un grand mouvement national pour qu'on admît les Harijan à la visite des temples hindous et à tous les privilèges dont jouissent les Hindous des castes supérieures.

Son deuxième jeûne était dirigé contre des vices qu'il avait remarqués chez certains de ses propres sectateurs, qui, sous le couvert d'un travail de relèvement des Harijan, s'étaient adonnés à des actes d'immoralité. Pour expier leur faute, le Mahatma s'imposa un « jeûne de purification » de trois

(1) « Jeûne » pour un hindou veut dire ne prendre aucune nourriture. La seule substance qui passe les lèvres de M. Gandhi pendant ses jeûnes est de l'eau pure. Il « déjeune » en prenant une orangeade.

semaines. Le gouvernement, craignant de le voir mourir en prison, le libéra le soir même du jour qu'il avait commencé son jeûne — le 8 mai 1933. La constitution physique du Mahatma et son *training* ascétique triomphèrent et le rendirent capable d'accomplir son jeûne rigoureux, sans nuire à sa santé. Son jeûne terminé (le 29 mai 1933), la question se posa de savoir quelle attitude politique il prendrait dès lors qu'il n'était plus prisonnier.

Le Congrès National (1) avait suspendu la « désobéissance civile » pendant les trois semaines du jeûne mahatmique, et ensuite, une seconde fois jusqu'au 31 juillet 1933. Une réunion du Congrès se tint à Poora en juillet pour décider s'il fallait en finir avec cette « désobéissance civile », qui s'était brisée si désastreusement contre les forces policières, employées par le gouvernement avec une énergie et des méthodes qui rappellent souvent celles du gouvernement nazi. Le Mahatma — presque seul — s'opposa à un abandon formel de la « désobéissance civile ». Le Congrès décida de n'abandonner que la « désobéissance civile » en masse, et de laisser continuer la désobéissance individuelle. En conséquence M. Gandhi lui-même, pour donner le bon exemple, annonça qu'il reprenait — individuellement — la désobéissance civile le 1er août 1933. Le jour même le Mahatma fut de nouveau arrêté et mis en prison.

Prisonnier, le Mahatma demanda au gouvernement de lui accorder la faculté de continuer sa propagande — non-politique — pour le relèvement des Harijans. Une discussion de détails provoqua un nouveau jeûne du Mahatma. Ce troisième jeûne commença le 16 août — et le 23 le gouvernement coupa le nœud gordien, en libérant M. Gandhi. De son côté, le Mahatma, pour montrer qu'il pouvait être aussi généreux que le gouvernement, annonça ensuite qu'il s'abstiendrait de toute propagande politique, pendant l'année

(1) Le « Congrès National Indien » est la grande organisation du nationalisme extrémiste de l'Inde; il avait proclamé l'indépendance de l'Inde le 1er janvier 1931.

qu'il aurait dû passer en prison, si le gouvernement ne l'avait pas gracié — c'est-à-dire jusqu'au 1er août 1934. Entre temps le Mahatma se vouera entièremeut au service des Harijans : car n'était-ce pas pour pouvoir s'y livrer qu'il avait jeûné en prison « contre » le gouvernement?

Sa dernière démarche dans ce but est assez intéressante et se rapporte au « Satyâgraha Açram », colonie monastique qu'il a fondée près de Ahmedabad en 1915, pour y héberger ses fidèles disciples — vingt-cinq en tout, hommes et femmes — qui l'avaient suivi depuis l'Afrique du Sud, quand il la quitta, vers la fin de 1914, pour revenir définitivement dans l'Inde. Cet établissement devint le cœur même du mouvement gandhiste : situé — d'une façon bien prophétique! — tout près de la grande prison régionale de Sabarmati, il couvrait un espace d'une quarantaine d'hectares, et les membres de la colonie s'y livrèrent à la vie ascétique et aux travaux de filature et d'horticulture, que le Mahatma comme fondateur et chef avait imposés à sa communauté. Cette communauté, qui avait connu une existence ininterrompue de 18 ans et qui représentait le vrai *home* du Mahatma, vient d'être dissoute par le Mahatma lui-même qui, avant de commencer sa nouvelle résistance passive « individuelle » le 1er août, a voulu faire ce geste, pour accomplir ainsi le suprême sacrifice de la seule chose — et combien chère! — qu'il possédât encore. Les membres de son âçram eurent l'ordre de quitter leur ancienne propriété et de se disperser dans l'Inde, y faisant — chacun individuelment — de la « désobéissance civile » jusqu'à l'heure où sonnerait l'émancipation politique de l'Inde.

Le Sabarmati açram a donc été abandonné depuis deux mois : car, contrairement à ce qu'avait pensé M. Gandhi, le gouvernement ne l'a pas confisqué et n'est même pas intervenu. Ne voulant pas que cette belle propriété fût livrée inutilement à la ruine, le Mahatma vient d'en faire cadeau à la « Société des Serviteurs des Harijan » — fondée il y a un an sous le coup de l'émotion causée par son premier jeûne. La société a pour secrétaire général M. Amritlal V. Thakkar, un

des membres les plus distingués de la « Société des Serviteurs de l'Inde », qui déjà s'était spécialisé, avec un grand succès, dans l'œuvre du relèvement des hors-caste et des tribus forestières. La société publie à Poona (en anglais) un hebdomadaire, *Harijan*, qui a paru dès le 1er janvier 1933, et dans lequel se trouvent maintenant les articles de M. Gandhi qu'autrefois (avant sa suppression) la *Young India* aurait publiés — mais, naturellement le *Harijan* n'est aucunement politique (comme l'était la *Young India*), et ne s'occupe que du relèvement des Harijan.

On le sait, M. Gandhi a toujours dit que la politique comme telle ne l'intéressait pas et qu'il y avait seulement recouru malgré lui, parce qu'il ne croyait pas que le redressement social et économique de la paysannerie indienne — son vrai but ultime — pût s'effectuer aussi longtemps que l'Inde serait sous la domination étrangère. Les circonstances ont ramené M. Gandhi à un stade où il ne peut se livrer qu'à des œuvres sociales : la transformation de son âçram en œuvre pour les Harijan serait-elle symbolique de la transformation que le Mahatma propose de donner dorénavant à sa vie entière? Après l'échec de sa première campagne de résistance civile et son premier emprisonnement jusqu'à sa rentrée dans la vie publique (c'est-à-dire de 1924 à 1930) il avait déjà rigoureusement laissé de côté la politique, et il ne s'occupa alors que de son « Khaddar Gospel » — propagande pour la filature à la main — qui devait rendre l'Inde indépendante en matière économique. Il ne serait aucunement impossible qu'après son échec politique actuel, le Mahatma laissât de nouveau la politique aux autres, pour se vouer entièrement cette fois-ci à la cause des Harijan.

Personne ne le souhaiterait plus ardemment que la vaste majorité des hommes politiques de l'Inde, qui, presque tous, sont très loin de partager les vues du Mahatma et qui ne l'acclament que pour se servir de lui, aussi longtemps que cela leur semble bon et utile.

H. C. E. Zacharias.

Ethnographie africaine

Le Musée d'ethnographie (au palais du Trocadéro à Paris) est en voie de complète réorganisation : d'importantes transformations ont été faites dans l'agencement des salles et dans la présentation des objets. En outre, de nouvelles collections viennent sans cesse enrichir le Musée qui deviendra ainsi, grâce aux efforts de MM. Rivet et Rivière, son directeur et son sous-directeur, un des plus intéressants musées d'ethnographie, digne de la grande puissance coloniale qu'est la France et comparable aux magnifiques Musées d'Amsterdam et de Bruxelles.

Les récentes acquisitions du Musée font régulièrement l'objet d'Expositions publiques qui ont toutes obtenu un grand succès. La plus récente fut (en juin et juillet) celle de la Mission Dakar-Djibouti : cette Mission, organisée par l'Institut d'ethnographie de l'Université de Paris et par le Museum national d'histoire naturelle, traversa toute l'Afrique dans sa largeur, du Sénégal à l'Éthiopie, et en rapporta de nombreuses et très précieuses séries d'objets ethnographiques, ainsi qu'une immense documentation photographique : le voyage, qui dura du 12 juin 1931 au 7 février 1933, permit d'étudier attentivement l'ethnographie des populations indigènes : noires, arabes ou abyssines. Quelques résultats scientifiques de cette Mission, ainsi qu'un grand nombre de photographies, sont publiés dans un numéro spécial de la revue *Minotaure* (1) : M. Marcel Griaule, chef de cette mission d'études, y donne d'abord une introduction sur les méthodes à employer dans les recherches ethnographiques; puis viennent des articles techniques sur les masques et le rite de la circoncision, une cérémonie funéraire chez les Dogon au Soudan français, la musique des populations du Cameroun septentrional, les amulettes éthiopiennes, un sacrifice aux génies dans une secte de possédés en Abyssinie. Texte et illustrations, celles-ci tout à fait remarquables, sont d'un immense intérêt pour l'ethnographie africaine.

(1) Aux Éditions Skira, 25, rue La Boétie, Paris. Ce numéro spécial (88 pages et près de 200 gravures) coûte 25 fr.

DOCUMENTS

L'appel des jeunes générations des pays de colonisation ou de mission [1]

I. — Mentalité des jeunes générations coloniales. — Ses causes.

Les jeunes générations coloniales se caractérisent en majeure partie aujourd'hui par une mentalité nettement hostile aux Occidentaux; c'est là une forme du conflit de plus en plus âpre et terrifiant en ses conséquences futures qui dresse les races de couleur contre les Blancs dans un antagonisme farouche, irréductible de prime abord.

C'est *le réveil des peuples de couleur* jusqu'ici considérés à tort comme inférieurs.

Pour d'autres, c'est le *racisme* ou le *nationalisme*. Mais quels que soient les termes employés, ce qui frappe c'est que ce *réveil* se manifeste sous forme d'agitations plus ou moins bruyantes et de revendications plus ou moins audacieuses et violentes suivant les races. Les jeunes générations coloniales ou de pays de missions supportent de plus en plus difficilement le joug des Blancs. C'est cet état d'esprit qui crée cette sorte d'ébullition à réactions parfois tragiques que nous déplorons et qui fait craindre

(1) Discours prononcé au Congrès de la Ligue Missionnaire des Étudiants de France, à Lille, le 25 mars 1933.

dans un avenir plus ou moins lointain une *révolution effroyable* contre les Blancs dans les pays de colonisation.

Mais cette mentalité se présente sous la forme d'un tableau heurté, disparate et fort nuancé suivant le degré d'évolution et le tempérament de chaque race.

Les *Asiatiques* viennent en tête, plus farouchement décidés à se libérer de la tutelle des Blancs, et leurs revendications nettes et audacieuses sont fermement formulées.

Les *Africains Noirs*, de « grands enfants » se plaît-on à dire, restés longtemps sans formuler aucune plainte, se réveillent à leur tour et s'agitent tout doucement ; mais bientôt le mouvement prendra plus d'amplitude.

Quelles sont les causes de cet état d'esprit d'hostilité croissante vis-à-vis des Blancs venus en principe comme civilisateurs?

A coup sûr il faut attribuer cette mentalité d'hostilité manifeste des jeunes générations de couleur vis-à-vis du Blanc au *développement intellectuel* croissant des races de couleur. Nombreux sont déjà les jeunes gens de la race jaune, noire ou cuivrée qui ont conquis de haute lutte les grades universitaires les plus élevés et les plus enviés, prouvant par là, contrairement à l'opinion des Vignon, Schoell, Dottier et autres, l'aptitude des races extra-européennes à accéder au plus haut sommet de la culture intellectuelle.

En tous cas, l'instruction liée à l'esprit d'observation inné chez tous les peuples de couleur a permis à ces jeunes gens de constater que le Blanc, tout supérieur qu'il se prétend, a ses défauts, et qu'il s'en faut de beaucoup pour que tout soit parfait dans son monde, et le prestige du Blanc de baisser rapidement à leurs yeux jusqu'à se transformer chez certains *en mépris profond.*

De là, certaines critiques acerbes et plus ou moins justifiées à l'adresse du Blanc par les « indigènes civilisés ». Et cela ne va pas sans indisposer certains Européens pour qui les jeunes gens de couleur instruits et éduqués à l'eu-

ropéenne deviennent un danger parce que « l'instruction les gâte au lieu de les améliorer » (Schoell) et les éloignent de leurs civilisateurs.

Si cela était vrai, à coup sûr ce serait la faillite et la condamnation de tout effort de culture, de toute aspiration à l'amélioration, à l'élévation de l'esprit. Mais, Dieu merci, *cela n'est pas vrai*. Que des esprits chagrins et pessimistes à l'excès pour l'avenir de la race blanche préconisent la restriction de l'instruction, c'est leur droit. Cependant ce serait peine perdue d'essayer d'étouffer ce mouvement d'ascension intellectuelle, très intense actuellement chez les peuples de couleur, car cette aspiration vers le progrès a pris source sur les hauteurs, chez les élites naturelles de ces pays, et rien ne l'arrêtera. Il importe au contraire de la *canaliser*, de la *régulariser* par la digue spirituelle du catholicisme qui seule se trouve être assez puissante pour ordonner et diriger pacifiquement ces mouvements fougueux de l'esprit des jeunes générations coloniales.

Une autre cause est *l'ostracisme, voire la ségrégation* abjecte dont sont victimes les jeunes indigènes évolués de la part de certains Blancs aux Colonies. A leur retour dans leur pays natal, après de brillantes études à la métropole, les *mauvais coloniaux*, indignes représentants de la France généreuse, se complaisent à leur faire subir des vexations et des humiliations sans nombre et les relèguent au rang de leurs « boys » en les traitant souvent de « macaque », de « sale nègre » et autres appellations injurieuses — certains même, non satisfaits de cela, vont jusqu'à les menacer d'un coup de pied postérieurement placé, comme cela m'est arrivé pendant un dernier séjour au Dahomey en 1930.

Voilà les faits dans leur analyse brutale ; je me suis efforcé d'être le plus possible objectif, et c'est sans rancœur et sans acrimonie que je les ai relatés. D'ailleurs voici les paroles d'un éminent missionnaire qui ne saurait être taxé de racisme ni de nationalisme ; il s'agit de

Mgr de Guébriant dont l'opinion confirme mes dires : « *Il faut avouer*, dit le vénérable et dévoué Évêque missionnaire, *que certains Français* (*et cela s'applique à tous les Blancs en général*) *se créent quelquefois trop facilement une mentalité artificielle sous l'impression qu'ils ont d'appartenir à la race dominante : au contact des faiblesses des indigènes qu'ils ont sous les yeux, ils sont tentés de se laisser aller à l'illusion d'une supériorité raciale, et ils traduisent cela d'une manière qui blesse les légitimes susceptibilités de l'indigène.* »

Voilà des paroles d'un éminent missionnaire, observateur impartial et perspicace des choses coloniales, et je profite de l'occasion pour lui rendre ici, ainsi qu'à toute la vaillante et glorieuse armée de nos missionnaires, l'hommage respectueux de notre filiale gratitude.

II. — L'isolement dans la grande détresse matérielle et morale. — Les sollicitations diverses.

Distinguons d'abord deux catégories :

— Les jeunes générations évoluées, formées à la Mission et restées au Pays.

— Celles envoyées faire des études à la Métropole.

Les jeunes indigènes de la première catégorie par leur instruction assez développée constituent pour les Européens établis aux colonies des collaborateurs immédiats et très recherchés pour leur valeur morale. Mais souvent leur contact avec les « mauvais coloniaux » n'est pas sans danger pour eux. Et gagnés par la contagion des mauvais exemples donnés par certains Blancs aux Colonies, ces jeunes indigènes, dont la formation spirituelle n'est plus en rapport avec le développement intellectuel, acquièrent certaines habitudes d'indifférence à la religion, d'agnosticisme ou d'esprit fort très préjudiciables à leur foi. Au surplus quelques coloniaux anticléricaux

et sectaires impénitents ne manquent pas d'exercer sur eux une telle pression morale qu'ils finissent par les détourner de ce qu'ils appellent « l'obscurantisme du catholicisme ».

Par ailleurs, les prédicants protestants ne dédaignent pas de les tenter par la plus grande facilité de leur religion.

Tout cela contribue à rendre la foi de ces jeunes catholiques indigènes chancelante, et certains d'entre eux s'affilient à des sociétés occultes où ils finissent par perdre toute notion de religion.

L'autre catégorie de jeunes indigènes éduqués à la Métropole est peut-être la plus à plaindre encore, tant est grande sa détresse et si navrant est son isolement.

Animés d'un grand idéal, celui de servir leur pays en aidant leurs compatriotes à leur retour au pays natal, à gravir graduellement, mais sûrement, les degrés du progrès intellectuel, ils ont accepté le grand sacrifice de quitter leurs parents et le foyer familial, des amis à l'âge où on en a le plus besoin. *Exilés volontaires*, ils ont accepté de venir parachever leurs études à la Métropole où ils sont obligés de vivre comme des orphelins, regardant, le cœur serré, leurs camarades Blancs vivre la vie familiale si nécessaire à la formation de tout adolescent.

Vous avez tous vu ces étudiants de couleur, jaunes ou cuivrés, tout au plus avez-vous pensé qu'il leur faut beaucoup de courage pour venir d'un pays lointain faire des études en France? Mais, avez-vous songé à leur isolement moral, à la tristesse profonde qui ravage leur cœur juvénile?

A l'âge où l'on a le droit d'être un « grand enfant », mais un enfant tout de même, ces malheureux jeunes gens de couleur sont obligés de se replier sur eux-mêmes comme des vieillards, et leur cœur, au lieu de s'épanouir normalement, durcit et se ferme.

Au milieu des préoccupations d'ordre matériel et en pleine fièvre de préparation d'examen parfois, ils appren-

nent la mort des êtres chéris : père, mère, frères, sœurs, laissés là-bas au pays natal, lorsqu'ils partaient pour l'Europe achever leurs études.

Ils ne les reverront plus. Mais quelque douloureusement serré que soit leur cœur, ils n'en continuent pas moins à faire bonne figure contre mauvaise fortune et à tenir tête à l'adversité, conscients qu'ils sont de la beauté et de la noblesse de l'idéal qui les anime.

Mais, doit-on encore le dire? cette vie-là est bien pénible pour des jeunes gens, et quel que soit le sourire qui s'épanouit quelquefois sur le visage d'apparence heureux de quelques étudiants de couleur de nos Universités, il y en a beaucoup qui gardent au coin de leurs yeux rieurs des larmes bien amères.

Hélas ! il y en a aussi quelques-uns qui, affaiblis par des souffrances morales par trop grandes pour leur jeune âge et par des privations de toutes sortes, tombent malades et ne tardent pas à succomber. Il en meurt peut-être plus que l'on ne pense, tristement, sur un pauvre lit d'hôpital, avec l'immense regret de mourir à vingt ans au milieu de leur tâche, sans pouvoir réaliser les grands espoirs qu'on avait mis en eux là-bas.

Mais, dira-t-on peut-être, *que ne restent-ils chez eux*?

A cela il convient de répondre qu'à l'heure où les Gouvernements parlent de *politique d'association et de collaboration* avec les indigènes, il est salutaire que de jeunes élites indigènes se forment à l'école même des civilisateurs qui sont aujourd'hui sans doute nos « maîtres » mais qui ne seront plus dans un avenir plus ou moins prochain, lorsque les Colonies auraient atteint leur majorité, que des *frères aînés* à qui nous devrons certes de la gratitude, mais avec qui nos élites pleinement formées *collaboreront* d'égal à égal dans une symbiose affectueuse d'où sera banni l'abject préjugé des races.

Quelle que soit l'attitude que l'on prenne vis-à-vis de ce grave problème de la formation des élites indigènes coloniales, il est un fait certain, malheureusement décon-

certant, et qui consiste en ce que, de tous les organismes existants, seuls, ceux à tendances agnostiques matérialistes et laïcisantes semblent s'être surtout préoccupés de la situation déprimante des étudiants de couleur à la Métropole et avoir compris la nécessité qu'il y a de s'intéresser à leur malheureux sort pour les gagner à leur cause. Et les agents bolcheviks s'entendent à merveille pour exploiter leur détresse morale, leurs misères matérielles et leur état d'esprit fait de tristesse refoulée, de rancœur, pour leur inculquer le virus communiste.

Aussi n'est-il pas rare qu'en désespoir de cause, las des plaisirs malsains où ils s'efforcent en vain d'oublier leur isolement et insatisfaits du libéralisme déprimant et du simili-matérialisme de leur instruction laïque, ces malheureux jeunes gens, plus ou moins aigris par la condition de leur vie mais restant toujours épris d'un idéal, trouvent dans le *faux mysticisme du communisme* la possibilité de réaliser leur idéal qui est de hâter le relèvement de leur race.

L'activité des agents bolcheviques auprès des jeunes gens de couleur de tous les pays est aujourd'hui intense. Ils ont créé des universités et des instituts pour les éduquer et les préparer à la propagande communiste. Quelques dizaines de mille de jeunes asiatiques sont formés directement dans les universités ou facultés de Tomsk, Kazan, Bajou, Sinféropol, etc...

Les noirs africains ne sont pas dédaignés, surtout ceux du Sud « parqués » comme des animaux dans des« *Réserves* », grâce à la négrophobie anglo-saxonne. En tout cas, tout bon enfant qu'on les traite, les nègres d'Afrique feront bientôt parler d'eux, car *200 propagandistes* nègres viennent d'achever leur formation à Moscou et sont prêts à entrer en activité.

Le danger est menaçant, et la gangrène bolchevique ronge de plus en plus l'intelligence des jeunes élites de couleur qui demain seront des chefs de file très écoutés en leur pays. Oui, le péril est imminent, le bolchevisme est à nos portes !

III. — QUEL REMPART, QUELLE DIGUE SUFFISAMMENT RÉSISTANTE OPPOSER A CES FLOTS TUMULTUEUX QUI MENACENT TOUTES LES CIVILISATIONS ?

Les Protestants, avec leur admirable organisation dont il leur faut savoir gré, se sont efforcés d'élever le barrage du Christianisme libéral contre le mysticisme bolchevik en gagnant au principe du libre examen protestant les élites des pays de missions.

C'est John Mott lui-même, stratège des Missions protestantes, qui le dit avec raison : « *Il n'existe pas de travail missionnaire plus important et plus efficace en proportion de l'effort accompli que par la Christianisation des Étudiants indigènes et des classes cultivées des pays de missions.* »

Rendons aux Protestants cette justice d'avoir entrepris la christianisation des élites indigènes en pays de missions et de s'être efforcés sincèrement avec beaucoup de générosité et de grandeur d'âme à leur donner non seulement une instruction des plus complètes, ainsi qu'en témoigne le nombre imposant des élèves indigènes de leurs grandes Écoles ou Universités en pays de missions, mais encore de leur avoir assuré une formation morale suffisante.

Admirons aussi le dévouement, qui va parfois jusqu'au sacrifice, des laïcs universitaires protestants qui se consacrent avec une véritable abnégation à l'apostolat missionnaire protestant en pays de missions.

Toutefois, et sans vouloir minimiser en rien leurs louables efforts, on constate, et les protestants eux-mêmes sont les premiers à le reconnaître, que les résultats sont peu encourageants et paraissent plutôt déficients.

Ainsi, à un de leurs derniers grands congrès, le délégué chinois, *M. Kian Wen Han*, protestant lui-même, reconnaissait que les deux villes qui fascinent le plus la jeunesse

chinoise sont d'abord *Moscou*, patrie du bolchevisme, et *Holywood*, qui symbolise le fol esprit de jouissance de notre époque. (Hélas ! de Rome, la ville éternelle, il n'est pas question.) D'où la mentalité nettement communiste des jeunes dirigeants chinois d'aujourd'hui et la bolchevisation progressive de la Chine.

Aux Indes, mêmes constatations; *M.B.L. Rallia Ram*, Secrétaire de la puissante association protestante Y.M.C.A., écrivait de son côté que « *c'est par milliers que les étudiants (il y en a 90.000 aux Indes) se détournent de la religion. La propagande en faveur d'une culture laïcisée, du communisme, de l'athéisme, a chez eux à l'heure actuelle un grand succès.* » Aussi ne voit-on pas à la situation présente d'autre issue que celle-ci : ou bien la religion sera rejetée, comme ce fut le cas en Russie, ou bien elle devra s'épurer de tout ce qui la rend contraire aux aspirations légitimes des jeunes générations des pays de missions.

Enfin un autre protestant, japonais celui-ci, *M. Enkichi Kan*, vient apporter aussi la confirmation de ce qui précède en déclarant qu'au Japon « le communisme n'est pas une *théorie* mais une religion sociale, et la lutte entre le communisme et le christianisme signifie la vie ou la mort du christianisme; on sait que beaucoup d'intellectuels japonais bouddhistes et même protestants deviennent communistes, car leur religion, disent-ils, manque de passion sociale ».

Quant à l'Afrique noire, les troubles graves politico-mystiques de ces dernières années dans les colonies africaines anglaises ont été provoqués par des pseudo-prophètes, tous de formation protestante, tels que Élie en Nigeria, Malachie ou Ouganda, Samson O'Pou en Gold Coast. Tout cela témoigne assez de l'impuissance et de la déficience de la méthode protestante. Et c'est encore dans une de leurs revues missionnaires que, de très bonne foi, ils reconnaissent que « l'Afrique protestante est imprégnée d'un levain de révolte » (« *The ten Year*

Survey of Africans » de l'*International Missionary Revue*).

Je viens de parler de l'Afrique et des Noirs Africains, qu'on me permette d'insister quelque peu ici et qu'on m'excuse de paraître plaider quelque peu *pro domo* ; mais on comprendra sans peine mon amour immense pour cette malheureuse race si longtemps méprisée, qui a souffert de quatre siècles d'esclavage et qui est encore si méconnue aujourd'hui.

Il est douloureux pour un Noir catholique, qui désire ardemment comme ses autres congénères le relèvement de sa race, de constater qu'aucun de ceux qui font figure de « leader » de la race noire ne soit catholique et que certains d'entre eux y sont même hostiles. Qu'ils soient nègres américains, antillais, bantous ou de l'Afrique Occidentale, les chefs de file sont soit protestants (ils sont en majorité), soit des indifférents, soit des athées.

Tels sont les Burghardt Dubois, Directeur du « Crisis Marcus », Gervey, un des promoteurs du mouvement pan-nègre, le regretté poète noir américain à l'âme si douce et si tendre, Dunbar, l'éminent et regretté professeur Aggrey, ancien sous-directeur du Collège d'Achimota en Gold Coast, Abbott, directeur du *Chicago Defender*, le Bantou Molema et autres élites de la race noire qui travaillent au relèvement intellectuel et moral de leur race.

A parcourir leurs œuvres multiples et admirables, ce n'est pas sans un véritable serrement de cœur qu'on constate qu'il n'y est guère fait allusion à l'Église romaine si ce n'est pour la critiquer injustement et beaucoup plus par ignorance que par malveillance, à l'encontre de nos anticléricaux sectaires impénitents.

L'Église catholique, dans cette lutte pour la sauvegarde de l'esprit des jeunes générations indigènes coloniales, est *en retard de cinquante ans* sur les protestants. Mais voici que l'intelligence des Asiatiques comme des Noirs, après avoir été laïcisée ou protestantisée, se révèle dangereuse

pour la civilisation chrétienne, non pas à cause de son développement intrinsèque, mais à cause du manque d'un *substratum spirituel* solidement maintenu par la pratique d'une religion assez élevée et susceptible de s'adapter à toutes les races sans distinction.

Beaucoup d'élites indigènes coloniales ignorent encore les beautés du catholicisme, et nous savons que Moscou veut s'assurer leur concours pour hâter la révolution mondiale; il importe donc plus que jamais que l'élite intellectuelle catholique française prenne conscience de son devoir, qui consiste à contribuer au sauvetage des intelligences en dérive et que menacent d'engloutir les flots tumultueux des idées subversives et destructrices de toutes pensées religieuses et surtout catholiques.

Les jeunes générations d'indigènes coloniales, quelle que soit la contagion dont quelques-uns sont déjà victimes, sont en majeure partie en plein désarroi. Elles sont comme désemparées, cherchant dans le chaos des idées une doctrine salvatrice ou novatrice pour leur race.

Il y a encore, Dieu merci, des jeunes élites indigènes coloniales qui sont conscientes du malheur de l'homme instruit ayant perdu l'idée de Dieu et qui, fervents partisans de l'ordre, désirent ardemment le maintien de la paix sociale en leurs pays. Beaucoup hésitent et diffèrent leur décision, pendant que la lutte gigantesque continue entre les fils de lumière et les fils des ténèbres.

Les cerveaux sont en pleine ébullition. Toute une humanité nouvelle se lève au-delà des mers. Qui va modeler en fin de compte son visage? qui lui donnera une doctrine de vie? qui lui appliquera une discipline assez souple et sévère à la fois qui puisse favoriser normalement son *épanouissement total*?

Est-ce le protestantisme sentimental, « ondoyant et divers »? Non, son principe du libre examen le rend nocif à l'intelligence des peuples habitués depuis des siècles à la discipline rigide, parfois tyrannique, imposée par les coutumes.

Est-ce le libéralisme laïc ou le dilettantisme agnostique ? Non plus; ils n'ont pas d'idéal assez élevé qui puisse satisfaire les aspirations supérieures des peuples dont l'âme est et reste encore essentiellement religieuse.

Est-ce enfin le bolchevisme avec son cortège hideux, au-dessus duquel planent lugubrement la faucille et le marteau ? Hélas ! de plus en plus, et, nous l'avons vu, beaucoup de jeunes élites indigènes coloniales semblent tourner leur regard vers Moscou pour lui demander une doctrine de vie, alors que, d'après nous, il est dispensateur d'idées de haine et de mort mais reste à leurs yeux une *puissance spirituelle libératrice*, à cause de son pseudo-mysticisme politique susceptible de galvaniser la volonté des peuples les plus divers et de les lancer par une communion d'idée à une révolution générale pour la conquête des libertés nouvelles.

Mais, pour un catholique de couleur observateur des maux dont souffre votre monde européen moderne qui, oublieux de son passé de sept siècles de christianisme et de tous les bienfaits qu'il a apportés, s'est laissé pénétrer par le matérialisme, *seul le catholicisme apparaît comme une doctrine sublime*, assez souple et sévère à la fois pour s'adapter à toutes les races humaines, tout en sauvegardant les qualités originelles de chacune d'elles. Seule, cette religion idéalement belle arrive à fortifier assez la volonté, à l'exalter jusqu'au suprême sacrifice. Enfin, seul le catholicisme se trouve être, dans les ténèbres et la tempête des idées subversives qui assaillent le cerveau des jeunes intellectuels de couleur, un phare resplendissant par excellence qui les conduira dans un havre sûr, à l'abri de tous dangers.

Enfin, grâce à sa sévère et souple discipline, la religion catholique est la seule qui puisse bien modeler le visage de la nouvelle humanité en formation.

En effet, il n'y a plus, depuis la venue du Christ Rédempteur, ni Juif, ni Grec, ni Gentil, et il n'y a plus ni Blanc, ni Jaune, ni Rouge, ni Noir, *mais tous sont unis dans le Christ.*

Les élites intellectuelles catholiques françaises doivent donc contribuer plus activement que jamais au rayonnement de la foi catholique en pays de Missions. La France n'est-elle pas la deuxième puissance coloniale et une grande nation missionnaire ? Mais le temps n'est plus des petites oboles pour servir à vêtir la nudité de quelques malheureux Nègres ou Papous. Aujourd'hui l'apostolat missionnaire se présente *comme la croisade des élites intellectuelles métropolitaines catholiques pour sauver l'intelligence des élites des pays de mission et de colonisation.*

Il y a déjà un tout petit nombre de jeunes élites catholiques de couleur qui brûlent d'ardeur de jouer en bon catholique leur rôle dans le relèvement de leur race, mais à cause de leur infime minorité, et voyant de jour en jour les ravages des idées bolcheviques parmi elles, elles se rendent compte du danger que court leur race. Aussi viennent-elles vous adresser l'appel désespéré de leur cœur angoissé et vous supplient-elles de venir leur porter secours et les aider au sauvetage de leur foi d'abord et à son rayonnement sur les autres élites non chrétiennes catholiques.

Du fin fond de l'Asie, de l'Indonésie, et de l'Afrique s'élèvent des voix ardentes et angoissées qui vous clament : O vous, élites intellectuelles catholiques de France : « *Hora est jam vos de somno surgere.* »

Le danger est redoutable dans son imminence tant pour les pays des missions que pour la religion chrétienne et toutes les civilisations.

Vous n'avez pas le droit de garder pour vous seuls le trésor que vous avez reçu ou de l'enfouir dans la terre. Vous *avez l'obligation* de le mettre en valeur et de le partager avec l'immense multitude de vos frères de couleur qui attendent beaucoup de vous. Les catholiques seront-ils moins généreux que les protestants, moins entreprenants, moins audacieux que les bolcheviks lorsqu'il s'agit de gagner des âmes au Christ par l'intelligence ? Certainement non.

Dès lors, voici le message des jeunes élites indigènes catholiques. Nos aspirations ne doivent pas vous effrayer outre mesure, car nous désirons avant tout *le développement normal, l'épanouissement total* de notre être par la consolidation de notre individualité catholique et l'achèvement de notre formation religieuse profonde qui ne doit plus s'arrêter au niveau du catéchisme, mais doit croître parallèlement avec la culture intellectuelle profane qu'il convient de compléter elle-même par la formation civique et sociale conformément aux grandes encycliques papales.

Enfin, ce que demandent les jeunes générations indigènes coloniales, *c'est d'avoir une élite éduquée avec méthode, pleinement formée*, et apte à devenir de dignes chefs de file entraînés par une sévère discipline de l'esprit et du cœur, tant aux colonies qu'à la métropole, afin d'empêcher le bouleversement de leur esprit par des idées des temps présents et d'éviter les perturbations sociales qui sont à craindre, afin que la masse de nos congénères moins privilégiés et moins avertis ne « se laissent emporter à tous vents de doctrines à la merci de la malice des hommes et des astuces enveloppantes de l'erreur ». Enfin, elles veulent pouvoir défendre leur âme, leur cœur et leur intelligence par des raisonnements éclairés contre les sollicitations dangereuses.

Voilà l'appel de vos frères de couleur. Je suis convaincu qu'on y voudra répondre avec toute la magnifique générosité d'âme qui caractérise les catholiques de France et d'Europe en général.

Déjà des organismes se sont constitués, c'est en France la L.M.E.F. avec l'*Ad Lucem*, la Commission des Missions de la F.F.E.C. à l'étranger, l'A.U.C.A.M. de nos amis belges, la Commission missionnaire de la *Pax Romana* en Suisse, etc., etc... et on peut augurer pour le rayonnement du catholicisme en pays de missions un avenir resplendissant de lumière et de clarté.

Enfin, actuellement, nous avons un Pape missionnaire

par excellence, et c'est vers lui qu'en terminant nous tournons notre regard confiant, nous efforçant de nous orienter sur lui dans notre désarroi, comme le marin au milieu des éléments déchaînés met tout son espoir en une étoile lumineuse, grâce à laquelle il pourra atteindre le port.

Une nouvelle humanité sort du fond des déserts arides, brillante de clarté, et pousse une clameur de joie indicible. Une grande espérance parcourt des immenses continents les peuples naguère asservis ou victimes de la tyrannie de l'histoire et de la géographie. Leur espérance sera-t-elle trompée et s'évanouira-t-elle en de vagues promesses sans lendemain ? Quel angoissant problème pour leur âme, leur esprit et leur cœur ! Leur attente, j'en suis convaincu, ne sera pas vaine.

Il y a de beaux jours encore à vivre pour les races de couleur.

L'avenir est aux jeunes, l'avenir est à celui qui croit.

Nous professons la même foi, nous sommes jeunes et catholiques, et notre cœur déborde de juvénile et ardent enthousiasme. Donnons-nous la main et, Croisés des temps modernes, marchons à la conquête du monde. Dieu nous donnant sa Grâce, l'avenir est à nous. *Duc in altum.*

LOUIS IGNACIO PINTO
(Dahoméen).

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne).